

Erik Neveu

Sociologie des mouvements sociaux

QUATRIÈME ÉDITION



La Découverte

9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

Du même auteur

- L'Idéologie dans le roman d'espionnage*, Presses de la FNSP, 1985.
Regards sur la fraude fiscale (avec L. Cadiet), Economica, 1986.
Une société de communication ? Montchrestien, 1997.
Espaces publics Mosaïques (avec B. François), Presses universitaires de Rennes, 1999.
Sociologie du journalisme, La Découverte, 2001.
Political Journalism (avec R. Kuhn), Routledge, Londres, 2002.
Norbert Élias et la théorie de la civilisation (avec Y. Bonny et J.-M. de Queiroz, dir.), Presses universitaires de Rennes, 2003.
Introduction aux Cultural Studies (avec A. Mattelart), La Découverte, 2003.
Féminins/Masculins (avec C. Guionnet), Armand Colin, 2004.
Lire le noir. Enquête sur les lecteurs de récits policiers (avec A. Collovald), Éditions de la BPI, 2004.
Bourdieu and the Journalistic Field (avec R. Benson, dir.), Polity Press, Oxford, 2005.

ISBN 2-7071-4537-8

Le logo qui figure au dos de la couverture de ce livre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocopillage.

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc qu'en application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **À la Découverte**. Vous pouvez également retrouver l'ensemble de notre catalogue et nous contacter sur notre site www.editionsладecouverte.fr.

- © Éditions La Découverte, 1996, pour la 1^{re} édition.
© Éditions La Découverte & Syros, Paris, 2000, 2002.
© Éditions La Découverte, Paris, 2005.
Dépôt légal : mars 2005

Introduction

Entrons-nous, comme certains chercheurs l'ont soutenu, dans une « société des mouvements sociaux » ? Comme toute tentative de réduire une époque à un phénomène, le propos peut être réducteur. Il demeure qu'on ne saurait comprendre le xx^e siècle sans ses mouvements sociaux. Juin 1936, mai 1968, décembre 1995 sont des dates autres qu'anecdotiques dans l'histoire française. Mais les mobilisations du siècle passé sont aussi des luttes pour l'indépendance, comme celle symbolisée aux Indes par Ghandi, ou des combats pour l'égalité des droits comme ceux des Noirs états-unis avec Martin Luther King. Elles incluent encore des mobilisations pour la démocratie comme celle de Solidarnosc en Pologne, sans oublier les combats comme ceux des paysans sans terre du Brésil ou des habitants des bidonvilles de Téhéran [Bayat, 1998]. Malgré sa jeunesse, le xxi^e siècle confirme déjà la centralité du phénomène. La France n'a-t-elle pas connu, en 2002-2003, des « millésimes » manifestants spécialement riches (élection présidentielle, réforme des retraites, guerre contre l'Irak) ? Les mobilisations et contre-mobilisations autour du président vénézuélien Chavez, la révolution orange ukrainienne n'expriment-elles pas la diffusion de ce répertoire d'action ? En associant volontairement des mobilisations très hétérogènes, la catégorie des mouvements sociaux a donné chair depuis un siècle au syndicalisme, au féminisme, à l'écologisme, à beaucoup de processus de démocratisation de régimes autoritaires ou totalitaires, à la résurgence du religieux comme acteur politique majeur. Beaucoup d'événements majuscules, beaucoup de « ismes » assurément. Mais l'ordinaire d'un mouvement social, ce sont aussi des femmes et des hommes qui agissent, partagent intérêts, émotions, espoirs. C'est encore une occasion privilégiée de mettre en question le monde social tel qu'il tourne, de dire le juste et l'injuste. C'est parfois le levier qui fait bouger la politique et la société, l'événement partagé qui fait référence pour une génération, une mémoire.

L'analyse à chaud de ces mouvements n'est pas toujours à la hauteur de leurs enjeux. Le vieux réflexe suspicieux qui identifiait « la rue » au désordre, à une pathologie d'une démocratie qui ne saurait être que

représentative et bienséante, s'est démonétisé. La séduction d'une vision parfois « policière », en termes d'irrationnel, reste en revanche puissante. Faute d'expliquer des mouvements rarement anticipés, on feint de les éclairer par les métaphores de l'explosion, de la contagion, du carnaval. On cherche des manipulateurs, on se demande « pour qui roule » tel groupe mobilisé. La paresse analytique prend encore la forme du rangement forcé de l'événement dans des tiroirs familiers : celui du « corporatisme » quand le conflit se passe dans une entreprise, du « populisme » pour les protestations des laissés-pour-compte de la modernité, de l'« islamisme » dès que la caméra cadre un barbu ou un foulard dans une manifestation à Istanbul ou Amman. Le simplisme des classements rejoint un autre raccourci analytique : celui qui vise à juger avant de comprendre. Trop de discours, même doctes, sur les mobilisations visent à déconsidérer ou célébrer leurs objets, à conjurer les alarmes de leurs producteurs ou à les grandir en prophètes du changement social.

La sociologie n'est jamais totalement étanche aux préjugés. Elle a cependant, sur des formes d'analyse travaillant plus dans l'urgence, le privilège du temps de réflexion, de l'enquête prolongée, de la comparaison organisée. Si l'engagement militant peut être producteur de compréhension, il a aussi pour trait de viser avant tout l'action, de reposer sur des convictions normatives. Le regard sociologique est plus distant, plus soucieux d'aboutir à percer les pourquoi et les comment. Combinant la proximité des enquêtes de terrain, et la distanciation que produit leur traitement par un questionnement conceptuellement armé, il vise un gain d'intelligibilité tant des déterminants objectifs de l'action collective, que de ses composantes subjectives, vécues. C'est au gain de connaissance qu'il apporte sur ces deux faces des mouvements sociaux qu'il faut le juger.

Les huit chapitres de ce livre forment trois séquences. Les deux premiers cadrent des questions de base : de quoi parle-t-on quand on se confronte à un objet nommé « mouvements sociaux » ? Comment éviter d'en faire un objet trop à part ou surinvesti par des jugements de valeur ? Les chapitres III à V tentent de synthétiser la manière dont les sciences sociales ont forgé des outils théoriques pour comprendre les mouvements sociaux. Partant du modèle d'analyse dominant à la fin des années 1970 (la théorie de la « mobilisation des ressources »), les trois derniers chapitres montrent comment la dynamique principale de la recherche a consisté depuis vingt ans, sans invalider ce cadre d'analyse, à explorer ce qu'il laissait initialement dans l'ombre. On y questionnera donc l'expérience vécue de l'engagement, le rôle du symbolique (croyances, médiatisation), des émotions, l'articulation entre mobilisation et politique ou politiques publiques. On verra aussi émerger des questions liées à la mondialisation : affecte-t-elle les mouvements sociaux ? Les outils qui aident à penser ceux du Nord sont-ils pertinents au Sud ?

I / Qu'est-ce qu'un mouvement social ?

Introduire une explication savante sur la notion de mouvement social, n'est-ce pas compliquer à plaisir ce que chacun comprend par expérience ? Des individus, ayant souvent en commun d'appartenir à une même catégorie sociale, ont une revendication à faire valoir. Ils expriment leurs demandes par des moyens familiers comme la grève, la manifestation, l'occupation d'un bâtiment public. Décembre 1995 en donnerait une claire illustration.

Le sens commun associe à l'idée de mouvement social un ensemble de formes de protestation, relie au mot des événements, des pratiques. Mais ce constat ouvre précisément des questions. Notre capacité à meubler la notion d'exemples se double d'une fréquente impuissance à comprendre, même à voir les mouvements sociaux d'autres sociétés ou d'autres époques. Si l'historien ne nous fournissait pas une forme de « sous-titrage » de l'événement, comprendrions-nous le message de conflit social qu'adressent à leur patron, en 1730, les ouvriers d'une imprimerie de la rue Saint-Séverin *via* la pendaison de la « grise », la chatte favorite de son épouse [Darnton, 1985]* ? Saurions-nous discerner, derrière les processions des « royaumes » du mouton, du coq et de l'aigle où se regroupent les composantes de la cité de Romans lors du carnaval de 1580, les signes d'une guerre sociale qui se terminera dans le sang [Le Roy Ladurie, 1979] ? Le port d'un brassard noir par les ouvriers sur une chaîne de montage japonaise en pleine activité nous est-il intelligible comme l'expression d'un mécontentement collectif ?

À l'inverse, notre savoir-faire pour identifier les modes de protestation dans « notre » société soulève une autre question : les formes d'expression liées au sentiment d'injustice seraient assez codifiées pour que des modes d'emploi — d'où viennent-ils ? — canalisent d'avance la protestation ? C'est encore l'association entre mouvement social et expression d'un mécontentement qui ne va pas de soi. D'où vient-il que

* Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'ouvrage.

certains groupes ne recourent presque jamais à ce que le sens commun associe aux mouvements sociaux ? La télévision n'a guère matière à rendre souvent compte de manifestations de retraités ou d'avocats. Serait-ce que ces groupes n'ont rien à revendiquer ? Que certains groupes ne parviennent pas à se mobiliser ? Et pourquoi ? Que d'autres voies que la mobilisation publique peuvent porter leurs revendications ? Lesquelles ?

Enfin, au sein des phénomènes que le langage courant associe aux mouvements sociaux, ne convient-il pas d'opérer quelques distinctions ? Il n'est pas absurde d'étiqueter comme mouvements sociaux l'Intifada, une grève de la faim de sans-papiers, une démission collective de pompiers volontaires mécontents. En rester là serait un réflexe de brocanteur du social, non d'analyste.

Dimensions de l'action collective

Pour être banalement employé, le terme d'action collective n'est pas sans poser problème. Il est significatif que les ouvrages de synthèse français qui l'utilisent pour proposer un panorama des analyses sur les mobilisations recourent à des sous-titres tels que « Lutter ensemble » [Fillieule et Péchu, 1993], ou « Mobilisation et organisation des minorités actives » [Mann, 1991] pour expliciter leur propos. La difficulté naît ici de la polysémie de l'adjectif « collectif ». Sous peine de produire un inventaire plus digne de Prévert que de Durkheim, il faut opérer une série de tris dans ce « collectif ».

L'agir ensemble comme projet volontaire

En partant d'une définition très molle de l'action collective, qui l'identifierait aux situations dans lesquelles se manifestent des convergences entre une pluralité d'agents sociaux, une variable d'intention de coopération peut aider à procéder à un premier tri. Les phénomènes auxquels Raymond Boudon a associé la notion d'effets pervers ou émergents méritent ainsi d'être isolés. Cette notion recouvre les processus qui résultent d'une agrégation de comportements individuels, sans intention de coordination. L'opération « escargot » de chauffeurs routiers qui bloquent un périphérique produira un résultat comparable au bouchon suscité par les vacanciers qui se précipitent en voiture vers les plages. La différence est cependant claire entre une action concertée, liée à des revendications, et un résultat imprévu, parfois imprévisible, découlant de l'addition de milliers de départs en vacances individuels.

Pour avancer vers une définition précise du « mouvement social », les processus de diffusion culturelle sont justiciables d'une même exclusion. Il existe assurément du « collectif » dans les phénomènes de mode,

de diffusion de styles de vie ou d'innovations. Mais ce collectif résulte pour une part d'effets d'agrégation qui sont ceux du marché. À travers des millions de décisions sérialisées, libres — dans les limites de tout le travail de construction des définitions de la mode et du moderne qu'opèrent les instances de critique, la presse, la publicité —, l'action des individus engendre des verdicts collectifs, souvent dotés d'une dynamique contraignante (il faut « en être »). Ceux-ci se traduisent en modes vestimentaires, artistiques, en consécration qui peuvent se porter sur des objets, des thèmes (la défense de la nature...). Mais pour être modelés socialement, ces phénomènes ne sont pas en général le fait d'une intention explicite de coopération ou d'action concertée. Le trop de succès d'une mode peut même incommoder ses adeptes, qui voient dans son extension une perte de distinction. Par ailleurs, il ne suffit pas qu'un comportement se diffuse pour y lire une volonté de peser collectivement sur les formes de la vie sociale. Il paraît donc logique de renvoyer les phénomènes de diffusion culturelle, de modes vers la sociologie de la culture ou celle de l'innovation. Ceux-ci jouent toutefois un rôle dans la construction d'identités, d'univers symboliques sur lesquels peut s'appuyer l'émergence de mouvements sociaux. Pour ne donner qu'un exemple, la fin des années soixante s'est accompagnée dans la jeunesse étudiante de la diffusion d'un style vestimentaire et capillaire inédit, d'une banalisation de la consommation de drogues, de nouvelles modes musicales (rock, folk), de nouvelles références intellectuelles (des marxismes à McLuhan *via* la revue *Actuel*). Ces phénomènes de diffusion culturelle étaient alors étroitement liés à l'émergence de mouvements sociaux tels le gauchisme, le mouvement des femmes, celui des communautés. À ce titre, il n'est jamais inutile de s'interroger sur la façon dont des évolutions culturelles peuvent être des indicateurs ou des vecteurs possibles d'essor de mouvements sociaux.

Organisations contre mobilisations : confusion interdite ?

Dans une acception large, la notion d'action collective peut aussi s'appliquer à la plupart des activités liées à l'univers de la production, de l'administration. Le fonctionnement d'une entreprise, d'un SAMU requiert un haut degré de division des tâches, une organisation rigoureuse de l'agir-ensemble. Les différences avec l'univers des mouvements sociaux pourront sembler évidentes. La production de biens et de services ne se distingue-t-elle pas nettement de la mobilisation des énergies pour une revendication ? Le degré d'institutionnalisation n'est-il pas incomparable ? La nécessité de gagner sa vie, l'organisation hiérarchique de l'entreprise, l'importance du travail comme élément structurant des existences garantissent *a priori* que chaque salarié répondra à l'appel de la pointeuse. Les organisateurs d'un meeting ne disposent pas de semblables ressources pour s'assurer que la salle sera

pleine, sauf — cela s'est vu — à louer des figurants. La comparaison semblera enfin oublier une dimension de la croyance. Il n'est point besoin d'une foi quelconque dans des valeurs sacrées de l'industrie automobile pour travailler dans un garage. Un minimum de croyance en la « cause » s'impose à l'inverse pour manifester contre l'*apartheid* ou des essais nucléaires.

Bref, l'évidence semble suggérer le caractère parfaitement artificiel d'un rapprochement entre des objets que les classements, pour une fois alliés, du sens commun et de la sociologie associent, pour les uns, à l'analyse des organisations, pour les autres, à l'étude des mobilisations. Mais un retour critique sur ces objets suggère bientôt un ensemble de recouvrements troublants.

Quatre exemples l'illustreront. Le premier renvoie vers l'entreprise. L'une des tendances récentes du management a été d'introduire dans le fonctionnement de l'entreprise des techniques de mobilisation et de motivation souvent voisines de celles des univers militants, voire des sectes, faisant des cadres ou contremaîtres de véritables militants de l'entreprise, cherchant à produire un rapport à la firme qui fasse vivre le salariat comme une forme d'engagement total au service d'une cause [Le Goff, 1992]. En deuxième lieu, le fonctionnement de certaines administrations, dans le domaine de la santé publique par exemple, permet de constater que les démarches mises en œuvre pour promouvoir des politiques publiques ne sont pas sans parenté avec les objectifs et moyens d'action de groupements militants. Est-il absurde de comparer les campagnes de prévention du sida ou de l'alcoolisme que développe le ministère de la Santé avec les actions que peuvent promouvoir le mouvement Aides ou une association antialcoolique ? Deux derniers exemples peuvent illustrer les proximités entre certaines formes d'action militante et la logique des organisations économiques et bureaucratiques. D'une part, les logiques d'entreprise pèsent d'un poids croissant dans le fonctionnement de nombreuses mobilisations. Une des façons à la fois de financer et de populariser une cause passe par le développement d'une gamme de « produits » : livres, tee-shirts imprimés, autocollants, vidéocassettes. D'autre part, certaines structures de type associatif et militant ont connu dans la période récente un processus de professionnalisation qui s'est traduit par le développement d'un corps de permanents et d'experts (juristes, communicateurs) qui aboutit à une organisation interne voisine de celle d'une entreprise de services.

Ces rapprochements aident à comprendre le parti pris au premier abord paradoxal de certaines approches sociologiques qui ont, dès la fin des années 1960 [Olson, 1966], sollicité les métaphores de l'entreprise ou des grilles de lecture issues de l'économie pour comprendre mobilisations et conflits sociaux. Plus récemment, Erhard Friedberg [1992] remettait en cause la pertinence des clivages entre analyse des

organisations, des marchés et des mouvements sociaux. Il observait que l'analyse des organisations s'est constituée en insistant sur « [...] le caractère formalisé de leurs buts, structures et rôles », par opposition à la plus grande fluidité d'autres espaces d'action collective. « Le raisonnement est sous-tendu par une sorte de partition [...]. D'un côté, le monde de l'organisation formalisée signifiant mise sous contrôle et soumission, capitalisation du savoir, transparence et prévisibilité, structuration et non-concurrence [...]. De l'autre, le monde du "marché", de l'"action collective" ou du "mouvement social", c'est-à-dire de la concurrence, du surgissement, du devenir, de l'interaction non structurée, désordonnée et aléatoire, de la fluidité, de l'égalité et de l'absence de hiérarchie » [1992, p. 532]. Friedberg souligne la « double erreur » qui fonde cette vision : erreur par sous-estimation du degré d'organisation et de structuration d'univers en apparence très fluides comme les mouvements sociaux ; erreur par surestimation de la rigueur et de l'originalité de la formalisation des rôles et des structures dans les organisations. Dans cette logique, l'auteur invite à penser organisations, marchés et mouvements sociaux comme un dégradé de situations plus ou moins structurées et formalisées par des normes et dispositifs de régulation, eux-mêmes plus ou moins centralisés et visibles.

L'action concertée en faveur d'une cause

Le résultat de cette tentative de tri dans le feuilleté de la notion d'action collective est de fournir à la fois des mises en garde et des typologies. Les premières renvoient à la diversité de la notion d'action collective et la relient à un réseau complexe de faits sociaux. Il faut réintégrer l'histoire de chaque mouvement social dans un contexte culturel et intellectuel. Mieux vaut aussi ne pas bâtir une muraille de Chine, qui risquerait davantage de ressembler à la ligne Maginot, entre l'univers des organisations et firmes et celui des mobilisations collectives. Cela conduira notamment à solliciter des outils d'analyse issus de la science économique.

La notion d'action collective examinée ici renvoie à deux critères. Il s'agit d'un *agir-ensemble intentionnel*, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de *revendication*, de défense d'un intérêt matériel ou d'une « cause ». Cette approche donne une définition resserrée qui isole un type particulier d'action collective sans faire violence à ce que l'on pourrait désigner comme les définitions intuitives de l'action collective, à laquelle s'associent des pratiques comme la grève, la manifestation, la pétition. Pour reprendre une expression d'Herbert Blumer [1946], cette action concertée autour d'une cause s'incarne en « entreprises collectives visant à établir un nouvel ordre de vie ». Ce « nouvel

ordre de vie » peut viser à des changements profonds ou, au contraire, être inspiré par le désir de résister à des changements ; il peut impliquer des modifications de portée révolutionnaire ou ne viser que des enjeux très localisés. Les individus investis dans la défense concertée d'une cause peuvent être ceux que l'anglais désigne par l'acronyme péjoratif de NIMBY (*Not In My Back Yard* — « Pas dans ma cour ! » —, qui refusent une centrale nucléaire ou une autoroute au seul motif qu'elle est près de chez eux) ou les porteurs de revendications plus « désintéressées », plus universelles, tels l'abbé Pierre ou Lech Walesa.

La composante politique des mouvements sociaux

Les formes d'action collective concertée en faveur d'une cause seront désormais désignées sous le terme de « mouvements sociaux ». Ce parti pris obéit à une logique de commodité. Il permet de désigner une classe de phénomènes d'une expression familière. Il vise surtout à enrichir les premiers efforts de définition en introduisant dans ce concept un élément d'articulation à l'*activité politique*. Comme a pu le souligner Alain Touraine [1978], les mouvements sociaux sont, par définition, une composante singulière et importante de la participation politique.

Une action « contre »

Un mouvement social se définit par l'identification d'un adversaire. Si des collectifs se mobilisent « pour » — une hausse de salaire, le vote d'une loi —, cette activité revendicative ne peut se déployer que « contre » un adversaire désigné : employeur, administration, pouvoir politique. Cette donnée implique d'attribuer un statut à part à toutes les formes d'action collective qui, tout en répondant aux critères posés précédemment, visent à répondre à un problème ou à une revendication en mobilisant au sein du groupe, et là seulement, les moyens d'y répondre. Ce registre du *self-help* s'est illustré en particulier à travers le mouvement mutualiste et coopératif, par lequel le mouvement ouvrier, la paysannerie, certains segments du secteur public ont développé une mobilisation originale visant à mettre sur pied, à partir de cotisations volontaires des affiliés, des systèmes de protection contre la maladie, d'assurances, des réseaux d'approvisionnement pour les besoins professionnels (engrais) ou la consommation familiale à des tarifs plus avantageux que ceux du marché privé. Une telle mobilisation contourne le conflit frontal. Comme dans le cas des expériences soixante-huitardes de « communautés » analysées par Bernard Lacroix [1981], elle cherche au sein du groupe les énergies et les ressources pour produire le « nouvel ordre de vie », refusant l'affrontement. On se gardera cependant, là encore, de construire un clivage absolu. Les expériences mutualistes

Modèle coopératif et politisation

Le Finistère voit se développer à la fin du XIX^e siècle un système coopératif sophistiqué, fédéré à partir de 1911 par l'Office central de Landerneau. Le réseau coopératif ainsi construit ne requiert pas de ses adhérents une participation intense. Il leur offre un ensemble de prestations qui visent à répondre à un maximum des problèmes que peuvent rencontrer les paysans. Initialement concentrée sur un système d'assurances contre la perte du bétail, de points de vente où les agriculteurs peuvent acheter à moindre coût les engrais et produits nécessaires à leur activité, l'offre de service ira se diversifiant : commercialisation des produits des exploitations, formation professionnelle, tentatives pour imposer un modèle type de bail rural prévenant les conflits entre fermiers et propriétaires. « Landerneau » contrôle aussi dans les faits les structures syndicales agricoles du département, canalisées dans la logique corporatiste qui est celle de l'Office.

Promu par des catholiques sociaux, encadré par des aristocrates ruraux, ce registre paysan du *self-help* est aussi pensé par ceux-ci comme un outil destiné à préserver les équilibres de la société rurale traditionnelle, à contenir la pénétration de l'État républicain dans les campagnes. « Pendant cinquante ans, l'Office central a remplacé les services agricoles de l'État dans la région. C'était comme s'ils n'avaient pas existé », note en 1960 un responsable de la coopérative. Le projet explicite des dirigeants de Landerneau est de gérer localement, sur un registre corporatif qui laisse l'État hors du jeu, l'ensemble des problèmes et tensions que

retraduisent dans d'autres régions les partis politiques, de préserver par là le poids et le rôle des élites rurales traditionnelles. Le modèle de Landerneau — qui dominera le département jusqu'aux années soixante — offre un cas d'usage *dépolitisant* des structures coopératives puisque celles-ci œuvrent à monopoliser la gestion des problèmes sociaux qui font l'objet de politiques publiques (politique agricole), à figer une société rurale gérant ses tensions sans connexions au système politique national et aux luttes partisans, disqualifiées comme facteur de division du monde paysan. « Le système corporatif met sous le boisseau les tensions et les conflits d'idées et d'intérêt », souligne Suzanne Berger dans son étude significativement intitulée *Les Paysans contre la politique* [1975].

Cet usage dépolitisant et conservateur du mouvement coopératif n'est cependant ni une fatalité pour ce type d'institutions, ni le mode obligatoire d'organisation du monde rural. Le développement du mouvement ouvrier dans les pays d'Europe du Nord s'est appuyé sur des réseaux de mutuelles et de coopératives de consommation. À l'époque même de l'apogée de « Landerneau », les paysans du département voisin des Côtes-du-Nord sont plus investis dans des mobilisations liées aux partis et aux enjeux politiques nationaux. L'hégémonie de « Landerneau » dans le Finistère même sera d'ailleurs remise en cause dans les années 1960 par un mouvement social animé par de jeunes paysans socialisés par la Jeunesse agricole chrétienne, beaucoup plus mobilisés, directement tournés vers une exigence de réformes par l'État.

Sources : S. BERGER [1975], D. HASCOËT [1992].

ou coopératives gagnent à être analysées en lien avec les mouvements sociaux, à l'égard desquels elles ont aussi souvent constitué un complément qu'une alternative.

Un mouvement social est-il nécessairement politique ? Il faut définir cette notion pour y répondre. Il est possible, comme cela fut le cas dans les années 1970, de considérer comme « politique » tout ce qui relève des normes de la vie en société. La conséquence — revendiquée —

d'une telle définition est que tout est politique, notamment les mouvements sociaux. La lutte pour une hausse de salaire ne soulève-t-elle pas la question de la répartition sociale des richesses ? Cette définition comporte un mérite : celui de rappeler les rapports de pouvoir et de sens qui s'investissent dans les actes les plus banals du quotidien, de souligner la possibilité de les changer par la mobilisation. Mais une conception qui met le politique partout rend impossible de percevoir sa spécificité. L'éclairage retenu ici sera différent. Prend une charge politique un mouvement qui *fait appel aux autorités politiques* (gouvernement, collectivités locales, administrations...) pour apporter, par une intervention publique, la réponse à une revendication, qui impute aux autorités politiques la responsabilité des problèmes qui sont à l'origine de la mobilisation. L'infinie variété des mouvements sociaux interdit de les considérer *a priori* comme automatiquement politiques. Une grève limitée à l'espace de l'entreprise, des mobilisations d'intégristes visant à s'opposer, en 1988, à la diffusion d'un livre de Rushdie peuvent constituer des conflits qui se règlent entre protagonistes privés, au sein de ce que le langage commun désigne comme la société civile. La publicité que reçoivent ces conflits dans les médias, leur discussion dans l'espace public ne suffisent pas à leur donner un caractère politique. Celui-ci n'intervient que lorsque le mouvement social se tourne vers les autorités politiques : dans le cas de Salman Rushdie, lorsque les mobilisations demandent au gouvernement britannique d'interdire la vente des *Versets sataniques* ou, à l'inverse, de faire respecter par l'action de la police la liberté d'expression. La diversité des situations et des adversaires contre lesquels se construisent les mouvements sociaux n'interdit pas de souligner des évolutions lourdes dans leur rapport au politique.

Les tendances à la politisation des mouvements sociaux

Historien-sociologue américain, Charles Tilly a mis en évidence [1976 ; 1986] la tendance historique à la politisation des mouvements sociaux et ses racines. D'une façon schématique, on peut suggérer que, dans le cas français, les processus de mobilisation demeurent essentiellement locaux jusqu'au début du XIX^e siècle. Dans une société rurale, régions et « pays » demeurent faiblement connectés à un centre économique et politique national [Weber E., 1983]. Les mouvements sociaux se concentrent alors en affrontements restreints à l'espace de communautés locales, souvent dans une logique de face-à-face direct. La cible des protestations appartient le plus souvent à un univers d'interconnaissance qui fait que l'adversaire est un individu connu avant d'être le représentant d'une institution abstraite (firme, administration).

Deux processus vont bouleverser les conditions dans lesquelles se développe l'activité protestataire. Il s'agit, en premier lieu, du mouvement de « nationalisation » graduelle de la vie politique à travers

Mouvements sans adversaires ?

La « marche blanche » belge, les manifestations contre le terrorisme de l'ETA en Espagne mais aussi les actions autour de l'humanitaire ou de l'anti-racisme ont suscité l'interrogation sur la montée d'un nouveau style d'action collective, parfois désigné comme « mouvements de solidarité » [Ibarra, 1999] ou « nouveaux mouvements émotionnels » [Rihoux et Walgrave, 2000].

Ces mobilisations ont en commun de comporter une puissante composante émotionnelle d'indignation, de compassion. Leur structure organisationnelle est souvent très lâche. Elles peuvent aussi être caractérisées comme « sans adversaires », soit qu'elles visent avant tout à aider des humains souffrants (humanitaire), soit que leurs cibles soient consensuelles (le pédophile Dutroux et ses complices), soit encore que ce qu'elles combattent (le racisme) puisse difficilement être revendiqué dans l'espace public [Juhem, 2001]. Ce caractère consensuel aboutit souvent à les faire bénéficier d'une couverture médiatique large et favorable qui a été une des clés du succès de la gigantesque

manifestation « blanche » de Bruxelles en 1996.

L'essor de ces mouvements est révélateur de mutations dans les formes de l'engagement : souci d'une action concrète aux résultats visibles (Restaurants du cœur), malaise diffus visant le système politique (marche blanche), valorisation par-delà les frontières de l'idée de commune humanité. On peut hésiter à y voir l'avant-garde d'une forme stable et centrale de mouvements sociaux pour les raisons mêmes qui font leur succès. La composante émotionnelle engendre des mobilisations souvent éphémères. La distance revendiquée à toute prise de position critique sur des enjeux politiques internes fonctionne aussi comme un piège. S'ils prennent parti, ces mouvements perdent une part de leurs soutiens, et d'abord celui des médias (cas de SOS Racisme lors de la guerre du Golfe). En demeurant dans une neutralité ostentatoire, ils s'interdisent la mise en jeu des mécanismes de désignation de responsables et de formulation d'un programme de réponses qui seuls peuvent permettre à une mobilisation d'aller au-delà de la capitalisation des indignations.

l'unification administrative du territoire, l'essor du suffrage universel, le renforcement du rôle de l'État. Le pouvoir politique apparaît de plus en plus nettement comme le foyer de la puissance, ce d'autant que l'extension du suffrage s'accompagne du développement par le personnel politique — républicain en particulier — de catalogues de promesses plus précises, plus étendues quant à leur objet [Garrigou, 1992]. Par ailleurs, la dynamique de la révolution industrielle contribue à disloquer et à désenclaver les communautés locales, à soumettre les activités économiques aux mécanismes abstraits du marché. Elle fait reculer simultanément le poids des situations d'interconnaissance, des rapports de face-à-face, éloignant physiquement et symboliquement les figures de pouvoir de l'expérience quotidienne. Ces tendances lourdes se sont accompagnées d'un processus d'élargissement des interventions étatiques. Pour une part, ce développement est le fait d'initiatives propres aux gouvernants et aux forces sociales dominantes pour répondre à ce qu'ils perçoivent comme des besoins : formation des cadres et de la main-d'œuvre par le système scolaire, lutte contre les « fléaux sociaux » par des politiques d'hygiène et de santé publique.

Pour une autre part, ce développement est le fruit de mobilisations qui visent à obtenir, par le canal de la loi, des droits et protections que les rapports de force qui président au contrat de travail n'ont pu faire aboutir. C'est le processus d'invention du droit social.

Le résultat convergent de ces tendances est de produire une forme d'ubiquité de l'État. Intervenant plus et sur plus de choses, plus visible, le pouvoir politique est de plus en plus perçu comme le destinataire privilégié des protestations. Dès le milieu du xx^e siècle, les mouvements sociaux privilégient, spécialement en France, le recours à l'État jusque dans les grands conflits du travail (accords Matignon de 1936 ; négociations de Grenelle en 1968). Inséparable de la construction de l'État social, cette logique de politisation va être confortée par d'autres données.

L'histoire même des mouvements sociaux passe par la coûteuse expérience des limites de victoires sectorielles, et du raccourci corrélatif que représente le recours à l'État. Les États-Unis, pourtant réputés dans les mythologies contemporaines être le monde des initiatives de la société civile, en donnent un exemple éclairant [Oberschall, 1973 ; McAdam, 1982]. Dans la lutte contre la ségrégation raciale dans les États du Sud, les organisations noires des années cinquante vont au départ construire des mobilisations locales, dont les enjeux consistent à faire reculer la ségrégation de façon concrète sur les sites de conflit. La popularité de Martin Luther King doit ainsi beaucoup au long mouvement de boycott des bus scolaires réservés aux enfants noirs qu'il anime en 1955-1956 à Montgomery (Alabama). La dynamique du mouvement repose d'abord sur la diffusion de ces mobilisations locales. Le 1^{er} février 1960, un groupe de jeunes Noirs d'un *college* local réalise le premier *sit-in*. Ils s'assoient dans la partie réservée aux Blancs d'une cafétéria de Greensboro (Caroline du Nord) et refusent de partir aussi longtemps qu'ils n'auront pas été servis. Deux mois plus tard, le nombre de *sit-in* dépasse les soixante-dix, dans quinze États. Malgré cela, les mobilisations locales se révèlent épuisantes et très coûteuses en énergie. Même lorsqu'elles aboutissent à la victoire, et obligent un shérif ou un gérant de cafétéria à mettre un terme à des pratiques racistes, ces luttes n'ont d'effet que ponctuel. Les succès acquis dans un comté ne font que rendre visibles ceux à arracher dans cent autres. La stratégie du mouvement pour les droits civiques va donc se déplacer vers le pouvoir fédéral à Washington. Il s'agit désormais d'orienter les mobilisations vers une intervention fédérale sous la forme de lois, de décisions de la Cour suprême qui interdisent les pratiques racistes explicites ou larvées. Cet appel au pouvoir central évite la dispersion du combat contre une quinzaine de législatures d'États fédérés, des centaines de shérifs. On voit par là en quoi de simples considérations tactiques d'efficacité, nées de l'expérience de la lutte, contribuent aussi à une tendance lourde à l'appel à l'État, à la politisation des mobilisations.

Politiques publiques, opacité, politisation

D'autres données sont venues depuis l'après-guerre conforter ces évolutions. Elle découlent de la place prise par les politiques publiques, et des incidences des processus de construction européenne et de « globalisation » de l'économie. La notion de politiques publiques [Muller, 1990] désigne l'action des autorités étatiques, lorsque celles-ci traitent de divers dossiers, par opposition à la politique comme lutte pour l'exercice du pouvoir. Plus explicite, l'anglais oppose les *policies* — politique agricole, politique énergétique, etc. — aux *politics* — programmes électoraux, stratégies partisanes.

Les politiques publiques sont une dimension centrale de l'activité gouvernementale. Elles sont aussi la résultante du processus historique de division sociale du travail qui engendre une société de plus en plus sectorisée, fragmentée en micro-univers : agriculture, recherche, santé publique, transports, etc. Chacun de ces sous-univers tend à se réguler, à travers des processus de décision issus des négociations entre les administrations, groupes de pression, institutions qui lui sont propres. Ainsi, si la définition des politiques agricoles s'est généralement achevée par un débat parlementaire et le vote de lois d'orientation, ces textes ne faisaient pour l'essentiel que reprendre des choix issus des négociations entre hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, syndicats paysans, chambres d'agriculture, etc. Or, la juxtaposition de politiques sectorielles nées d'une série d'univers sociaux compartimentés n'aboutit pas magiquement à une politique globale cohérente. Les dysfonctionnements d'un secteur social sont, en bien des cas, les effets indirects de politiques publiques sur d'autres secteurs. Une part du « problème des banlieues » actuel découle directement de politiques du logement à courte vue qui, dans les années 1960, ont stimulé l'accès à la propriété, avec des arrière-pensées électorales, aboutissant à des situations accrues de ségrégation sociale dans l'habitat, d'aggravation des conditions de vie faute de politiques parallèles de maîtrise des implantations d'emplois, des transports. Bref, le développement des politiques publiques engendre... un besoin de politiques publiques plus rationnelles pour anticiper sur les effets des choix pratiqués dans d'autres secteurs.

Le lien entre les politiques publiques et l'hypothèse de politisation tendancielle des mouvements sociaux est au moins double. En stabilisant des espaces et des procédures de négociation, où les pouvoirs publics jouent un rôle clé, autour des enjeux propres à chaque micro-univers social, chaque politique publique suscite le désir des groupes mobilisés d'être reconnus par telle ou telle bureaucratie étatique comme interlocuteur légitime, rend visible la nécessité d'être dans le club des acteurs stratégiques pour peser sur les décisions. Mais, surtout, les politiques publiques sont de formidables instruments d'*opacité*. Elles

fonctionnent pour les profanes dans ce qui est la pénombre de marchandages entre des groupes aux sigles mystérieux. Les phénomènes d'internationalisation (OMC, Union européenne) multiplient les partenaires, éloignent spatialement le site et les acteurs de la décision, suscitent un sentiment d'illisibilité, d'opacité des choix. Des questions en apparence aussi simples que « Qui a décidé ? » « Où ? » « Quand ? » « Pourquoi ? » prennent la forme d'énigmes. On comprend que, faute d'un adversaire identifiable, d'une lisibilité des phénomènes qui les affectent, les groupes et organisations se tournent vers l'État et les autorités politiques, perçus comme le seul « guichet » accessible, comme le siège d'un savoir et d'un pouvoir d'action — au demeurant revendiqués en période électorale — sur un monde complexe, sur des autorités lointaines et supranationales. Le mouvement des marins-pêcheurs au printemps 1993 peut illustrer ces phénomènes. La colère des pêcheurs, liée à une chute des cours du poisson, aggravée par des importations de pays non membres de l'Union européenne, pouvait malaisément trouver un adversaire proche et identifiable. Affectés eux-mêmes par cette crise, les mareyeurs de villes portuaires ne pouvaient s'en voir imputer la responsabilité. Les décisions et réglementations élaborées à Bruxelles par une administration lointaine, sans visage et au fonctionnement mystérieux se prêtaient mal à l'identification d'un adversaire auquel la confrontation soit possible. Il n'est alors pas étonnant que les interviews de pêcheurs publiées par la presse fassent une large place à un sentiment de complot contre la pêche française, à l'évocation de mystérieuses influences internationales. On comprend aussi le réflexe de la profession : se tourner vers le seul « guichet » à la fois proche, identifiable et présumé efficace, le gouvernement français et le ministre de tutelle.

Une arène non institutionnelle ?

En s'inspirant librement des travaux de Stephen Hilgartner et Charles Bosk [1988], on définira une arène comme un système organisé d'institutions, de procédures et d'acteurs dans lequel des forces sociales peuvent se faire entendre, utiliser leurs ressources pour obtenir des réponses — décisions, budgets, lois — aux problèmes qu'elles soulèvent. Deux éléments sont à souligner. Une arène est un espace de mise en *visibilité* et de traitement d'un dossier considéré comme problème social. Les arènes reposent sur des processus de *conversion de ressources*. Investir dans une arène, c'est y viser, à l'issue du processus des gains, l'acquisition de ressources ou de pouvoirs dont on ne disposait pas au début. Lorsque les travailleurs indépendants du mouvement Poujade investissent en 1956 l'arène électorale, ils visent à obtenir, à travers la transformation d'une organisation de type syndical en mouvement politique,

un relais au sein du Parlement qui leur donne un pouvoir direct d'élaboration des lois les concernant. Quand les associations des familles de victimes du sida à la suite de transfusions sanguines utilisent l'arène judiciaire, elles y investissent des ressources — de l'argent, des compétences juridiques, la capacité d'ester en justice que donne la loi de 1901 sur les associations. Elles en retirent des ressources comparables à celles qu'elles avaient investies — de l'argent sous forme d'indemnisations — et, de façon plus essentielle pour elles, un gain symbolique à travers la reconnaissance par les tribunaux d'une faute, les sanctions qui frappent des autorités jugées coupables.

L'arène des conflits sociaux

Les mouvements sociaux peuvent utiliser les arènes sociales institutionnalisées : médias, tribunaux, élections, Parlement, conseil municipal. Mais en rester à cette observation ferait passer à côté d'un trait essentiel des mouvements sociaux. À travers la palette des actions protestataires, ils sont aussi les producteurs d'une arène spécifique : l'arène des conflits sociaux à travers les grèves, manifestations, boycotts, campagnes d'opinion. L'un des traits singuliers de cette arène est de fonctionner comme un *espace d'appel*, au double sens du terme. L'appel vaut littéralement comme cri, expression d'une demande de réponse à un problème. Il vaut aussi au sens judiciaire de recours à une juridiction plus élevée pour obtenir la modification d'un premier verdict tenu pour injuste. En faisant appel — au sens de demande — à la mobilisation, à l'opinion publique, le mouvement social fait aussi appel — au sens judiciaire — de ce qu'il perçoit comme un refus de l'entendre ou de lui donner satisfaction au sein des arènes institutionnelles classiques. L'acquiescement en 1992 des policiers de Los Angeles qui s'étaient rendus coupables du tabassage de l'automobiliste noir Rodney King va provoquer en quelques heures d'énormes émeutes dans les quartiers noirs. Cette mobilisation aura pour effet en retour de contraindre les pouvoirs publics à une réouverture de l'arène judiciaire ; à un nouveau procès au terme duquel les comportements racistes du *Los Angeles Police Department* seront en partie sanctionnés. Elle aboutit aussi, à travers la mise sur pied d'une énième commission d'enquête sur les troubles raciaux, à réintroduire dans l'ordre du jour des médias et des autorités municipales et fédérales les questions liées aux tensions entre groupes ethniques, aux politiques de la ville [Baldassare, 1994]. C'est aussi l'interconnexion des arènes qui ressort ici, la fonction de l'arène des mouvements sociaux comme espace d'accès aux arènes institutionnelles.

Ce schéma d'analyse contient des présupposés qui gagnent à être explicités. Décrire les mouvements sociaux comme producteurs d'une arène singulière où s'expriment des revendications qui ne trouvent pas accès ou solution dans les arènes plus institutionnalisées, comme les

parlements, les ministères, la presse, revient à identifier les mouvements sociaux aux seules mobilisations des groupes « dominés », « exclus », « marginaux », pour emprunter au lexique de la mise à l'écart. Pareille description risque alors de tomber dans le piège que signalait Friedberg : opposer un univers de l'institutionnalisé, de l'organisé, régi par des règles et des procédures fermes, à l'effervescence créatrice et confuse des mouvements sociaux.

Un registre d'action dominé ?

Faut-il considérer que les mouvements sociaux sont, par essence, les armes des faibles en quelque sorte réduits à manifester et à faire grève faute de pouvoir être entendus par des voies plus institutionnelles ? Une telle vision peut aboutir à des simplismes. Une conception essentialiste de la « domination » pourrait y conduire. Existeraient alors des groupes et classes assignés en permanence au triste statut de dominés, à l'obéissance dans tout rapport de pouvoir. La diversité des formes de domination est un fait que l'expérience comme l'héritage de la sociologie, depuis Marx et Weber, se conjuguent pour illustrer et expliquer. Que des groupes (ouvriers, populations colonisées, etc.) subissent, en des moments historiques donnés, une forme de cumul de situations de domination économique, culturelle, politique constitue un autre fait objectivable. Mais si les formes de la domination sont plurielles, elles n'existent aussi que relationnellement. Parler sociologiquement de domination suppose d'en réintroduire les protagonistes dans des réseaux structurés d'interdépendances. Un groupe de négociants d'une cité portuaire peut être « dominant » dans l'espace local, quantité négligeable et par là « dominé » dans un espace national ou international. Des agriculteurs âgés peuvent être en position dominée et dépassée dans leur univers professionnel et se trouver au centre de réseaux de sociabilité et de pouvoir lors des élections au village. La notion de domination retenue ici est *relationnelle*, ne préjuge pas des formes plurielles de ce rapport de force.

Une autre simplification, soulignée par Michel Offerlé [1994], consisterait à construire une dichotomie rigide entre l'univers — suspect — des mouvements sociaux et celui — plus présentable — des groupes de pression. Ce serait laisser échapper les éléments de continuité et de recouvrement entre ces deux catégories qu'il faut penser sur le mode d'un dégradé de situations. Un mouvement social qui dure et réussit tend à se cristalliser en groupe de pression, à disposer d'accès routinisés aux lieux de décision, comme le montre l'histoire du syndicalisme européen. À l'inverse, un groupe de pression qui sent ses interlocuteurs insuffisamment attentifs s'emploiera à mobiliser des soutiens. La Mutualité française le fit dans les années 1980 contre des projets de réforme de la Sécurité sociale.

La question du rapport à la publicité (au sens juridique) est probablement un point de clivage plus décisif. Les mouvements sociaux ont besoin de publicité : celle des médias, de l'argumentation publique, du tapage aussi. Les groupes de pression peuvent en faire un usage comparable, comme le montrent les actions de communication des industries du tabac. Mais ils fonctionnent d'abord à la négociation feutrée, à l'association permanente et souvent silencieuse aux processus décisionnels que leur assure leur reconnaissance comme interlocuteurs par les autorités politico-administratives concernées. Les paradoxes d'une telle situation à l'égard d'un idéal démocratique valent d'être soulignés. Une part centrale de l'élaboration de politiques affectant la vie quotidienne se déroule sous forme de discussions entre appareils « représentatifs », groupes de pression et segments de la haute administration sans que cela se double toujours d'une publicité des débats et des enjeux dans l'espace public [Rosanvallon, 1981]. À l'inverse, l'action de la « rue », souvent décriée par rapport à un modèle libéral de la démocratie, est, elle, contrainte de se développer dans des conditions de publicité qui donnent davantage prise au jugement critique de l'ensemble des citoyens.

En prenant au sérieux ces réserves, il reste possible de donner une réponse positive à la question posée. Oui, les mouvements sociaux constituent tendanciellement une arme des groupes qui, dans un espace social et un temps donnés, sont du mauvais côté des rapports de force. Il existe bien une affinité entre la position *structurelle* de dominé et le recours à des formes moins institutionnalisées, moins officielles de prise de parole. On pourrait en suggérer avec Offerlé [1994] une forme d'illustration par l'absurde. Est-il si courant d'assister à des manifestations d'énarques ? Des meetings de *traders* ? Des *sit-in* de P-DG ? À l'inverse, avons-nous beaucoup d'exemples de colloques de SDF ? de chargés de communication des chômeurs ?

Instituer l'action collective : répertoires et organisations

Tilly a élaboré [1986] la notion de « répertoire d'action collective » pour suggérer l'existence de formes d'institutionnalisation propres aux mouvements sociaux. « Les individus concrets ne se retrouvent pas pour l'Action collective. Ils se rassemblent pour adresser une pétition au Parlement, organiser une campagne d'appels téléphoniques, manifester devant la mairie, détruire des métiers à tisser mécaniques, se mettre en grève » [1976, p. 143]. Les groupes mobilisés puisent dans des répertoires disponibles qui leur offrent des genres, des mélodies. Tilly précise sa métaphore en évoquant le jazz, où l'existence d'un répertoire de *standards* n'est jamais exclusive d'improvisations sur les thèmes disponibles.

L’empreinte de l’Histoire

Le sens de la métaphore est clair. Tout mouvement social est confronté à une palette préexistante de formes protestataires plus ou moins codifiées, inégalement accessibles selon l’identité des groupes mobilisés. La manifestation, la réunion publique sont des formes routinisées d’expression d’une cause, d’une revendication. Elles sont aussi susceptibles d’infinies variations. Certains organisateurs de manifestations sont ainsi devenus de véritables experts en organisation de *happenings* colorés où le défilé peut être accompagné d’orchestres, de distribution de produits du terroir chez les paysans. Ces variations elles-mêmes ne sont jamais erratiques. Elles dépendent d’abord des particularités du groupe mobilisé. Une profession aux effectifs restreints, comme les avoués lors de la réforme des professions de justice, préférera une campagne de presse ou un travail de *lobbying* à la manifestation qui sollicite le poids du nombre. Le monde étudiant, avec ses amphithéâtres qui paraissent prédestinés à un tel usage, se prêtera davantage au rituel des assemblées générales quotidiennes que le milieu paysan, avec son habitat souvent dispersé, sa moindre propension aux joutes verbales sans fin.

Plus profondément, l’apport de Tilly est, à nouveau, de réintégrer le temps long dans l’analyse des mouvements sociaux. La construction des États et le développement du capitalisme engendrent la politisation des mouvements sociaux. Ils affectent aussi leurs répertoires d’action collective. L’analyse de Tilly consiste à cerner dans un premier temps les répertoires typiques d’avant la révolution industrielle, quand les communautés villageoises ou urbaines sont encore peu marquées par une nationalisation systématique des enjeux sociaux. Trois traits se dégagent alors. Les actions protestataires se déploient dans l’espace *local*, vécu, celui de la communauté. Elles fonctionnent souvent par *détournement* ou parasitage de *rituels sociaux préexistants*. Dans son étude sur le Var sous la Restauration, Maurice Agulhon [1970] montre comment ce registre permet aux paysans d’exprimer symboliquement des revendications ou des attentes politiques, par des violences exercées contre un mannequin de paille dont le costume évoque celui des autorités, ou lors de parodies de procession où l’effigie du saint local est remplacée par le buste d’un personnage politique. La dimension du *patronage* constitue une troisième donnée de ces répertoires précapitalistes. Les groupes mobilisés cherchent le plus souvent le soutien d’un notable local, soit comme intercesseur auprès d’autorités plus lointaines, soit comme protecteur contre d’autres membres de la communauté. Edward Thompson [1993] a montré, par exemple, combien les débordements qui accompagnaient les fêtes villageoises anglaises, sous forme d’attaques contre les biens et maisons des non-conformistes religieux, reposaient sur la collusion bienveillante entre paysans et

Les répertoires d'action collective	
Dans la France des années 1650-1850 Modèle communal patronné	Dans la France des années 1850-1980 Modèle national autonome
<p>1. Emploi fréquent de moyens d'action normalement réservés aux autorités, pour les ridiculiser, s'y substituer au nom du bien de la communauté. <i>Exemple</i> : réquisition de grains.</p>	<p>1. Emploi de moyens d'action relativement autonomes auxquels les autorités n'ont jamais ou rarement recours. <i>Exemples</i> : grèves, manifestations, pétitions.</p>
<p>2. Défense d'intérêts généraux de corporations ou de communautés plus que d'intérêts particuliers. <i>Exemples</i> : sabotages de machines, lutte contre la clôture des terres communales, expulsion d'agents du fisc, batailles rangées entre villages.</p>	<p>2. Défense fréquente d'intérêts spécifiques par des groupements ou associations dont le nom même constitue le programme (Union pour...; Association de défense de...). <i>Exemples</i> : associations de la loi de 1901, syndicats, groupes d'intérêt, grève d'entreprise plus que de « métier ».</p>
<p>3. Recours à de puissants patrons pour redresser les torts, représenter la communauté. <i>Exemple</i> : recours au prêtre, au noble comme intercesseurs.</p>	<p>3. Défis directs aux autorités et concurrents, surtout aux autorités nationales, plutôt que recours au patronage. <i>Exemples</i> : insurrections programmées, occupations de bâtiments publics, séquestrations.</p>
<p>4. Prédilection pour les fêtes et rassemblements autorisés comme cadre d'expression des doléances. <i>Exemple</i> : cortèges tendancieux lors de fêtes (le « camaval de Romans » analysé par Le Roy Ladurie [1979]).</p>	<p>4. Organisation délibérée d'assemblées chargées d'articuler les revendications. <i>Exemples</i> : assemblées générales, organisation d'états généraux de...</p>
<p>5. Expression répétée des doléances et revendications sous forme symbolique (effigies, pantomimes, objets rituels). <i>Exemples</i> : pendaison de mannequins, le « massacre de chats » analysé par Darnton [1985].</p>	<p>5. Déploiement de programmes, de slogans, de signes de ralliement. <i>Exemples</i> : campagnes ouvrières pour la journée de huit heures, logos, mots d'ordre nationaux, plates-formes.</p>
<p>6. Rassemblement sur les lieux mêmes de l'injustice, des logis de ses auteurs par opposition aux sièges du pouvoir public. <i>Exemples</i> : chanvari, sacs de maisons privées et de résidences aristocratiques.</p>	<p>6. Action sur les lieux les plus susceptibles d'attirer l'attention. <i>Exemples</i> : organisation des grandes manifestations à Paris, mobilisations « médiatiques ».</p>

Source : à partir de TILLY [1986].

représentants de la *gentry*, pourtant investis des missions de police et de justice. Vers le milieu du XIX^e siècle, ce répertoire va subir un ensemble de modifications lentes mais radicales. Il se dégage d'abord des frontières de l'espace local pour *élargir ses horizons d'action* : grèves et mobilisations nationales, revendications portées vers le pouvoir central. La protestation acquiert également une *autonomie* croissante, elle s'émancipe du patronage des notables ou du clergé, se trouve prise en charge par des organisations *ad hoc* (syndicats, associations). Elle prend simultanément, et l'influence des compétitions électorales n'y est pas étrangère, des formes plus intellectualisées, plus *abstraites* : programmes et slogans l'emportent sur l'usage de symboles. Les registres expressifs du mécontentement cessent graduellement d'être dérivés de rituels sociaux préexistants pour (ré)inventer des formes d'action pleinement originales comme la grève, la manifestation. La mutation à long terme des répertoires peut aussi se penser comme marquée par un processus de *pacification*, de recul et de maîtrise de l'usage de la violence par policiers et protestataires.

La problématique de Tilly doit s'interpréter avec souplesse. Le changement des répertoires est rarement un événement brutal et datable. Les répertoires peuvent se survivre, se superposer. L'Inde contemporaine permet ainsi d'observer dans le même espace-temps des formes d'action collective propres au syndicalisme moderne, et l'activation régulière de mobilisations par lesquelles hindous et musulmans se provoquent et s'affrontent en utilisant à cette fin les rituels religieux de procession [Jaffrelot, *in* Martin, 2002]. Les classements de Tilly ne sont pas figés pour l'éternité. On verra (chapitre VII) qu'émerge peut-être un répertoire de troisième génération, internationalisé, reposant sur l'expertise mêlant en réseaux mouvements sociaux, ONG internationales et experts. Mais cette possible mutation viendrait confirmer que les mouvements sociaux connaissent des dimensions d'institutionnalisation, des régularités. La question de l'organisation en est une autre facette.

La question de l'organisation

Des mouvements sociaux peuvent émerger sans que des organisations préexistantes en soient les initiatrices. Nombre d'émeutes raciales aux États-Unis correspondent à ce schéma, tout comme la plupart des violences dans les banlieues françaises depuis les années 1980. Mais tel n'est pas le cas le plus habituel. Tout mouvement social qui tente de s'inscrire dans la durée pour atteindre des objectifs est confronté à la question de l'organisation. L'existence d'une organisation qui coordonne les actions, rassemble des ressources, mène un travail de propagande pour la cause défendue ressort comme une *nécessité* pour la survie du mouvement, ses succès. William Gamson [1975] en donne une

Piven et Cloward : une sociologie spontanéiste des mouvements sociaux des « pauvres » ?

Dans *Poor People's Movements*, Frances Fox Piven et Richard Cloward [1977] analysent divers mouvements sociaux au sein des couches les plus déshéritées de la société américaine : chômeurs et ouvriers des années 1930, mobilisations noires pour les droits civiques, luttes pour les droits sociaux. Ils y relèvent le souci constant des cadres militants de structurer la protestation par une forte organisation et dressent un bilan très critique de cette orientation. « Quand les travailleurs se lancent dans les grèves, les organisateurs vendent des cartes d'adhérent, quand les locataires refusent de payer les loyers et résistent aux policiers, les organisateurs forment des comités d'immeuble, quand des gens brûlent et pillent, les organisateurs profitent de ces "moments de folie" pour rédiger des statuts [...]. Les organisateurs n'ont pas seulement échoué à tirer profit des occasions données par la montée de l'agitation, ils ont typiquement agi en freinant ou limitant la force dévastatrice que les plus défavorisés étaient parfois capables de mobiliser [...]. Le travail de construction des organisations tendait à faire abandonner la rue aux gens pour les enfermer dans des salles de réunion [...]. Pour l'essentiel, les organisateurs tendent à agir contre les explosions sociales parce que, dans leur quête de ressources pour maintenir leurs organisations, ils sont irrésistiblement conduits vers les élites, et vers les soutiens matériels et symboliques qu'elles peuvent fournir. Mais les élites ne lâchent ces ressources que parce qu'elles comprennent que c'est la construction des organisations, pas l'agitation, qui importe aux organisateurs » (p. XXI-XXII).

Piven et Cloward ne prétendent pas produire une théorie générale de la « bonne » organisation, mais une réflexion sur les mobilisations des « pauvres ». Elle repose sur trois arguments. Le premier est le plus contestable empiriquement. Il consiste à souligner que les mobilisations des défavorisés éclatent spontanément. Les deux autres ont trait aux réactions des élites menacées. Celles-ci cherchent alors des interlocuteurs organisés auxquels faire des concessions. Elles oublient promesses et interlocuteurs dès que la menace décline.

Ces deux sociologues ont été eux-mêmes des *organisateur*s de premier plan du mouvement des *welfare rights* dans les années 1960. Leur thèse, inséparablement militante et sociologique, n'est donc pas un refus du principe de l'organisation. Elle suggère davantage une organisation à deux niveaux. Au plan local, des structures souples et décentralisées, usant de méthodes d'action offensives, voire illégales, pour maintenir une mobilisation en développant une action continue, marquée par des résultats tangibles, auprès des interlocuteurs directs (services publics). La force accordée à un illégalisme de masse est ici essentielle. À un second niveau, une « organisation d'organisateurs » (p. 284) faite de travailleurs sociaux, de religieux, d'étudiants aurait une tâche de coordination, d'élaboration d'une stratégie nationale. Cette semi-professionnalisation de la structure de coordination vise à prévenir la perte d'énergie militante de la base dans des luttes de pouvoir internes, dans une *lobbying* soucieux de respectabilité — et par là défavorable aux actions illégales — pour se faire reconnaître des autorités. Jugé potentiellement manipulateur par une majorité des cadres du mouvement, ce second volet sera récusé, au profit d'une organisation centralisée classique qui produira les effets dénoncés par Piven et Cloward et leur interdira de soumettre leur thèse à une vérification pratique.

preuve convaincante à partir d'une étude sur cinquante-trois mobilisations aux États-Unis entre 1800 et 1945. Il définit une norme de « bureaucratisation » des mouvements à partir de critères tels que l'existence de statuts écrits, la tenue d'un fichier des adhérents, une organisation structurée en plusieurs échelons hiérarchiques. Les mouvements sociaux dotés d'une telle organisation parviennent, dans 71 % des cas, à être reconnus par leurs interlocuteurs contre 28 % pour les mouvements moins organisés. Dans 62 % des cas, ils font aboutir une partie au moins de leurs revendications, contre 38 % pour les mobilisations moins organisées. Les chiffres montrent encore qu'une organisation fortement centralisée, mais surtout unie, se révèle plus efficace.

En pratique, l'immense majorité des mouvements sociaux est structurée par des formes plus ou moins rigides d'organisation : relais partisans, syndicats, associations, coordinations, rôle central dévolu à quelques animateurs. Mais ce constat laisse ouvert un débat relatif aux formes de l'organisation. Robert Michels [1914] a théorisé, à partir du cas des partis sociaux-démocrates de la II^e Internationale, une « loi d'airain de l'oligarchie » qui aboutirait inévitablement à la confiscation du pouvoir par les permanents et notables, à l'assignation des adhérents à un rôle passif, à l'affadissement de la combativité des grandes organisations soucieuses de ne pas mettre leurs structures en péril. Ces thématiques parcourent les débats dans les mouvements sociaux. Elles ne débouchent pas tant sur la négation de l'impératif organisationnel que sur la quête de formes d'organisation capables de conjurer ces périls : refus de la subordination aux partis dans l'anarcho-syndicalisme, principe de rotation des cadres et élus dans les organisations écologistes, émergence des coordinations (Kergoat *et al.* [1992] sur le mouvement des infirmières de 1988).

Les mouvements sociaux ne sont donc nullement au pôle d'une pure expressivité, d'un refus de toute organisation. Le débat sur l'organisation, les stratégies possibles de légalisation ou de domestication des mouvements sociaux suggèrent à nouveau qu'entre un mouvement social et un groupe de pression la différence n'est pas toujours de nature, mais peut aussi se penser en termes de trajectoire, de moments d'une institutionnalisation toujours possible, jamais inéluctable.

L'espace des mouvements sociaux

Le modèle de Kriesi

Hanspeter Kriesi [1993] propose une approche de la notion de mouvement social qui permet à la fois de remettre en perspective les distinctions proposées dans ce chapitre et de dresser une cartographie des dimensions et dynamiques de l'action collective. Il s'agit de

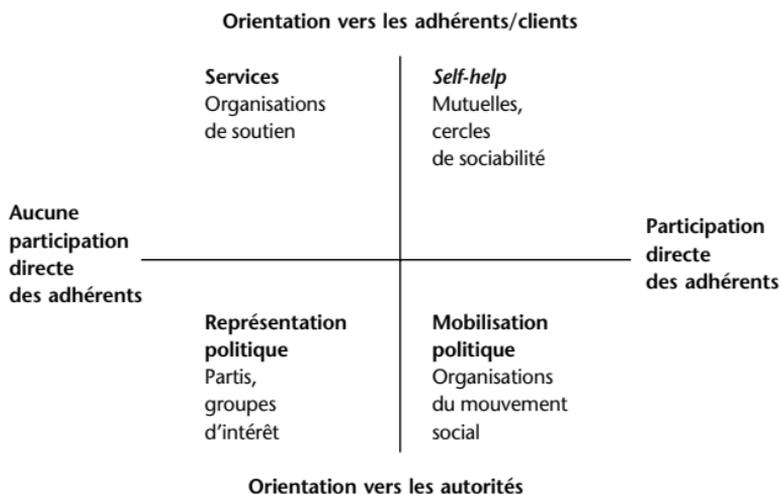
construire un espace des organisations et investissements militants liés aux mouvements sociaux à partir de deux variables centrales. La première a trait au degré de participation des adhérents. Il peut aller du militantisme le plus activiste à une absence totale de participation autre que le paiement d'une cotisation, une affiliation molle. La seconde variable concerne l'orientation de l'organisation concernée. Elle peut se fixer un objectif exclusif ou principal d'action sur des autorités publiques ou privées, pour défendre une revendication ; elle peut, à l'inverse, s'orienter prioritairement vers les adhérents ou usagers de l'organisation sous forme de prestations de services, d'offres de biens.

L'espace ainsi dessiné comporte quatre zones. La partie inférieure droite correspond à la définition du mouvement social que nous avons retenue. Elle pourrait s'illustrer par la coordination infirmière, les mouvements pacifistes allemands des années 1980. La partie inférieure gauche regroupe les organisations ayant des missions de représentation politique (partis), les groupes d'intérêt ayant un accès routinisé aux sites d'élaboration des politiques publiques, pour qui la mobilisation militante des adhérents n'est pas une nécessité permanente (on peut songer ici au MEDEF, aux chambres des métiers). Dans la partie supérieure droite du tableau se regroupent les organisations de *self-help*. Elles se tournent vers les membres et proches du mouvement social, requièrent leur engagement, mais pour leur fournir des biens et services individuels, sans prendre une part directe à la mobilisation. Elles contribuent cependant à « fidéliser » des soutiens, à faire vivre une sociabilité militante. Le riche réseau des organisations liées au monde enseignant français s'impose ici : mutuelles, coopératives, campings, cliniques mutualistes. Enfin, dans le quadrant supérieur gauche se trouvent les organisations de soutien, qui, sans être toujours dans la dépendance juridique ou financière des organisations du mouvement social, leur apportent un appui logistique : imprimeries et maisons d'édition de l'organisation ou d'un entrepreneur « ami », rôle des instituts des sciences sociales du travail au profit des syndicats dans l'Université française.

Trajectoires

Le modèle de Kriesi réintroduit une définition extensive du mouvement social qui rappelle que celui-ci vit aussi comme réseau, univers social parfois autarcique. Le « mouvement ouvrier » des années cinquante peut s'identifier à ses « organisations de mouvement social », aux syndicats, aux grèves. Mais la notion prend toute son extension en y réintroduisant la place des partis communistes comme relais politiques, les sites de sociabilité (colonies de vacances, clubs de jeunes et de loisirs, bals, bibliothèques) organisés par un réseau institutionnel de mairies, d'associations, de comités d'entreprise, le rôle des organisations

Une typologie des organisations liées au mouvement social (D'après Kriesi [1993])



logistiques (écoles de formation, maisons d'édition). Plus encore, le tableau ainsi construit peut être utilisé pour penser des *trajectoires*, des évolutions. Celle de l'*institutionnalisation* domestique le mouvement social en groupe de pression, le fait glisser vers la partie gauche inférieure du schéma. Celle de la *commercialisation* déporte le mouvement social vers le pôle supérieur gauche du tableau, le transformant en un simple prestataire de services commerciaux. Combien d'enseignants français adhérents de la CAMIF (coopérative de vente par correspondance) en connaissent l'histoire militante ? Y associent une connotation politique ? Dans le scénario de la *convivialité*, le mouvement social se ferme sur lui-même, devient un espace de sociabilité où la chaleur de l'être-ensemble finit par subordonner les entreprises de mobilisation. On peut évoquer ici la Primrose League créée au siècle dernier par les conservateurs anglais pour rassembler autour de fêtes et de loisirs un cercle extérieur de sympathisants, les organisations devenues des clubs d'anciens combattants du social (des banquets d'anciens du parti MRP, créé en 1945 et disparu en 1966, se réunissaient encore en 1999). Dans le modèle de la radicalisation, le mouvement social demeure centré sur son dessein militant, sa dimension conflictuelle, renforce sa confrontation à ses adversaires.

II / Les obstacles à l'analyse

En invitant à penser les relations entre ce que l'on pourrait désigner comme le mouvement social *stricto sensu* — les mobilisations — et la nébuleuse des organisations et institutions sociales qui constituent par réseau un mouvement social *lato sensu*, un micro-univers né de la protestation, Kriesi propose une démarche essentielle. Elle consiste, tout en maintenant une définition serrée du mouvement social, à en relier l'analyse à d'autres objets, à le penser *relationnellement*. Cette orientation se heurte en pratique à deux obstacles.

Le premier tient à l'hyperspécialisation qui gagne les sciences sociales, les fragmentant en microcommunautés de spécialistes plus d'une fois peu curieuses de ce qu'explorent les tribus savantes voisines. Or l'analyse des mouvements sociaux ne peut se passer de connexions à des domaines de recherches comme les médias, les politiques publiques, les relations internationales. Elle ne saurait davantage faire l'économie d'un questionnement sur son possible ethnocentrisme : ce que nous savons des logiques sociales de la mobilisation à Paris ou Seattle vaut-il pour Téhéran ou Quito ? Un second obstacle tient à ce que, du fait de leurs enjeux, les mouvements sociaux suscitent des discours hybrides entre science et prise de parti. Il peut donc être utile d'exercer une double vigilance critique : questionner la charge normative ou les engagements mal maîtrisés dans certains discours savants, mais savoir aussi identifier dans des approches explicitement militantes la présence d'intuitions fécondes, d'un sens pratique des activistes qui peut être riche d'intelligence du social.

Penser relationnellement les mouvements sociaux

Pour passer d'une consigne abstraite à une démarche pratique, l'appel à un élargissement de l'analyse peut débiter par des questions d'apparence simple. Les mouvements sociaux, tels que nous les avons définis, sont-ils la seule traduction possible de situations de mécontentement ?

L'idée de protestation, comme opposition voulue à une situation jugée injuste, s'épuise-t-elle dans les expressions et répertoires nés en Occident ?

« Exit, voice and loyalty »

Albert Hirschman [1970] a proposé un modèle d'analyse qui, pour être construit au départ pour comprendre les réactions des consommateurs face aux dysfonctionnements des firmes, n'en fonctionne pas moins confronté à l'usager mécontent d'un service public, au partisan déçu d'une cause. Défection, prise de parole et loyauté : c'est à l'intérieur de ce triptyque que se situe l'espace des possibles face à un mécontentement. La défection (*exit*) est silencieuse. Elle se traduit en changement de fournisseur, non-renouvellement de carte, mise en retrait dans l'association. La loyauté à la marque ou au mouvement fait accepter ses défauts, la baisse de ses mérites. Les sentiments de fidélité, de devoir à l'égard de l'institution ou du mouvement, l'acceptation résignée de ses défauts sont assez puissants pour supporter le mécontentement. La prise de parole (*voice*) exprime une protestation contre les mauvaises performances de la firme, du service, du mouvement. Pareille typologie peut sembler simpliste. Hirschman en fait pourtant un outil fécond pour penser les conditions d'émergence et de non-émergence de l'action collective.

Donnons-en quelques exemples. Hirschman suggère que la concurrence peut être une arme antiprise de parole très efficace. Si telle lessive n'élimine pas les tâches, il est plus simple d'acheter un baril d'une marque concurrente que d'écrire au fabricant ou de créer une association de clients. Et la dégradation d'un service public comme l'enseignement suscitera moins de prise de parole si les familles, et en particulier des milieux fortement diplômés qui sont souvent investis dans les associations de parents, peuvent trouver une offre privée financièrement abordable qui se substitue à celle de l'école publique défaillante. La liste des formes de l'*exit* peut s'élargir : traditions nationales d'émigration (Italie du Mezzogiorno), de mobilité spatiale (États-Unis), mobilité sociale importante, susceptible de soustraire aux rangs des groupes sociaux dominés des porte-parole (III^e République). Tous ces phénomènes ont des effets directs sur le potentiel des mouvements sociaux. À l'inverse, la fermeture des possibilités de défection rend plus pressant le recours à la prise de parole. Contre l'air du temps néolibéral, Hirschman suggère un avantage méconnu du monopole public (école, trains) : contraindre les usagers à se mobiliser pour l'améliorer.

Le triptyque permet aussi de comprendre en quoi la focalisation des réactions de clients ou adhérents sur une seule des attitudes risque d'être catastrophique. Trop de loyauté empêche l'organisation ou la firme de se corriger, trop de défection la ruine ou la vide

« Bonheur privé,
action publique » [1983]

L'analyse de l'action collective chez Hirschman porte aussi sur l'existence de cycles, d'alternances d'investissement des agents sociaux dans une quête du bonheur et du sens qui oscille entre les plaisirs du foyer, de la consommation, de l'intimité d'une part, l'engagement au service de causes qui les dépassent par ailleurs.

Cette réflexion invite à penser la déception comme une composante structurante de l'expérience, démarche qui recoupe ce que met en lumière la psychanalyse quant au caractère fluide du désir, son impossibilité à se fixer définitivement sur un objet.

Hirschman repère quelques-uns des processus générateurs de la déception privée : décalages entre attentes et réalité, lassitude, sentiment de banalisation des consommations, baisse de qualité des biens, impact d'idéologies qui stigmatisent la consommation comme aliénation, matérialisme, support d'inégalités. La dynamique de la déception privée peut aussi s'appliquer aux êtres (conjoint, relations). Si elle rencontre un détonateur (rupture privée comme le divorce, événement public de type crise ou grand conflit), l'accumulation des déceptions, le sentiment d'une vacuité ou d'une vanité des bonheurs privés peut pousser à chercher dans des engagements qui transcendent l'individu des accomplissements plus riches, un autre bonheur. Hirschman suggère aussi que l'investissement dans un mouvement social peut être une réponse aux frustrations et déceptions du vote. Trop épisodique, diluant trop

l'action personnelle, celui-ci ne peut satisfaire seul de puissants investissements civiques.

Mais ce qui ressemble à une loi d'airain de la déception vaut aussi pour l'action publique. Elle apporte le sentiment gratifiant d'œuvrer pour des idéaux nobles ou altruistes, crée des liens. Mais les militants découvrent aussi les effets négatifs du surengagement sur leur vie personnelle, rencontrent le cynisme ou l'arrivisme là où ils attendaient la vertu, ne parviennent pas à réaliser leurs programmes, voient leurs idéaux dévoyés. Cette déception-là peut susciter une forme d'engagement cynique ou même corrompu, ou un retour vers le privé, prélude d'un possible nouveau cycle...

Ici encore, Hirschman pose des questions toniques, suggère aussi des objections. L'expérience de l'engagement pour une cause est-elle toujours postérieure à l'expérience de la consommation, du bonheur privé ? Pourquoi les déceptions privées mènent-elles un si faible pourcentage d'individus — et lesquels — vers les mouvements sociaux ? Si des cycles d'engagement et de repli alternent, comment rendre compte de l'apparente synchronisation des comportements individuels, compte tenu de la diversité sociale des expériences de la déception ? On peut suspecter que, jusque chez l'un des hérétiques de la tribu, ces lacunes doivent à une posture d'économiste, pas assez attentive à la diversité des profils et expériences sociales sous le modèle d'un agent rationnel, mu par une comptabilité implicite des plaisirs... et l'on pourra alors relire aussi Durkheim et ses analyses des cycles sociaux d'effervescence créatrice et d'institutionnalisation.

irréremédiablement de sa force. Trop de prise de parole déstabilise ou paralyse. Hirschman évoque la forte mobilisation des éléments conservateurs du Parti républicain, las de voir leur parti parrainer des candidats qu'ils jugeaient mous. Leur prise de parole massive aboutit en 1964 à l'investiture de Goldwater... et à une déroute électorale, le porte-parole choisi par cet éclat de *voix* apparaissant à l'électorat comme extrémiste. Organisations ou entreprises ont donc tout intérêt à se doter

de mécanismes qui évitent la polarisation sur une réaction. Susciter de la prise de parole peut prévenir la défection — une campagne interne du PCF des années 1930 ne s'intitulait-elle pas « Que les bouches s'ouvrent ! Pas de mannequins dans le Parti » ? À l'inverse, jouer volontairement de l'*exit* et de la loyauté peut aider à canaliser la prise de parole. L'*exit* forcé des déportations et des exils aux lendemains de la Commune de Paris provoqua une atonie durable du mouvement ouvrier français. Soumettre l'entrée dans une association à des parrainages, à des actes initiatiques qui marquent et « mouillent » le postulant revient à conforter sa propension à la loyauté.

Les « entre-deux » de la protestation

Tirer profit des apports de Hirschman, penser relationnellement avec lui l'action collective, c'est aussi explorer les interstices, l'entre-deux des options qu'il construit. Où ranger par exemple des comportements qui combinent obéissance feinte et affichée et les sourdes oppositions de la distance moqueuse ou du « J'm'en foutisme » ? Le « Brave soldat Chveik », ressortissant tchèque de l'Empire austro-hongrois en guerre, dont le patriotisme impérial bruyant masque un art consommé du tire-au-flanc et le refus déterminé de se battre en est l'incarnation littéraire... non sans postérité dans le monde contemporain [Fleming et Sewell, 2002]. Un proverbe populaire éthiopien ne dit-il pas : « Quand passe le puissant seigneur, le sage paysan s'incline très bas et pète silencieusement » ?

Poser ces questions, c'est chercher à penser un espace de formes protestataires, à explorer les tactiques disponibles quand l'extrême inégalité des rapports de forces, la privation de droits ou la violence de la répression rendent exceptionnel ou héroïque le recours à la *voice*. Ces recherches sont souvent venues des spécialistes des « aires culturelles ». Des africanistes comme Bayard, Mbembe et Toulabor [1992] ont invité à saisir dans la mosaïque des expressions et usages minuscules de la dérision, de la soumission feinte et roublarde, de la prédation du bien public, l'expression d'une « politique du ventre », d'une résistance « par le bas ». Des questionnements similaires sont venus des spécialistes des mondes arabes et musulmans [Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003], mais aussi de ceux des sociétés de l'ex-bloc soviétique, invitant à repenser un ensemble de comportements (humour noir, coulage de la production, incivilités, activités culturelles subverties à des fins politiques, voire rapport autodestructeur au boire) comme le nuancier, allant du désespoir au rire, de formes contraintes de refus du projet totalitaire. On soulignera aussi combien ici la contribution d'écrivains, spécialement arabes et africains (A. Cossery, A. Kourouma, N. Nwankwo) a su donner chair et expression aux modèles et questions des sciences sociales.

Entre *Voice* et *Loyalty* : les armes des faibles

Dans une belle étude sur un village malais, l'ethnologue James Scott [1985] pose la question des moyens de résistance des « faibles ». Les plus pauvres du hameau de Sedaka vivent une situation particulièrement difficile. L'édifice communautaire d'un village où les inégalités étaient en partie limitées par le poids des liens de famille, des solidarités, de l'embauche des pauvres par les propriétaires plus cossus se délite à grande vitesse. L'arrivée des moissonneuses-batteuses dans les rizières réduit les besoins de main-d'œuvre salariée. La monétarisation de l'économie se traduit par de nouveaux rapports contractuels qui excluent les plus pauvres des possibilités de location de terre. Les inégalités se creusent. Le groupe dominant du village détient aussi les puissantes ressources clientélistes qu'offre son contrôle de l'antenne locale du parti officiel. Dans le cadre d'une société non démocratique, dont les traditions euphémisent la conflictualité, les faibles sont-ils condamnés au silence par un rapport de forces qui rend « suicidaire » le conflit frontal et fait de la docilité le prix de la survie ?

Scott suggère que chercheurs et romanciers ont valorisé deux figures du paysan (ou de l'esclave), et seulement deux. D'un côté, les héros épiques des grandes révoltes collectives, de l'autre le personnage pitoyable ou abject du paysan soumis. C'est méconnaître ce qui peut être vécu sous le masque de la

déférence, le tissu des actes de résistance minuscules qui font l'espace entre *voice* et *loyalty*. Scott relève ainsi derrière la façade harmonieuse du consensus villageois l'importance d'un commérage qui dévalue symboliquement les puissants. Il relève l'habileté avec laquelle le gros des villageois joue des valeurs, encore légitimes, de solidarité et d'assistance propres à un monde encore précapitaliste et aux préceptes de l'islam, pour arracher aux nouveaux riches assistance et aumônes. Ceux-ci hésitent à les refuser, appartenant encore culturellement au monde qu'ils contribuent à déliter, ayant parfois mauvaise conscience de passer désormais plus de temps à cultiver leur terre que les liens de voisinage. Il observe, jusque dans les moments qui semblent perpétuer un modèle communautaire, combien les comportements doivent être réinterprétés : l'assistance qui se presse en souriant à la fête de mariage d'un puissant vient d'abord s'empiffrer et part ostensiblement une fois les plats vidés. D'incessants larcins (riz, fruits dans les vergers, volailles) visent sélectivement les privilégiés. Les paysans pauvres manifestent un talent considérable à faire chuter le rendement lorsqu'ils sont embauchés par un riche. Ils battent les épis avec assez de maladresse pour faire le bonheur de leurs proches qui viennent ensuite glaner. Des pierres judicieusement placées dans les pièces mobiles font tomber en panne les moissonneuses. Il arrive même qu'un riche particulièrement honni ait quelque mal à trouver de la main-d'œuvre quand ses machines ne peuvent plus pénétrer dans la rizière détrempée.

Dans ses divers livres, Scott apparaît comme le théoricien le plus systématique, le plus catégorique et par là le plus discutable d'une spécificité fondamentale de la protestation des plus démunis. Au risque de l'appauvrir, on peut condenser son apport en trois points. Les pauvres — qu'ils soient paysans malais ou journaliers de la France du XVIII^e — ont rarement d'autre choix que de se courber et de ruser. La révolte ouverte suppose un stock de ressources et un environnement de droits qui leur sont étrangers. Mais la soumission apparente et forcée leur fait rarement confondre le caractère contraignant des rapports sociaux avec

le fait qu'ils soient justes. À travers tout un univers de récits cachés (*hidden transcripts*), commérage ou dérision, personnages symboles (Jacquou le croquant, le daim-souris des contes africains), propos séductueux, interprétation sélective des discours officiels, les dominés préservent un for intérieur de résistance. Loin d'être une simple soupape qui fasse supporter l'insupportable, ce « mauvais esprit » est à la fois le terreau culturel d'actes de résistance microscopiques, et le préalable indispensable à des mobilisations collectives quand les circonstances le permettent. Le paysan de Sedaka qui vole un sac de riz ne pense pas réforme agraire — pas plus que son homologue français qui braconne au mépris des privilèges nobles en 1780 n'en fait une étape vers la fin des droits féodaux. Leur sens commun résistant est cependant le socle sur lequel prendront appui des mouvements sociaux, quand la structure d'opportunités politiques et l'expression publique d'une radicalité politique le permettront [Scott, 1990].

La thèse de Scott comporte cependant des raccourcis discutables. L'extension de la gamme des actes qualifiés de résistants risque à la fois de surestimer leur portée et de les investir d'une visée critique qu'ils ne contiennent pas toujours. Elle ne répond pas de façon toujours convaincante à l'observation selon laquelle tout système social, même oppressif, s'accommode de lieux et moments (tavernes, carnivals, caricatures, courrier des lecteurs de la *Pravda*) d'expression du mécontentement, les supporte, les organise parfois aussi longtemps qu'ils ne menacent pas l'ordre en vigueur. Elle peut aussi laisser penser, contre les évidences empiriques (sur l'Iran, Bayat, 1998) que les plus démunis seraient condamnés aux « tactiques » peu efficaces d'une posture perpétuellement défensive, et que le recours au registre plus coordonné, plus offensif des mouvements sociaux se paierait forcément d'un écrasement sanglant. Le risque paradoxal est ici de conforter à la fois une vision populiste (au sens de célébration naïve et exagérée du génie populaire) et misérabiliste (au sens de réduction du populaire à une posture éternellement souffrante et dominée). Ces objections, qui invitent au débat, ne feront pas oublier le mérite, immense, de travaux comme ceux de Scott : rendre visible la protestation là où elle était souvent inaperçue par ethnocentrisme. S'ils explorent le cas tout particulier du nazisme, les travaux de Jacques Semelin [1989] ont cependant une proximité avec les questions abordées ici. Se fixant sur l'usage de répertoires d'action non violents face au pouvoir nazi, ils suscitent la réflexion quant au fait que les armes des faibles ne sont pas toujours des armes faibles ou inefficaces et que l'action collective peut trouver des formes efficaces même face à des pouvoirs exceptionnellement répressifs.

La trilogie de Hirschman et l'exploration d'une partie de ses entredeux éclaire la nécessité de penser l'analyse des mouvements sociaux comme une forme de carrefour disciplinaire. Carrefour, parce que loin

d'une mécanique stimulus-réponse, le mécontentement ouvre sur d'autres avenues que celle de la prise de parole. Carrefour parce que si les mouvements sociaux ont leurs répertoires, ceux-ci ne donnent pas toute la cartographie des sentiers — dissimulés, ombreux, résistants — par où passe le refus des rapports de pouvoir. Carrefour encore parce que les formes de la protestation sont à articuler à l'ensemble plus vaste de celles de la participation politique, qu'elles complètent le vote et les autres mécanismes consultatifs dans des régimes d'État de droit ou bien constituent sa seule forme possible dans des systèmes autoritaires.

Problèmes sociologiques et enjeux politiques

Chargés d'une dimension politique, les mouvements sociaux illustrent une difficulté constante des sciences sociales : prendre de la distance par rapport aux passions de la vie sociale, sans renoncer à traiter des objets « chauds ».

La psychologie des foules

Un premier exemple caricatural de liaisons dangereuses entre l'analyse scientifique et un climat idéologique peut s'observer à travers l'essor dans le dernier quart du XIX^e siècle d'un discours savant sur les foules. Gustave Le Bon lui donnera une expression condensée dans sa *Psychologie des foules* [1895]. La foule désigne ici « une réunion d'individus quelconques, quelle que soit leur nationalité, leur profession ou leur sexe, quels que soient aussi les hasards qui les rassemblent ». Si Le Bon tente d'introduire une typologie des foules, sa définition est extensive à l'extrême puisqu'il adjoint aux foules au sens strict, les sectes liées par une croyance, les castes liées par une éducation et un métier, les assemblées parlementaires, etc. L'arbitraire de ce regroupement est justifié par des traits communs associés à la foule. L'individu y perd son autonomie, y subit des processus de contagion des croyances et comportement. Les traits de la foule sont la suggestibilité qui la livre au meneur, le faible contrôle des affects et des instincts qui la rend émotive, imprévisibles, dangereuses. À travers des jeux d'association à la consommation d'alcool, à des métaphores féminines, la foule est aussi systématiquement identifiée à un potentiel de déferlement des instincts sexuels, de la violence. Si Le Bon est resté à la postérité comme le théoricien de cette psychologie des foules, des représentations similaires imprègnent le climat intellectuel de l'époque. On en trouve les traces chez Taine, dans la criminologie que développent alors Lombroso et Sighele, chez Tarde [1902], même si les travaux de ce dernier ne se réduisent pas tous à ces simplismes. La littérature en témoigne encore,

comme le montrent les pages de Flaubert sur la révolution de 1848 dans *L'Éducation sentimentale*. La vacuité de ces analyses, même au regard des travaux savants d'alors, peut donner un aspect mystérieux à leur succès social. L'historienne américaine Suzanna Barrows [1981] a montré en quoi cette littérature répondait, aux lendemains de la Commune de Paris, à un contexte de « panique morale » des élites sociales. Le discours sur les foules fait système avec la dénonciation des « fléaux sociaux » liés aux « classes dangereuses » associées au crime, à l'alcoolisme, à la fréquentation des mauvais lieux. Il s'articule aussi, à travers la dénonciation de la foule « femelle », aux instincts menaçants, à des angoisses sociales liées aux mouvements d'émancipation des femmes — les suffragettes, mais aussi la figure des « pétroleuses ». Les craintes nées des effets du suffrage universel, de l'essor des luttes sociales se condensent autour des « foules » comme symbole du populaire. Le Bon l'écrivit clairement : « L'avènement des classes populaires à la vie politique, leur transformation progressive en classes dirigeantes est un des traits les plus saillants de notre époque de transition [...]. La connaissance de la psychologie des foules constitue la ressource de l'homme d'État qui veut, non pas les gouverner... mais tout au moins ne pas être complètement gouverné par elles. » En mobilisant le langage et certains acquis de sciences naissantes (criminologie, hygiénisme, psychologie), le discours des foules habille d'un vernis savant des préjugés sociaux, enrôle la science pour répondre à des inquiétudes politiques.

Le refoulement de l'héritage marxiste

À la fois analyse théorique des conditions historiques et des déterminants des mobilisations politiques et doctrine pratique destinée à faire aboutir l'action révolutionnaire, le legs de Marx et des marxistes illustre d'autres facettes des problèmes que pose l'imbrication entre discours savant et discours politique. Il n'existe pas à proprement parler de théorie des mouvements sociaux chez Marx. Ceux-ci sont intégrés dans une problématique générale des luttes des classes. La structuration des classes dans chaque société donne alors une grille de lecture des mobilisations, qu'il est abusif de réduire au schéma mécanique d'une détermination « en dernière instance » par l'économique. Dans une lettre à Joseph Bloch du 21 septembre 1890, Engels écrit : « C'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de place qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu, ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque. Mais dès qu'il s'agissait de présenter une tranche d'histoire, c'est-à-dire de passer à l'application pratique, la chose changeait et il n'y avait pas d'erreur possible. » Bien plus que les

textes politiques ou polémiques, les œuvres historiques de Marx [1850, 1852] et Engels [1850] sur la France et l'Allemagne offrent une analyse fine du « groupe infini de parallélogrammes des forces » (Engels) qui engendre mobilisations et événements historiques. On peut insister sur la précision des pages qui étudient la stratification sociale, les conditions matérielles d'existence et leurs effets sur le potentiel et les formes de mobilisation. La prise en compte des cadres culturels d'une époque ouvre également des perspectives fortes, lorsque Engels [1850] rend compte de la façon dont l'omniprésence de la religion chrétienne contraint les mobilisations paysannes du ^{xvi} siècle à emprunter au langage de l'hérésie religieuse pour exprimer leurs aspirations à des changements sociaux. Enfin Marx souligne, à travers la fameuse distinction entre « classe en soi » et « classe pour soi », l'importance de la construction d'une conscience collective, d'une identité de classe comme élément stratégique du succès des mobilisations, de la capacité à articuler un projet révolutionnaire.

La réflexion de Marx, infléchie par celle de Lénine dans *Que faire ?* [1902], insistera donc dans cette logique sur l'importance du facteur organisationnel, comme élément de coordination des forces, de construction d'une phalange de militants professionnels, aptes à apporter « de l'extérieur » de la classe ouvrière un cadre théorique qui transcende l'expérience de l'usine, donne une vision stratégique du changement révolutionnaire. Le patrimoine de réflexions marxistes autour de l'objet « mouvements sociaux » intègre aussi les apports de Gramsci sur la notion d'hégémonie. Le dirigeant communiste italien y développe une réflexion sur la fonction des intellectuels — y compris ceux des partis ou de l'État — comme producteurs de représentations qui contribuent à fabriquer de la conscience collective, du consensus, à cimenter des alliances sociales ou à rendre au contraire leur « prise » impossible.

Au-delà de ces aperçus, l'analyse marxiste des mouvements sociaux soulève des questions inconfortables. Ses apports manifestent qu'il n'existe pas une antinomie automatique entre la visée de l'action politique et celle de la connaissance des déterminismes sociaux. L'action politique peut être porteuse de connaissance. Elle peut incorporer à sa pratique les acquis de la science sociale de son temps. Dans le même temps, l'action militante ne peut jamais être une forme de travaux pratiques d'une théorie savante pure. Elle simplifie pour vulgariser et transforme l'analyse en slogan. Elle vise l'efficacité, la conquête du pouvoir avant celle du savoir, et comporte de ce fait des points aveugles. Le marxisme en donne l'illustration. En faisant des mouvements sociaux l'expression obligée de rapports de classes, définis par un mode de production, il peine à rendre compte de mobilisations structurées par d'autres références identitaires (nationalisme, mouvement des femmes). Des orientations conditionnées par des circonstances

Morphologie sociale et capacités de mobilisation chez Marx

« Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres, au lieu de les amener à des relations réciproques. Cet isolement est encore aggravé par le mauvais état des moyens de communication en France et la pauvreté des paysans [...]. Chacune des familles paysannes se suffit presque complètement à elle-même, produit directement elle-même la plus grande partie de ce qu'elle consomme et se procure ainsi ses moyens de subsistance bien plus par un échange avec la nature que par un échange avec la société. La parcelle, le paysan et sa famille, à côté une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille [...]. Ainsi la grande

masse de la nation française est constituée par une simple addition de grands de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre. Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie ; leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale, ni organisation politique. C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom [...]. Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes. Ils doivent être représentés. »

Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852.

historiques — comme le modèle du parti à organisation militaire chez Lénine — deviennent des dogmes théoriques lourds de conséquences. Enfin et surtout, alors même qu'il constitue une des seules théories de la mobilisation politique qui ait réussi à changer la face du monde, le marxisme-léninisme n'a paradoxalement que peu développé la théorie de sa pratique, la réflexion sur les usages instrumentaux du « marxisme-léninisme » aux mains des groupes et institutions qu'il avait contribué à mobiliser et structurer [Pudal, 1989]. Les questions délicates que soulève l'héritage marxiste relatif aux mouvements sociaux tiennent aussi à son refoulement dans la sociologie contemporaine. Tandis qu'il est peu d'ouvrages d'initiation qui ne consacrent plusieurs pages aux élucubrations de Le Bon, les marxistes y sont généralement à peine évoqués, alors même que certains éléments de l'approche « mobilisation des ressources » [Oberschall, 1973 ; Tilly, 1976] recourent les plus durables des apports de Marx. Cette asymétrie signale aussi le malaise des intellectuels devant un héritage théorique désormais tenu pour politiquement peu fréquentable.

III / Les frustrations et les calculs

Les sciences sociales se sont souvent vu reprocher de n'être qu'un espace de points de vue où le dernier locuteur avait des chances de l'emporter, faute qu'existe un processus d'accumulation de savoirs. À travers les analyses de Marx, de Le Bon, celles de Tocqueville sur la vie associative aux États-Unis, l'héritage du XIX^e siècle est déjà fort contrasté. Les approches qui se développent depuis un demi-siècle, et sur lesquelles les trois prochains chapitres vont maintenant se fixer, peuvent donner une pareille impression de disparité. Ces contradictions ne sont pourtant pas le reflet d'un kaléidoscope de spéculations abstraites. À travers la succession et la confrontation des théories, c'est bien un socle d'analyse ferme que va produire la recherche à la fin des années 1970.

Tout autant que l'instabilité des constructions théoriques, c'est la difficulté à saisir toutes les facettes des mouvements sociaux qui se révèle ainsi. En évoquant successivement ici l'école dite du « comportement collectif », puis celle de l'action rationnelle, c'est la tension dans laquelle s'inscrit le rapport de la sociologie à ces phénomènes qui ressort immédiatement. Ces deux modèles théoriques n'ont *a priori* en commun que d'être chronologiquement les premiers apparus. Leur proximité ne va guère au-delà de ce repère temporel puisqu'elles reposent sur deux problématiques contradictoires. Les théories du « comportement collectif » (*collective behaviour*) éclairent les mobilisations par une *psychosociologie* de la frustration sociale, la prise en compte du pouvoir explosif des aspirations et désirs frustrés. Le modèle de l'action rationnelle tend au contraire à soumettre les mobilisations à une forme de lecture *économique* qui les banalise, en soulignant combien les individus qui participent à des mouvements sociaux demeurent attentifs à une logique du calcul coûts/avantages qui conditionne leur engagement à la probabilité d'un bénéfice matériel. Mais l'ampleur même de l'opposition entre ces approches peut susciter la réflexion. Elle suggère le malaise de la sociologie à prendre la mesure exacte des phénomènes à étudier, soit que celle-ci les trouve si singuliers que seul le recours à la

psychologie puisse en restituer le sens, soit que l'invocation d'une explication économique aboutisse à l'inverse à nier toute singularité à l'objet, ramené à un cas à peine particulier du calcul des profits par des individus calculateurs. Le fait que ces moments théoriques se succèdent par ruptures signale aussi une difficulté que la recherche mettra des années à surmonter : Comment restituer les raisons d'agir des individus mobilisés en sortant de la fausse alternative du calcul cynique ou intéressé, ou de l'explosion des frustrations et des émotions ?

Les théories du « comportement collectif »

Un label accueillant

La référence à une école *collective behaviour* est trompeuse. Elle suggère une cohérence intellectuelle là où existent davantage une attention partagée pour de mêmes objets, une forme de migration intellectuelle qui va aboutir, par des cheminements parfois divers, à redéfinir l'approche des mouvements sociaux. C'est l'école de Chicago, et particulièrement Park, puis Blumer qui, dans l'entre-deux-guerres, vont contribuer à faire entrer le comportement collectif au rang des objets légitimes de la recherche sociologique. Mais contribuent aussi à ce moment intellectuel des fonctionnalistes comme Smelser, des auteurs proches de la psychosociologie comme Gurr.

Un premier repère consiste à observer que la notion de comportement collectif « taille large ». Les mouvements sociaux n'en sont qu'une composante, aux côtés d'un ensemble de phénomènes englobant paniques, modes, mouvements religieux, sectes. Pour Blumer, l'élément fédérateur de ces comportements réside dans leur déficit d'institutionnalisation, la faiblesse des cadres normatifs qui y enserment l'action sociale. Smelser [1962] insiste, lui, sur l'idée d'une « mobilisation sur la base d'une croyance, qui redéfinisse l'action sociale ». Les proportions de ces catégories fourre-tout ne facilitent pas toujours la perception des singularités des mouvements sociaux.

La cohérence qui lie ces approches tient à quatre séries de déplacements. Le premier réside dans la remise en cause, imparfaitement aboutie, d'une vision héritée de la psychologie des foules. L'accent est désormais mis sur le fait que les mobilisations ne sont pas des pathologies sociales, mais ont leur rationalité. Un second déplacement consiste à glisser d'une vision centrée sur le potentiel destructeur et menaçant des mouvements sociaux vers une prise en compte de leur capacité de créer de nouveaux modes de vie, des normes, des institutions, bref du changement social. Cette révision en commande une troisième. Le modèle épidémiologique présent chez Le Bon, mais aussi Blumer, qui mettait au principe des comportements de foule une logique de *contagion* et de panurgisme est

remplacé par une problématique de la *convergence*. Les comportements collectifs naissent de la synchronisation entre des croyances, des frustrations déjà présentes chez les individus, non de phénomènes d'imitation. L'analyse s'ouvre alors à l'étude des idéologies, des croyances, à leur mode de diffusion. À travers la notion de « norme émergente » chez Turner et Killian [1957], de « croyance généralisée » chez Smelser, le rôle des représentations prend une place croissante. L'accent est mis sur le fait qu'une mobilisation ne naît pas de la seule existence d'un mécontentement. Celui-ci doit trouver un langage qui lui donne sens, désigne des adversaires, légitime la revendication par référence à des valeurs. Les théoriciens du comportement collectif retrouvent alors les plus fortes interrogations de Tarde sur les vecteurs de diffusion de ces croyances, leur réception par divers milieux sociaux que Smelser évoque à travers la notion de « conductivité structurelle ». Celle-ci désigne le potentiel inégal de diffusion des croyances, valeurs ou rumeurs selon les espaces sociaux que peut illustrer l'opposition entre la vitesse d'une panique boursière et la lente diffusion d'une rumeur dans une communauté dispersée, faiblement liée par des réseaux de communication. De façon plus ambiguë, ces évolutions désignent un dernier élément fédérateur. Le moment du comportement collectif s'inscrit dans une oscillation entre la volonté de sociologiser l'analyse, de prendre en compte les structures sociales qui suscitent la mobilisation, et la force d'un ancrage dans des problématiques empruntées à la psychologie, comme les notions de tension ou de *frustration*, placées au principe des dispositions individuelles à se mobiliser. L'œuvre de Gurr manifeste la richesse et la fragilité de ces orientations.

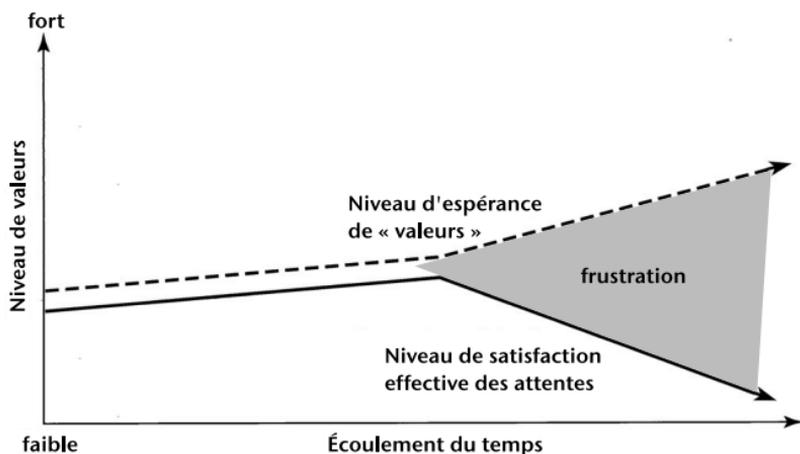
Pourquoi les hommes se révoltent-ils ?

Sous ce titre, Ted Gurr développe en 1970 un cadre d'analyse qui sera à la fois un des manifestes les plus élaborés et le chant du cygne des travaux *collective behaviour*. L'approche retenue est psychosociologique. Gurr part de la notion de « *frustration relative* ». Elle désigne un état de tension, une satisfaction attendue et refusée, génératrice d'un potentiel de mécontentement et de violence. La frustration peut se définir comme un solde négatif entre les « valeurs » — ce terme peut désigner un niveau de revenus, une position hiérarchique, mais aussi des éléments immatériels comme la reconnaissance ou le prestige — qu'un individu détient à un moment donné, et celles qu'il se considère comme en droit d'attendre de sa condition et de sa société. Si elle se traduit par des affects de dépit, de colère, d'insatisfaction, la frustration est ici un fait social. Elle est *relative* parce que tributaire d'une logique de la comparaison. Elle naît de normes sociales, de systèmes d'attentes liés à ce que semble dans une société donnée la distribution légitime des ressources sociales à divers groupes de référence. En clair, les membres

d'un groupe social privilégié mais dont le statut ou les ressources déclinent (aristocrates hier, universitaires aujourd'hui), peuvent ressentir une frustration plus intense que les membres d'un groupe objectivement moins bien doté mais dont les ressources et le statut correspondent à ce que ses membres avaient pu prévoir et intérioriser de leur rôle social. La souffrance sociale chez Gurr n'est donc pas corrélée à des normes absolues (seuil de pauvreté...), mais pensée comme misère de position, décalage entre des attentes socialement construites et la perception du présent. L'image du plan de carrière au regard duquel un salarié peut à divers moments de sa vie mesurer si sa réussite se situe ou non dans la norme, en tirer satisfaction ou frustration, peut aider à saisir le propos de Gurr. Mais le modèle prend aussi en compte la façon dont la cotation sociale des valeurs fluctue et modifie les horizons d'attente des divers groupes : posséder une voiture n'est pas une « valeur » identique en 1930 et en 2005, tout comme les « valeurs » que peut espérer un individu qui s'engage dans le métier d'instituteur ou de médecin différent selon qu'il débute à l'une ou l'autre de ces dates. Gurr voit dans l'intensité des frustrations le carburant des mouvements sociaux. Le franchissement collectif de seuils de frustration est la clé de tout grand mouvement social. L'analyse développe une typologie des cas de frustration relative (cf. encadré). Elle explicite des variables qui permettent d'évaluer la probabilité d'un passage à des formes conflictuelles d'action : intensité de l'écart mesurable entre attentes et satisfactions, degré de saillance et de désirabilité de la ressource convoitée, existence d'une pluralité de voies pour accéder aux valeurs convoitées (on retrouve ici l'*exit* d'Hirschman).

Le mérite de Gurr est aussi de chercher, après Smelser, à donner une vraie profondeur sociologique à son modèle. Si Gurr s'est trouvé réduit par une partie de ses usagers et commentateurs à un théoricien de la frustration comme explication de la mobilisation et de la violence, son livre est plus complexe et plus ambitieux. *Why Men Rebel?* récuse la relation mécanique frustration-mobilisation et invite à chercher des médiations symboliques ou cognitives. Un mouvement social exige un travail de production de discours, d'imputation de responsabilité, d'injection de sens dans les rapports sociaux vécus. Ce travail n'est jamais le seul fait du groupe mobilisé. Le « contrôle social » que peut exercer l'état ne se limite jamais à l'usage des forces de police. Il passe aussi par une activité préventive de légitimation des institutions et du régime, de disqualification des formes les plus violentes de contestation. Il joue lui aussi du symbolique, de gestes qui, à défaut de toujours dissiper les tensions, marquent le souci d'y répondre. Gurr évoque par exemple le rôle de réquisitions de logements comme signal fort de ce que l'autorité s'occupe de ce problème. Rien de surprenant dès lors à ce qu'il soit l'un des premiers à introduire les médias au rang des objets d'une sociologie de la mobilisation, accorde beaucoup d'attention aux

Trois scénarios de production de la frustration



La frustration progressive

Ce graphique emprunte à Gurr la représentation du processus le plus aigu de production sociale d'un potentiel de frustration, celui de la « *frustration progressive* ». Les attentes en matière d'accès à la distribution des ressources sociales s'élèvent tandis que les valeurs disponibles baissent de façon sensible. Ce mouvement de ciseaux engendre aussi un grand potentiel de mobilisation. L'analyse des préludes à la Révolution française par Tocqueville en donne une illustration : une phase de prospérité et de relative ouverture sociale suscite des attentes croissantes de bien-être et de mobilité sociale que vient contrarier la conjonction d'une crise économique et de la réaction nobiliaire.

On comprend à partir de ce schéma ce que sont les autres scénarios de production de frustration. Dans le modèle du « déclin » (*decremental*), l'horizon d'attente, les représentations du niveau normal de récompenses sociales qu'il est légitime d'espérer dans une position sociale varient peu. La courbe d'attente des « valeurs » demeure donc horizontale. Mais les représentations de l'avenir et du présent sont

marquées, comme dans le cas précédent, par la perception (réelle ou imaginaire) d'un fort déclin des valeurs disponibles qui crée l'espace de la frustration. Gurr associe à ce cadre la description par Marx des premières mobilisations d'artisans contre la mécanisation, perçue comme menace sur le statut de travailleur libre, mais aussi la mobilisation de la petite bourgeoisie traditionnelle dans la genèse des fascismes.

Enfin un troisième modèle, celui des aspirations montantes (*aspirational*) naît du processus inverse à celui du scénario du déclin. Ici les valeurs disponibles pour le membre d'un groupe donné varient peu. Mais à cette courbe horizontale s'oppose la pente montante d'aspirations croissantes et insatisfaites. Une part des révoltes anticoloniales de l'après-1945 peut s'accorder à ce schéma. Des « colonisés » intégrés à l'armée Leclerc, y ayant gagné des galons, le sentiment de leur égalité à l'égard des « métropolitains » et de leur capacité à jouir de leurs droits civiques se retrouvent, une fois démobilisés, replongés dans une situation coloniale qui en fait des non-citoyens. Ils constitueront une part importante des cadres des mobilisations indépendantistes.

Une culture protestataire nationale

Les mouvements sociaux argentins empruntent traditionnellement à deux registres dominants : celui de la grève (dont la grève générale) et celui de la manifestation. La place de l'activité manifestante s'explique à la fois par le pourcentage exceptionnel de population vivant dans l'agglomération de Buenos Aires, l'existence précoce de partis politiques et par l'importation de ce répertoire d'action par des immigrants parmi lesquels figuraient d'actifs militants socialistes et anarchistes. La fréquence des moments de gouvernement dictatorial contribuera paradoxalement à faire du recours à la rue le seul registre d'expression accessible pendant de longues périodes de l'après-guerre.

L'histoire argentine depuis 1945 a contribué à consolider dans une culture nationale de la protestation la place stratégique de la manifestation, et celle d'un site, la *Plaza de Mayo*, point central des défilés officiels et visites de dirigeants étrangers, située au centre de Buenos Aires, devant le siège de la Présidence.

La construction du site comme un véritable lieu de mémoire — et de pouvoir — protestataire doit d'abord à la gigantesque manifestation du 17 octobre 1945 qui sera le catalyseur du départ des militaires, puis de l'arrivée de Perón. Le régime péroniste contribuera également à la consolidation de ce statut en organisant chaque 17 octobre une manifestation de la fidélité sur la *Plaza de Mayo*, où se déploient aussi les cortèges du 1^{er} Mai. D'autres manifestations en 1969 contribueront encore à la chute du régime Onganía. Le statut de cette « cathédrale symbolique des manifestations », le pouvoir quasi magique associé

aux lieux deviendra tel que ce sont jusqu'aux autorités gouvernementales qui feront parfois usage de l'arme manifestante. La Junta militaire y suscitera en 1982 des manifestations pour soutenir la prise de contrôle des îles Malouines. En avril 1987, c'est le président Alfonsín qui appelle, le dimanche de Pâques, à une manifestation où 500 000 personnes se rassemblent *Plaza de Mayo* pour faire échec à une insurrection militaire.

Dans une société où les sondages d'opinion jouent encore un rôle modeste, les manifestations de Buenos Aires fonctionnent comme un indicateur des légitimités et des attentes sociales. La maigreur du cortège anniversaire péroniste le 17 octobre 1955 sera perçue comme le signe de l'isolement du chef d'État, prélude à sa déposition. À l'inverse, la culture politique nationale porte la conviction que des changements politiques et sociaux majeurs peuvent être atteints par le truchement d'une manifestation réussie. Le célèbre mouvement des « Mères de la Place de Mai » sous la dictature militaire (1976-1983) doit aussi se comprendre dans ce contexte. La terreur étatique rendant impossible le recours à la manifestation, des mères de personnes « disparues » (assassinées par la Junta) vont prendre l'habitude de marcher, silencieusement, trois heures chaque jeudi, sur les allées piétonnes de la place, la tête enveloppée comme à l'église d'un châle qui porte le nom du disparu, sa date d'enlèvement, parfois porteuses d'une pancarte avec la photo de leur enfant. Même si plusieurs de ces mères vinrent s'ajouter à la liste des disparus, la Junta ne put jamais trouver la réponse adéquate à cette reconquête de l'espace symbolique d'expression de rue, suscitant respect et sympathie de l'opinion.

Source : Chaffee [1993].

données culturelles et à la mémoire collective. Existe-t-il dans le groupe ou le pays concerné une tradition de mobilisation, une culture du conflit, une mémoire d'épisodes mythifiés ?

Pour être réductrice et non dépourvue d'ambiguïté, l'association que fait Gurr entre protestation et violence apparaît aussi rétrospectivement comme ayant le mérite d'obliger à penser sociologiquement les conditions d'émergence de la violence. Il faudra ensuite attendre la décomposition des gauchismes et les « années de plomb » pour voir ces questions retraitées avec sérieux par la littérature sur l'action collective [Della Porta, 1990 ; Sommier, 1998].

En dépit de sa densité, le travail de Gurr n'est pas sans ressembler à un brillant *post-scriptum* au corpus des « comportements collectifs », bientôt cantonnés dans un purgatoire savant. Les raisons de cette marginalisation tiennent aux failles de la problématique. Rares sont les chercheurs qui, comme Nathalie Duclos [1998] pour les violences paysannes en Bretagne, font l'effort de chercher à objectiver la notion de frustration, difficile à mesurer puisque relevant des croyances et des perceptions, en partie de données immatérielles comme le prestige. Trop d'usages flirtent avec un exercice tautologique qui prouve la frustration par le surgissement de la mobilisation, elle-même expliquée par l'existence d'une puissante frustration [Dobry, 1986, p. 53-56]. Si Gurr se défie du mécanisme et cherche à penser les cas où la frustration ne crée ni mobilisation ni violence, ses suggestions, souvent stimulantes, demeurent à l'état d'un complexe système d'hypothèses, sans vérification empirique systématisée sur des cas précis. Mais c'est plus encore l'arrivée sur le marché des théories du modèle d'Olson qui va durablement déplacer les grilles d'analyse vers un cadre tiré de l'économie. Celui-ci fera oublier les mérites du cadre sociologique développé par Smelser ou Gurr. Il aura plus encore l'inconvénient d'amener les chercheurs à se priver pendant vingt ans des ressources intellectuelles que pouvait apporter à la compréhension du rapport vécu à la mobilisation une prise en compte réfléchie des apports de la psychologie.

Quand *Homo œconomicus* entre en action

L'économiste Mancur Olson publie en 1966 *The Logic Of Collective Action*. S'inscrivant dans une lecture « économique » de l'ensemble des comportements sociaux, il contribuera à l'émergence d'une véritable orthodoxie de l'action rationnelle qui va peser puissamment sur les sciences sociales nord-américaines, puis européennes.

Le paradoxe d'Olson

Le point de départ de l'analyse d'Olson repose sur un paradoxe fécond. Le sens commun suggère que dès lors qu'un ensemble d'individus peut trouver avantage à se mobiliser et en a conscience, le déclenchement de l'action collective va de soi. Or l'objection d'Olson consiste à démontrer qu'un groupe ayant ces caractéristiques peut parfaitement ne rien faire. C'est en effet à tort que l'on imagine qu'un groupe *latent* — des individus ayant des intérêts matériels communs — est une sorte d'entité douée d'une volonté collective, là où l'analyse doit aussi prendre en compte la logique des stratégies individuelles. Et si l'action collective va de soi si l'on considère le groupe comme titulaire d'une volonté unique, les rationalités individuelles l'enrayent. L'exemple du mouvement antifiscal proposé en encadré l'illustre. La mobilisation est rentable, d'autant plus qu'elle sera massive. Mais c'est oublier le scénario du passager clandestin (*free-rider*). Il existe une stratégie plus rentable encore que la mobilisation : regarder les autres se mobiliser. Le cas classique du non-gréviste qui bénéficie de la hausse de rémunération conquise par la grève sans avoir subi les retenues de salaires consécutives en témoigne. Poussée à son terme, cette logique rend aussi impossible toute mobilisation. Les rationalités individuelles conjuguées de dix locataires inactifs qui attendent la mobilisation des autres pour en profiter aboutissent à l'inaction et laissent au maximum la pression fiscale.

Le paradoxe semble déboucher sur une impasse. L'accent mis sur les effets des rationalités individuelles suggère l'improbabilité de l'action collective. Mais l'expérience manifeste son existence. Le modèle d'Olson s'enrichit alors de la notion d'*incitation sélective*. Il existe des techniques qui permettent de rapprocher les comportements individuels de ce que serait dans l'abstrait la rationalité d'un groupe doté d'une volonté collective. Il suffit pour cela d'abaisser les coûts de la participation à l'action ou d'augmenter ceux de la non-participation. Les incitations sélectives peuvent être des prestations et avantages accordés aux membres de l'organisation qui mobilise. *L'American Medical Association* offre à ses adhérents médecins de la formation continue, une assurance, un service juridique, une revue professionnelle appréciée qui rentabilisent la cotisation. À l'inverse, un médecin non adhérent doit recourir à des assurances privées coûteuses, risque l'ostracisme de ses collègues. Les incitations sélectives peuvent aussi prendre la forme de la contrainte. Le cas le plus clair est le système dit du *closed-shop*, longtemps pratiqué en France par le syndicat du livre CGT ou celui des dockers : l'embauche est conditionnée par l'adhésion à l'organisation, ce qui élimine tout passager clandestin. Ce système avait été généralisé par le *Wagner Act* aux États-Unis entre 1936 et 1947. Une réflexion sur ces pratiques doit à la fois s'interroger sur l'entrave à

Les rendements de la mobilisation et de l'abstention

Dans une commune, la taxe d'habitation s'élève à 500 euros par personne. Dix locataires décident de se mobiliser pour la faire baisser. L'hypothèse (arbitraire) est que leur mobilisation peut au mieux la ramener à 300 euros. La réduction est une fonction du nombre de locataires mobilisés : dix arrachent une baisse de 200 euros, neuf de 180 euros, huit de 160 euros, etc. La participation à l'action comporte des coûts (création d'une association, distribution de tracts, temps consacré aux réunions et démarches). Ces coûts sont fixés par convention à 50 euros par personne.

	Nombre de participants au mouvement antifiscal									
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Gain théorique par membre	20	40	60	80	100	120	140	160	180	200
Coût par membre	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50
Gain réel compte tenu des coûts	- 30	- 10	10	30	50	70	90	110	130	150
Zone de perte										
Gain d'un passager clandestin	20	40	60	80	100	120	140	160	180	

la liberté individuelle qu'il comporte... et sur ses effets dans la construction de « partenaires sociaux » puissants et fiables dans les relations de travail.

Un ensemble de travaux empiriques est venu conforter les analyses d'Olson sur le rôle de ces incitations sélectives. Gamson [1975] a pu montrer à partir d'un vaste échantillon aux États-Unis qu'une organisation qui fournit des incitations sélectives se fait reconnaître de ses interlocuteurs dans 91 % des cas et obtient des succès dans 82 % des cas, contre 36 % et 40 % pour les organisations dépourvues de cette ressource. Une étude de David Knokke [1988] sur le monde associatif de l'agglomération de Minneapolis va dans le même sens. Les adhérents aux associations « les moins politiques » (associations sportives, clubs de collectionneurs, etc.) ne sont que 2 % à se déclarer prêts à rester membres si leur association ne faisait plus qu'un travail de groupe de pression, 70 % déclarent pouvoir se contenter d'une association pure prestataire de services tandis que 23 % conditionnent leur adhésion à la prise en charge de ces deux fonctions.

La « RAT » et le durcissement du modèle

Le modèle construit par Olson reçoit aussi de son auteur des limitations explicites. Il s'applique aux mobilisations visant des « biens collectifs », c'est-à-dire des biens qui profitent à l'ensemble des membres de la collectivité concernée : un recul de la pollution de l'air bénéficie

Comment se débarrasser des passagers clandestins ?

Dans un travail sur les mobilisations paysannes en Bretagne dans les années 1960, Fanch Elegoët a pu montrer en quoi les stratégies syndicales des producteurs de légumes pouvaient largement se lire comme un système de fermeture des possibilités d'agir en *free-rider*. L'organisation de base du syndicat au niveau du « quartier » (hameau) permet le contrôle mutuel et l'identification des exploitants qui rompent la solidarité face aux négociants. Le rachat centralisé des « drageons » (plants d'artichaut) en surnombre suivi de leur destruction met fin à la fourniture de plants à des zones de production concurrentes tout en réduisant à très peu le coût de la participation individuelle à ce blocus. Une circulaire du leader syndical Gourvennec indique à propos des récalcitrants qu'ils encourent « la radiation des organismes

mutuels et coopératifs et l'exclusion des réseaux d'entraide, la mise à l'index dans le quartier, y compris en cas de pépin sur sa ferme [...], la désignation du vendeur, sans le publier ni l'afficher, homme que l'on montre du doigt dans les rues avec parfois des écriteaux à sa charge de légumes », sans oublier « les tracasseries de toutes natures : dégonflage des pneus (par la valve), sucrer l'essence, mouiller le delco, etc. » (p. 153).

C'est jusqu'à la construction des institutions et dispositifs techniques du marché au cadran obligatoire qui — par la dépersonnalisation des transactions — peut se lire comme machinerie anti-passager clandestin, en suscitant une transparence et une publicité de toute vente qui ferme l'espace du marché, rend impossible négociations secrètes ou traitements de faveur par lesquels les expéditeurs et grossistes désolidarisent les paysans.

Source : Elegoët [1984].

par définition à toute la population. Mais surtout, Olson souligne le particularisme des petits groupes. Certains d'entre eux peuvent correspondre à des situations où un membre peut à lui seul prendre en charge tous les coûts de l'action et y trouver cependant son compte. Plus encore dans les petits groupes, le sentiment de peser sur la décision est plus fort, plus mobilisateur. Les pressions sociales et morales entre membres du groupe y sont aussi plus présentes, plus efficaces. Enfin, l'auteur souligne que sa grille d'analyse risque de ne « pas apporter grand-chose » à l'étude des groupes « philanthropiques ou religieux qui défendent des intérêts de ceux qui ne sont pas leurs membres » (p. 183-184). On peut se demander si l'attention qu'Olson porte ainsi aux effets des relations sociales ou affectives dans la dynamique de mobilisation propre aux petits groupes ne mine pas la cohérence de son modèle. Le traitement assez embarrassé réservé par Olson à la sociabilité, aux relations affectives, aux croyances est d'ailleurs significatif. Tantôt les éléments « affectifs ou idéologiques » sont évacués comme peu importants car peu efficaces (p. 34-35). En d'autres cas, ils sont considérés comme des incitations sélectives secondaires (p. 84), la fidélité au groupe jouant par exemple en faveur de la solidarité. Enfin, lorsque le poids empirique de ces données affectives et idéologiques crée des faits que la théorie ne peut digérer, une catégorie-balais des actions

collectives non rationnelles est associée aux « franges lunaires » (*sic*) du monde social et sous-traitée aux bons soins des psychologues (p. 185).

Les prudences initiales d'Olson vont se trouver graduellement balayées au seuil des années 1980 par l'essor d'une *Rational Action Theory* dont les adeptes — les RAT's — prétendent appliquer le modèle de l'*homo œconomicus* à tous les faits sociaux, avec le doigté d'un lami-noir. Les économistes James Buchanan et Gary Becker illustrent cette démarche qui repose le postulat économique — au double sens — d'une possible interprétation de tous les phénomènes par la référence à des acteurs rationnels pour lesquels la participation à l'action collective est une pure démarche de calcul du rendement des énergies et ressources investies dans l'action. Sans développer pour l'instant une critique des *fondements* mêmes de ce modèle d'analyse, on peut en montrer quelques insuffisances *internes*. Si les participants potentiels à l'action collective sont des calculateurs rationnels tentés par la position de passager clandestin, pourquoi leur sens de l'anticipation rationnelle n'irait-il pas jusqu'à anticiper les anticipations similaires d'autrui ? Est-il déraisonnable de postuler qu'un individu en situation de participer à une mobilisation peut faire comme un joueur de cartes ou d'échecs et se demander ce que va jouer le partenaire ? Cette modeste sophistication du calcul — que n'ignore pas la micro-économie moderne — pourrait alors pousser vers la mobilisation, voire la surmobilisation, compte tenu du rendement désastreux d'une abstention généralisée. Comment ne pas remarquer que les exemples chiffrés des RAT's et de l'école de l'« individualisme méthodologique » — dont s'inspire le tableau des dix locataires — sont souvent d'un simplisme qui les rend plus dignes du statut de comptines que de démonstrations sociologiques ? Au prix d'hypothèses ni plus ni moins réalistes, prenant en compte les économies d'échelle d'une mobilisation importante, les effets de seuil, Pierre Favre [1977] a proposé en ce domaine des tableaux de rendement nettement distincts de ceux imaginés par Boudon dans sa préface à l'édition française d'Olson. Il fait alors apparaître des situations dans lesquelles la participation à l'action s'avère plus rentable que la stratégie du passager clandestin. Ce contre-exemple n'invalide pas la thèse d'Olson : il suggère que l'attitude du *free-rider* n'est en aucun cas universellement la plus rentable. Comment interpréter en termes d'action rationnelle une partie des résultats, empiriques cette fois, de l'enquête précitée de Knokke, qui pour la catégorie des associations « hautement politiques » (écologisme, antiracisme, etc.) constate que seuls 34 % des membres font de la fourniture de services aux adhérents la condition de leur maintien, tandis que 35 % resteraient affiliés même sans services et sans travail de groupe de pression efficace ? La liste des points aveugles du modèle olsonien peut s'élargir. Le postulat de l'action rationnelle repose sur l'idée d'actions orientées vers la satisfaction de préférences qui fonctionnent comme des « boîtes noires » dont le

modèle théorique n'explique ni la genèse, ni la nature. À cet égard, l'un des mérites des travaux historiques de Tilly tient dans le fait qu'il montre comment les effets conjugués du capitalisme, de la division du travail, de l'emprise des logiques bureaucratiques sur l'univers professionnel peuvent effectivement créer des attitudes et des conditions à travers lesquelles l'*homo œconomicus* devient empiriquement observable.

Du bon usage du calcul rationnel

Une critique raisonnée ne consiste donc pas à nier que le modèle du calcul coûts/avantages puisse éclairer les comportements lors de certaines mobilisations, et d'abord celles qui portent sur des revendications économiques. Et c'est jusqu'à la connotation cynique que l'on peut associer à l'image de l'*homo œconomicus* qui comporte sa fécondité, en opposant un fort antidote aux représentations naïves ou enchantées de tout militantisme comme pur désintéressement. Olson lance un défi salubre à l'analyse sociologique ; il pose au centre du débat une vérité déplaisante pour les analyses en quête de simplicité : la mobilisation collective ne va jamais de soi. Ce constat obligera une génération de chercheurs à relever le gant pour rendre compte des conditions de développement des mouvements sociaux. Rendre à Olson l'hommage qui lui est dû n'interdit nullement d'exiger plus de précisions sur la « rationalité » qu'il met au centre des comportements, sur ses conditions d'existence, d'interroger les limites d'application de ce schéma. Lors d'un congrès de sociologues en 1983, Joseph Gusfield avait ironiquement observé que si le modèle d'Olson semblait parfois manquer de prise sur le réel, la faute en incombait aux individus mobilisés qui n'avaient pas tous lu *La Logique de l'action collective*. Formule provocatrice ? Non, si elle vise à suggérer la très inégale intériorisation d'une disposition au calcul économique selon les milieux et les époques. Non, si elle vient rappeler que la probabilité de traiter les problèmes en termes de calcul rationnel ne se déploie pas à l'identique selon qu'un individu fait ses courses ou assiste à une réunion du Secours catholique ou de Handicap international. Non, si elle aide à conjurer un risque de toute analyse savante : l'objectivisme, soit en l'espèce la confusion entre des modèles théoriques d'explication — mêmes féconds — que le savant élabore pour rendre compte de régularités objectives dans les comportements, et les motivations subjectivement vécues des agents sociaux en action dans la grève ou la manifestation. Une telle démarche suppose de penser le personnage du militant, de l'individu mobilisé en lui donnant une autre consistance sociale que celle d'une machine à calculer (cf. chapitre vi).

IV / La mobilisation des ressources

Les années 1970 vont donner lieu aux États-Unis à l'émergence d'un nouveau cadre d'analyse des mouvements sociaux : la théorie de la mobilisation des ressources. Le contexte politique n'est pas indifférent. La période est celle du *Movement* : agitation des campus, mouvement noir, mobilisations féministes et écologistes. Comme le note Gamson [1975], l'irruption de l'histoire imposait aux chercheurs un objet de recherche, et ceux d'entre eux qui participaient à ces luttes pouvaient malaisément se retrouver dans une part du legs *collective behaviour*, avec son insistance sur le poids des frustrations, parfois sur la dimension pathologique des mobilisations les plus conflictuelles. Un renouvellement des interrogations et des concepts va donc progresser à travers les apports fondateurs d'Oberschall [1973], Gamson [1975], Tilly [1976], McCarthy et Zald [1977]. Dès les années 1980, la « mobilisation de ressources » aura conquis le statut de cadre théorique de référence.

Les dénominateurs communs

Il serait imprudent de surestimer la cohérence d'un « paradigme » de la mobilisation des ressources. Les travaux associés à ce label fonctionnent en fait comme un *continuum* allant d'un pôle encore très économiste, très tributaire d'Olson, à des analyses plus soucieuses d'une prise en compte de variables historiques et sociologiques. D'autre part, le mouvement de la recherche suscite des déplacements de problématiques et d'objets. On observera, après les années 1970, un processus lent mais régulier d'émancipation à l'égard des approches économiques, d'attention croissante accordée à la dimension politique, aux significations vécues par les agents mobilisés. Quatre séries de repères peuvent aider à cerner les grands traits de cette approche.

Comme le *collective behaviour*, la « mobilisation des ressources » cadre large l'action collective, mais différemment. Elle rompt tant avec la fascination pour les situations de foule et de mobilisation violente propre au *collective behaviour*, qu'avec la priorité donnée par Olson aux

mobilisations à enjeux directement matériels. Toutes les formes de mouvements sociaux sont prises en compte, et donc ceux dont les dimensions idéologiques et politiques sont plus explicites, mais aussi les phénomènes de sectes, les croisades morales.

La mobilisation des ressources déplace définitivement la question fondatrice de l'analyse des mouvements sociaux. Il ne s'agit plus, comme dans le modèle *collective behaviour* de se demander *pourquoi* des groupes se mobilisent, mais *comment* se déclenche, se développe, réussit ou échoue la mobilisation. La position de McCarthy et Zald présente par son radicalisme même le mérite de la clarté : il y a toujours, dans n'importe quelle société, assez de mécontentements pour engendrer des mobilisations, ils peuvent même être « définis, créés et manipulés par des entrepreneurs de « causes » et des organisations ». La bonne question est donc de saisir les déterminants de leur essor, ou de leur reflux.

De ce parti pris découle une approche dynamique des mouvements sociaux, pensés comme un processus de construction d'un rapport de forces et de sens. Dans ce modèle les groupes — classe ouvrière, militants des droits civiques — n'apparaissent jamais comme des donnés, des objets trouvés, mais comme des construits sociaux. Une question centrale est donc de comprendre ce qui fait qu'un groupe « prend », tandis que d'autres tout aussi plausibles — les vieux, les téléspectateurs par exemple — n'accèdent pas à une existence mobilisée. « La mobilisation fait référence au processus de formation des foules, des groupes, des associations et des organisations pour la satisfaction d'objectifs communs. Souvent des unités sociales durables sont ainsi formées, avec des dirigeants, des loyalismes, des identités et des buts communs » [Oberschall, 1973, p. 102]. De cette problématique découle une attention centrale donnée à l'organisation comme élément qui structure le groupe, rassemble les ressources pour la mobilisation.

La théorie de la mobilisation des ressources se construit aussi à l'ombre de la statue du commandeur Olson. Tous les travaux initiaux se posent comme des tentatives visant à répondre au fameux paradoxe et à « sociologiser » l'*homo œconomicus* en introduisant dans la problématique de la chair sociale, la diversité des situations concrètes de mobilisation. La notion centrale de *ressource* dit assez cette référence aux concepts économiques. La place donnée à l'organisation en fait l'outil central d'une *entreprise* de protestation qui rassemble des moyens — militants, argent, experts, accès aux médias — pour les investir de façon rationnelle en vue de faire aboutir des revendications. Les progrès scientifiques que vont accumuler les chercheurs de ce courant leur permettront graduellement de se libérer de cette tutelle initiale, non en oubliant le défi d'Olson, mais en le prenant au sérieux pour le dépasser.

La filiation olsonienne

La théorie de la mobilisation des ressources peut être introduite à partir d'un de ses classiques tardifs. McCarthy et Zald [1977] donnent une éclatante visibilité à la filiation olsonienne, en en rendant intelligible le processus de dépassement.

Les mouvements sociaux comme économie et « industrie »

Au premier abord, le modèle de McCarthy et Zald peut sembler durcir la lecture d'Olson. Le lexique du marché y colonise toutes les dimensions du mouvement social. Celui-ci est défini comme « un ensemble d'opinions et de croyances dans une population, qui représente des préférences pour changer des composantes de la structure sociale ». Cette notion économique de *préférence* renvoie à l'image d'une structure floue de demandes, d'attentes de changement social qui requièrent leur entrepreneur pour se cristalliser en mobilisation. Et c'est bien en termes de structure d'offre répondant à ces préférences diffuses que le modèle décrit les *social movements organisations* (SMO). Équivalent fonctionnel de la firme sur un marché, le SMO « est une organisation qui identifie ses objectifs aux buts du mouvement social ou d'un contre-mouvement et tente de satisfaire ses objectifs ». L'ensemble des SMO orientés vers une cause (par exemple, toutes les organisations humanitaires) constitue une branche cohérente, une *social movement industry* (SMI). Enfin, l'ensemble des SMI constitue le *social movement sector*, dont on pourrait, comme l'industrie chimique, déterminer le poids dans la richesse nationale. L'essor du poids du SMS est analysé comme une caractéristique des sociétés où les besoins matériels primaires (nourriture, logement) de l'essentiel de la population sont assurés et où l'accumulation de richesses permet de répondre à des demandes plus qualitatives.

Le point clé de ce cadre consiste à souligner que le « mouvement social », comme attente plus ou moins formalisée sur un type de changement, n'est jamais pleinement mobilisé, qu'il est un potentiel d'action. La mise en branle des énergies protestataires est donc tributaire des organisations (SMO), à la fois structures d'offre et moteurs de la mobilisation. Les organisations qui prennent en charge un mouvement social sont les instances stratégiques où des attentes diffuses se fixent sur des revendications formalisées, où des ressources d'action sont centralisées. En se référant aux travaux des économistes du « choix rationnel », McCarthy et Zald développent alors une forme de théorie économique de la firme et du marché appliquée aux SMO. Ils soulignent l'importance de stratégies publicitaires dans la collecte des fonds, le rôle de véritables « images de marque » par lesquelles ces organisations assoient leur crédibilité ou la perdent, comme l'ont montré dans

les années 1990 les crises financières de la Croix-Rouge française ou de l'ARC à la suite de mises en cause de leur gestion. Le modèle proposé insiste aussi sur les effets de la concurrence qui, dans un secteur porteur, aboutit à une multiplication des organisations sur des créneaux de plus en plus précis, comme semble l'illustrer actuellement la fragmentation des organisations médicales humanitaires (Médecins sans frontières, Médecins du monde, Pharmaciens sans frontières, CARE, etc.). Les phénomènes de professionnalisation des SMO sont également mis en lumière. L'évolution de Greenpeace en est une illustration. Souvent « externalisé » vers des entreprises de communication, le recrutement de membres y devient une activité rémunérée, parfois au pourcentage. Elle aboutit au résultat paradoxal, mais pas forcément indésiré, de faire exploser les adhésions (de 18 000 à 58 000 en France entre 1997 et 2002) tout en les réduisant en général à un rôle passif de contributeur financier d'une organisation hyperprofessionnalisée [Lefevre, 2003].

Entrepreneurs et « militants moraux »

Ainsi présentée, la mobilisation des ressources semblera une simple surenchère sur le modèle olsonien. Ce serait perdre de vue une réponse inédite apportée au paradoxe d'Olson, à travers une typologie des soutiens. La notion d'adhérents prend ici un sens particulier pour désigner les personnes et organisations qui « adhèrent » aux revendications d'une cause, sympathisent par exemple à la protection des animaux. Ils se distinguent des « membres actifs » (*constituents*) qui, eux, apportent aux SMO temps, argent, soutiens concrets. De façon plus originale intervient une distinction entre ces membres actifs. Les uns, désignés comme « bénéficiaires potentiels », tireront un profit personnel du succès de l'organisation. Tel serait le cas d'Américains noirs engagés dans le mouvement des droits civiques. D'autres membres actifs, les « militants moraux » (*conscience constituents*) soutiennent l'organisation sans en tirer un bénéfice matériel, comme par exemple les étudiants blancs, étudiés par Doug McAdam [1988], qui viendront durant l'été 1964 dans le Mississippi contribuer à la campagne d'enregistrement des Noirs sur les listes électorales. L'injection de ressources militantes ou financières au profit d'une cause que permettent ces militants moraux apporte une réponse empirique inédite au paradoxe d'Olson. Ces ressources extérieures font chuter les coûts de l'action collective pour les groupes directement concernés et modifient dans un sens favorable le rendement de la participation. L'histoire du mouvement noir américain donne de forts éléments d'illustration de cette thèse. Sa radicalisation à la fin des années 1960, l'apparition de groupes tels les *Blacks Panthers* qui passent d'un discours des « droits civiques » à un discours mêlant lutte des classes et lutte des races vont susciter un retrait sensible des soutiens financiers des milieux libéraux blancs qui

déstabilisera jusqu'aux organisations noires modérées comme la NAACP [McAdam, 1982].

Le militant moral peut s'incarner dans la figure spécifique de l'entrepreneur de protestation, véritable schumpétérien du mouvement social. Celui-ci joue, sans qu'on puisse trouver un intérêt matériel immédiat à son engagement, le rôle de porte-parole et d'organisateur d'un SMO, apportant de l'extérieur un savoir-faire, des réseaux, une logistique que tel groupe latent — parce que trop atomisé, désarmé culturellement, stigmatisé — ne parvient pas à construire à partir de ses ressources propres. La figure de l'Abbé Pierre pour les mal-logés peut suggérer en quoi ce personnage peut être autre chose qu'une invention de sociologue : un acteur empiriquement identifiable dans des mobilisations récentes chez les sans-papiers [Siméant, 1998]. Comment ne pas relever au passage le rapport de cousinage qu'entretient ce modèle sociologique avec le personnage du militant révolutionnaire apportant de l'extérieur la conscience critique à la classe ouvrière dans le modèle léniniste... et par là la force de sensibilités sociologiques chez des responsables politiques ?

La construction théorique de McCarthy et Zald donne plus de systématisation et de sophistication au modèle olsonien. Elle trouve un complément à l'explication de l'action par les seules incitations sélectives. Elle se heurte aux doutes suscités par le modèle RAT. Militants moraux et entrepreneurs de protestation éclairent la résolution du paradoxe pour en susciter un nouveau. Car la théorie ne nous dit pas ce qui les fait courir et militer. Un modèle d'analyse économique doit ici faire appel à un *deus ex machina*, libéré, lui, des trivialisés du calcul des rendements, véritable antithèse de l'*homo œconomicus*, pour résoudre les paradoxes issus de la logique économique. Il est bien sûr possible de considérer que les militants moraux trouvent des « profits » dans le sentiment de se consacrer à une juste cause, que certains y gagnent la célébrité, deviennent des salariés du mouvement. Mais les ligoter ainsi à une explication économique soulève, on le verra, autant de problèmes que cela en résout.

Sociologiser le cadre théorique

Le dépassement sociologique du paradoxe olsonien sera véritablement amorcé par les travaux d'Oberschall [1973]. Dans une formule heureusement ambiguë, celui-ci définit son dessein comme celui d'« élargir » le modèle d'Olson. Rien n'interdit de rappeler qu'en français, ce verbe désigne aussi l'action de libérer un prisonnier...

Partir de la structuration sociale

En partant de l'analyse des formes de sociabilité, de l'intensité et de la nature des liens qui associent les membres d'un groupe ou d'une communauté entre eux et de ceux qui les relie aux diverses autorités sociales, Oberschall introduit une densité sociale dans des modèles d'analyse trop souvent plus abstraits que théoriques. Son apport se construit au départ dans la critique des thèses relatives à la « société de masse ». L'analyse des régimes totalitaires a suscité un ensemble de réflexions centrées sur l'image d'une désorganisation sociale, d'une atomisation des individus qui aurait été le terreau des mouvements totalitaires. Dans son *Système totalitaire*, Hannah Arendt [1951] — qui sollicite au passage Le Bon — décrit ainsi les masses : « Des gens qui, soit à cause de leur simple nombre, soit par indifférence, soit pour ces deux raisons ne peuvent s'intégrer dans aucune organisation fondée sur intérêt commun [...]. Elles sont étrangères à toutes les ramifications sociales et à toute représentation politique normale [...]. La principale caractéristique de l'homme de masse est... l'isolement et le manque de rapports sociaux normaux. » Contre ces explications, qu'on trouve aussi chez Kornhauser ou Hoffer dans les années 1950, Oberschall souligne que l'Allemagne de Weimar ne peut être réduite à une société atomisée par la crise de 1929. Le pays conserve au contraire un dense maillage de liens associatifs, de sociabilités religieuses ou professionnelles. En s'appuyant sur les travaux d'historiens, Oberschall montre que les succès politiques des nazis reposent sur la captation d'une part de ces réseaux, sur une mobilisation relayée et structurée par des liens d'interconnaissance, de solidarité préexistants. Le sens de ce détour est clair. Puisque même un type de mobilisation présenté comme typique d'une société désagrégée révèle le poids des structures sociales de solidarité, tout travail sur les mouvements sociaux implique de partir de la structure sociale, des réseaux préexistants de solidarité.

Oberschall développe alors une cartographie sociale originale. Une première variable (verticale dans le tableau) concerne les liens entre le groupe étudié et les autres éléments de la société concernée, spécialement les groupes et institutions titulaires de position d'influence ou de pouvoir. Un groupe est *intégré* quand il dispose de connexions stables lui donnant des chances d'être entendu des autorités supérieures (mécanismes de représentation, clientélisme, etc.). Un groupe est en situation *segmentée* quand il ne dispose pas de tels relais, se trouve isolé par rapport aux autres groupes, aux centres de pouvoir. Les sentiments d'oppression, de contrôle extérieur sur la communauté ont ainsi des chances d'être plus fortement ressentis. Une seconde série de variables (axe horizontal) concerne la nature des liens au sein du groupe analysé. Le modèle reprend alors pour l'essentiel le couple communauté/société. Dans le premier cas une organisation traditionnelle structure fortement

la vie commune, y ordonne toutes les dimensions de la vie sociale (tribu, communauté villageoise traditionnelle). Dans l'autre, une stratification sociale plus complexe s'accompagne de l'existence d'un réseau de groupes et associations de toutes natures — religieuses, sportives, culturelles, politiques. Une troisième situation désigne les groupes faiblement organisés qui ne peuvent disposer d'aucun de ces principes fédérateurs ; on peut songer ici au cas extrême des groupes très dominés ou stigmatisés (vagabonds, prostituées), à l'ensemble des situations où le communautaire se délite sans que n'aient encore cristallisé des structures associatives volontaires. Le jeu des deux variables donne une typologie à six situations.

La typologie d'Oberschall

Liens aux groupes supérieurs et pouvoirs	Liens au sein du groupe		
	Modèle communautaire	Peu d'organisation	Modèle associatif
Intégré	A	B	C
Segmenté	D	E	F

Structure sociale et mouvements sociaux

Le modèle débouche sur une lecture des formes et potentiels des mouvements sociaux. Dans la première ligne horizontale, l'existence de connexions aux groupes supérieurs et pouvoirs garantit une forme de relais aux revendications, soit que le groupe dispose de porte-parole « naturels » dans le cas A (chef de village, membre de la gentry dans l'Angleterre villageoise du XVIII^e siècle), soit que les organisations existantes (syndicats, chambre de commerce) donnent un potentiel de mobilisation — mais aussi de blocage si elles ne relayent pas le mécontentement — dans le cas C. Le cas B, marqué par la faiblesse des liens internes au groupe et la lutte individuelle pour la promotion, donne le terrain d'élection du clientélisme, voire du banditisme au service d'un patron (modèles maffieux des sociétés rurales d'Italie du Sud). Dans la ligne horizontale inférieure, l'absence de relais institutionnalisés exige de plus fortes mobilisations pour se faire entendre des autorités. La dimension communautaire rend possible dans le cas D des mobilisations rapides et énergiques lorsque le groupe se sent menacé. Oberschall cite ici le mouvement *Mau-Mau* dans le Kenya colonisé. La case E donne les situations les plus éruptives. La faible intégration du groupe jointe à sa faible organisation cumule les obstacles à la mobilisation. Mais si celle-ci survient, elle sera souvent brève et violente, faiblement organisée faute de dirigeants : émeutes frumentaires du XVIII^e siècle en Europe, insurrections des ghettos américains dans les années 1960. On suggérera aussi que ces situations sont de celles qui offrent un espace à

des entrepreneurs de protestation extérieurs au groupe. Le modèle F se rapproche du précédent, mais les formes des mouvements sociaux varient ici beaucoup (des mouvements de libération nationale aux millénarismes) selon le degré de cristallisation des réseaux associatifs, l'émergence de dirigeants et d'organisations aptes à formuler des programmes.

L'acquis le plus net des analyses d'Oberschall est bien de souligner le poids des données de structuration sociale, des réseaux de solidarité. Il aide par là à expliciter la notion de mobilisation des ressources. Le poids d'un groupe dans un mouvement social dépend d'un capital de moyens, de *ressources*. Celles-ci peuvent tenir à la « masse » du groupe (nombre, puissance économique, intensité des liens objectifs), à la force de son sentiment identitaire (on retrouve ici la question de la conscience de constituer un « nous », une « classe pour soi »). Les ressources peuvent encore désigner une capacité d'action stratégique (pouvoir de nuisance du groupe, capacité à produire un discours de légitimation socialement recevable, flair tactique des dirigeants). Elles renvoient enfin à l'intensité et à la variété des connexions aux centres sociaux de décision. Il est à vrai dire vain de chercher à fermer la liste infinie des ressources : elles n'existent que relationnellement, dans un contexte concret d'interdépendances. Leur cotation varie selon les configurations de conflit. Un savoir-faire en matière de relation aux médias est pour un état-major syndical secondaire en 1950, stratégique en 2000. Des ressources ne sont qu'un potentiel qu'il importe d'activer, de mobiliser — au sens militaire — dans une visée d'action stratégique, autour d'organisations ou de dirigeants. Oberschall souligne combien ces derniers manifestent souvent des propriétés sociales atypiques au sein de leur milieu, en particulier en termes de niveau d'instruction. La dynamique des mobilisations a aussi pour effet de créer de véritables carrières de dirigeant, par professionnalisation, par fascination pour les satisfactions du pouvoir, mais aussi de façon plus contrainte, lorsque les engagements militants sont l'une des seules promotions ouvertes aux dominés, lorsque le militantisme fait franchir des points de non-retour en interdisant l'accès à certaines professions, en solidifiant une identité de porte-parole qui ne peut être abandonnée sous peine de renier toute une existence.

L'apport d'une sociologie historique

L'œuvre la plus aboutie de la première génération des travaux de la « mobilisation des ressources » est fournie par Tilly [1976]. Les grands cadres analytiques qu'il déploie ne rompent pas fondamentalement avec les modèles d'Oberschall. D'une façon déjà classique, Tilly analyse les conditions sociales de mobilisation. Quelle conscience a un groupe

de ses intérêts ? Quelles formes de solidarité le font tenir ? Quelles stratégies déploie-t-il ? En quoi le contexte macro-social peut-il favoriser ou inhiber la protestation ? Mais si la plupart des questions sont classiques, plusieurs des réponses innovent parce qu'elles affinent la réflexion sur la sociabilité, les stratégies, le politique, prennent en compte le temps long.

La variable organisation : de la logistique à la sociabilité

La première rupture chez Tilly porte sur la notion d'organisation. Que signifie le fait qu'une cause, qu'un groupe soit « organisé » ? McCarthy et Zald proposent avant tout une conception que l'on pourrait nommer logistique. Être organisé revient à disposer d'entrepreneurs de protestation, d'une structure (association, syndicat) qui regroupe des ressources, définit objectifs et stratégie. L'approche d'Oberschall combinait à cette approche une prise en compte des liens internes au groupe. Tilly place la sociabilité au cœur de la définition du groupe organisé. Deux variables vont définir l'organisation. La *netness* ou *résiliarité* (de *net* : réseau) renvoie au tissu des sociabilités volontaires. Les agents sociaux en sont les architectes ; elles fonctionnent sur une logique élective. La foule d'un stade incarne un degré zéro de résiliarité, l'association une forme élevée puisque volontaire, d'autant plus élevée que cette coopération volontaire imprime sa marque à des pans importants de la vie quotidienne. La *catness* (terme forgé à partir de *category*) désigne par opposition des *identités catégorielles*, auxquelles les individus sont assignés par des propriétés objectives. Être femme, Français, noir constitue des identités non choisies. L'observation vaut largement pour les situations professionnelles... une identité ouvrière, un statut de polytechnicien ne se modifie pas aussi facilement que l'appartenance à un club d'œnologie. Ces deux domaines de sociabilité se combinent en *catnet* (*catness* + *netness*). Celle-ci sera très forte quand les deux variables convergent, là où par exemple, autour du SPD allemand de Kautsky ou du PCF de Thorez, une identité ouvrière forte s'associe à une sociabilité volontaire autour de syndicats, associations, clubs de jeunes. La *catnet* peut être faible lorsque la sociabilité amicale, associative, ludique est largement dissociée de l'univers du groupe catégoriel. L'hypothèse générale de Tilly consiste à suggérer qu'un groupe est d'autant mieux « organisé » pour défendre ce qu'il perçoit comme ses intérêts qu'il se caractérise par une forte *catnet*.

Stratégies

Un autre apport important de Tilly tient aux éclairages qu'il fournit sur la dynamique des affrontements dans les mouvements sociaux. Trois de ces apports justifient une halte. Tilly souligne d'abord le fait

Le déclin d'un système de *catnet*

L'évolution du monde des instituteurs français offre un terrain pertinent pour mettre en œuvre les hypothèses de Tilly. Le modèle des « hussards noirs de la République » traduit un fort taux de *catnet* [Jacques Ozouf, *Nous les maîtres d'école*, Gallimard, 1973]. Socialisés dans des Écoles normales dont le fonctionnement comporte des parentés avec les « institutions totales » (internat, discipline, référence à une mission) les instituteurs intériorisent une forte identité professionnelle. Ils développent aussi une intense sociabilité volontaire (*netness*) centrée sur le groupe professionnel. L'importance des mariages entre membres de la profession, le développement de coopératives et de mutuelles, l'investissement dans les associations culturelles, amicales laïques, organisations de jeunesse en donnent l'illustration, tout comme la forte présence au sein de la SFIO. Cette forte *catnet* se traduit dans un taux élevé de syndicalisation au syndicat national des instituteurs, une grande force de mobilisation.

La crise du syndicalisme des instituteurs, qui devient éclatante dans les années 1980, peut au moins pour partie se lire comme le contrecoup d'une érosion de la *catnet*. Le fonctionnement des Écoles normales, devenues IUFM (qui perdent le monopole du recrutement), tend à se rapprocher de celui de segments ordinaires du monde universitaire. La dévaluation du statut d'instituteur produit un affaiblissement de l'identité professionnelle qu'accroît l'entrée dans les IUFM d'étudiants y pénétrant parfois par choix négatif à l'issue du DEUG, puis ultérieurement de titulaires de seconds ou troisièmes cycles trouvant là un concours-refuge. L'élargissement de la palette du recrutement social, la croissance du pourcentage d'institutrices mariées à des conjoints étrangers au monde de l'enseignement et du secteur public réduisent aussi la *catnet*. Tous ces facteurs contribuent à la baisse de la syndicalisation, à des rapports plus consuméristes aux associations nées du milieu, à l'émergence de modes inédits de mobilisations telles les coordinations — se déployant aussi contre le SNI, symbole de l'état antérieur du milieu [Geay, 1991].

que la façon dont des agents sociaux déterminent une stratégie n'est pas l'effet d'une disposition héréditaire au calcul rationnel. Il reconstitue la genèse de ces attitudes à travers les progrès des logiques du marché, de la bureaucratie, du contrat, et leurs effets sur les cultures et mentalités, aide à saisir comment ont pu se développer concrètement des dispositions identifiables à celles de l'*homo œconomicus*. Tilly souligne aussi que les agents mobilisés ne sont jamais assujettis à un seul type de rationalité. Le modèle olsonien où les agents n'entendent pas dépenser plus de ressources qu'ils n'attendent de gains n'est pour lui qu'un cas de figure. Il existe en fait une palette de stratégies, tributaires de modèles culturels qui pèsent sur ce que les joueurs mobilisés acceptent de miser, de la nature des biens collectifs qu'ils convoitent. Certains biens, comme l'indépendance nationale, la reconnaissance d'une dignité peuvent susciter des comportements de kamikazes (*zealots*), prêts à supporter des coûts d'action collective apparemment prohibitifs au regard d'une évaluation matérielle du bien visé.

Les modèles théoriques développés insistent aussi fortement sur la prise en compte du particularisme de chaque mobilisation. Il n'existe

pas de « mouvement social » abstrait, mais des manifestations datées de paysans, des grèves d'agents des impôts. Une même intensité de mobilisation engendre des effets distincts en période pré- ou post-électorale. Groupes et formes d'action sont inégalement « acceptables » pour les pouvoirs publics. Les violences paysannes ou commerçantes sont moins réprimées que celles des étudiants ; il est moins facile de dénigrer auprès de l'opinion des infirmières que de jeunes chômeurs issus de l'immigration. La dimension des représentations et perceptions constitue aussi un élément fort, et non économique, des stratégies.

Enfin, Tilly insiste sur la composante politique des mouvements sociaux. Il insiste sur la division fondamentale entre groupes *participants*, disposant d'un accès routinisé aux foyers de décision politique et les *challengers*, proches des « segmentés » chez Oberschall. Mais un élément de dynamique s'ajoute ici. Tilly souligne que la société organisée politiquement, la *polity*, n'est jamais étanche. Les *challengers* peuvent se regrouper, nouer des alliances avec des « participants » en position de faiblesse et accéder ainsi aux centres de décision. Fruit des mobilisations et résultats électoraux du mouvement, et du souci de la gauche de se libérer du tête-à-tête avec la FNSEA-CNJA, la reconnaissance tardive de la représentativité de la Confédération paysanne par un gouvernement socialiste en donnerait une illustration.

La dimension du temps long

Historien, Tilly réintègre enfin le temps long dans l'analyse des mouvements sociaux. Son parti pris de comparaisons systématiques étalées sur plusieurs siècles [1986] lui permet de saisir des évolutions lentes, des ruptures que masque la seule attention au présent. La présentation de la notion de *répertoire* a déjà permis de saisir cet aspect. Si les répertoires changent au fil des siècles, une observation similaire vaut pour la nature même des interactions conflictuelles, ce que Tilly nomme leurs *registres*. Jusqu'au début du XVII^e siècle domine un registre *compétitif*. Il s'agit au sein de la communauté, ou à l'égard d'une communauté voisine (village) de revendiquer ou de défendre des ressources concurrencées par d'autres. Dans cette « économie morale », la communauté considère qu'elle a des droits sur sa production et ses richesses. Une illustration en est donnée par le charivari, le plus souvent occasionné par une mobilisation des jeunes gens qui viennent brocarder ou mettre à l'amende un veuf ou un ressortissant du village voisin qui épouse une jeunesse du village, soustrayant un « parti » possible à la jeune génération locale [Thompson, 1993]. Le XVII^e siècle, avec les progrès de la centralisation étatique, le XVIII^e avec les prémices de la révolution industrielle, vont déplacer le registre dominant des mouvements sociaux vers le *réactif*. Il s'agit cette fois d'une lutte défensive contre l'intrusion de forces sociales plus lointaines, extérieures à la

communauté : agents de l'État, grands propriétaires, négociants. On peut intégrer à ce registre les résistances à la conscription, les luttes contre la remise en cause des droits de pâture sur des terres communales, le refus de voir des récoltes locales (grains) acheminées vers des marchés urbains. Le XIX^e siècle voit enfin émerger, puis l'emporter le registre *pro-actif*. Il s'agit cette fois de réclamer des droits qui n'avaient jamais existé, jamais été reconnus. Le mouvement ouvrier et la conquête des droits sociaux en donnent l'exemple. Ce dernier registre peut en large part s'expliquer par la force acquise par une classe ouvrière spatialement concentrée, par les facilités de coordination apportées par médias et moyens de communication, par le rôle des élections comme site et école d'élaboration de programmes revendicatifs.

La mobilisation des ressources s'installe à la fin des années 1970 comme le cadre théorique de référence. Elle le restera durablement. Les justifications de ce succès sont nombreuses. La nouvelle approche dépasse les ambiguïtés de la notion de frustration, sort de ce qui a pu être critiqué comme « l'atomisme psychologique » du *collective behaviour*. Elle intègre les mises en garde salubres d'Olson, dans une approche des mouvements sociaux qui les prenne sociologiquement au sérieux, cessant de les sous-traiter aux psychosociologues et économistes. Les gains sont spécialement nets dans la compréhension de l'inégale capacité de mobilisation des groupes, à partir de l'attention accordée aux faits de structuration sociale, aux sociabilités. Ils le sont aussi dans l'attention croissante apportée aux mouvements sociaux comme processus, aux interactions stratégiques, avec le rôle clé des organisations. Mais une esquisse de bilan doit aussi prendre acte de faiblesses. Nombre de textes offrent d'ambitieuses constructions théoriques. Mais, hormis chez Tilly, où sont les mises à l'épreuve systématiques de ces modèles sur un terrain précis ? Suffit-il de distinguer intégrés et challengers pour avoir pris en compte la dimension politique ? L'invention des « militants moraux » est-elle une façon satisfaisante de traiter les problèmes soulevés par la contribution des économistes ? Comment ne pas remarquer le peu d'intérêt accordé par ces travaux aux idéologies, au vécu des personnes mobilisées ?

V / De « nouveaux » mouvements sociaux ?

La notion de « nouveaux mouvements sociaux » fait référence à deux phénomènes imbriqués. Il s'agit d'une désignation utilisée pour identifier des formes et des types originaux de mobilisations qui émergent dans les années soixante et soixante-dix. Mais le phénomène devient aussi théorie et suscite le développement d'un corps de travaux qui prennent appui sur les singularités de ces mobilisations pour chercher à renouveler l'analyse des mouvements sociaux, la réflexion sur l'avènement d'une société postindustrielle. Le travail sociologique sur les nouveaux mouvements sociaux comporte aussi la particularité de se développer pour l'essentiel en Europe à travers les multiples enquêtes de l'équipe Touraine [1978, 1980], les analyses de Melluci [1977] en Italie, Offe en Allemagne (*in* Dalton et Kuechler [1990]), Kriesi [1995, 1996] en Suisse, Klandermans (*in* Dalton et Kuechler [1990]) et Koopmans aux Pays-Bas, plus tard Riechmann et Fernández-Buey en Espagne [1994].

La texture du « nouveau »

La thématique des nouveaux mouvements sociaux (NMS) est inséparable des mobilisations contestataires qui naissent à la fin des années soixante. Dans un inventaire qui ne comporte pas moins de treize rubriques, Melluci identifie ces nouvelles formes de mobilisation dans le féminisme, l'écologisme, le consumérisme, les mouvements régionalistes et étudiants, ceux de la contre-culture jeune, les mouvements anti-institutionnels, les luttes ouvrières qui mettent en action immigrés et jeunes ouvriers. La liste ressemble fort à la table des matières d'une histoire épique des années « 1968 ». La plupart des analystes des NMS s'accorde pour identifier quatre dimensions d'une rupture avec les mouvements « anciens », symbolisés par le syndicalisme, le mouvement ouvrier.

Les *formes d'organisation* et *répertoires d'action* matérialisent une première singularité. En rupture avec le fonctionnement des structures

syndicales et partisans, les nouveaux mouvements sociaux manifestent une défiance explicite devant les phénomènes de centralisation, de délégation d'autorité à des états-majors lointains, au profit de l'assemblée générale, du contrôle des dirigeants. Leurs structures sont plus décentralisées, laissent une large autonomie aux composantes de base. Leur démarche consiste aussi davantage à prendre en main un seul dossier (*single-issue organization*), une seule revendication concrète dont la réalisation fait disparaître une organisation « biodégradable », à travers des procédures de recours au référendum d'initiative populaire, comme en Suisse. Les NMS se singularisent aussi par une inventivité dans la mise en œuvre de formes peu institutionnalisées de protestation (*sit-in*, occupations de locaux, grèves de la faim), leur adjoignant souvent une dimension ludique, une anticipation sur les attentes des médias.

Une deuxième ligne de clivage réside dans les *valeurs* et *revendications* qui accompagnent la mobilisation. Les mouvements sociaux classiques portaient avant tout sur la redistribution des richesses, l'accès aux sites de décision. Les NMS mettent l'accent sur la résistance au contrôle social, l'autonomie. Plus qualitatives, leurs revendications sont souvent non négociables : une demande de fermeture de centrale nucléaire ou d'abrogation de lois contre les homosexuels se prête moins à compromis qu'une revendication salariale. Ces revendications comportent une forte dimension expressive, d'affirmation de styles de vie ou d'identités, comme le suggère un terme comme *gay pride*. Melluci souligne à ce propos la place prise par le corps dans ces mobilisations (lutte de femmes, minorités sexuelles, santé publique). Il discerne dans cette valorisation du corps, du désir et de la nature la revendication de relations échappant à la rationalité calculatrice, quantitative du capitalisme moderne.

C'est par ricochet le *rapport au politique* qui contient une troisième différence. Dans les mouvements sociaux de la période 1930-1960, fonctionne régulièrement un binôme syndicat-parti. La conquête du pouvoir d'État, l'accès à ce que Tilly nomme *polity* constituent un enjeu central. La valorisation de l'autonomie modifie radicalement les objectifs. Il s'agit désormais moins de défier l'État ou de s'en emparer que de construire contre lui des espaces d'autonomie, de réaffirmer l'indépendance de formes de sociabilité privées contre son emprise.

La nouveauté de ces mouvements sociaux serait enfin liée à l'*identité* de leurs acteurs. Les mouvements de la société industrielle se revendiquaient d'identités de classe. Ne parlait-on pas de mouvement ouvrier, de front populaire, de syndicat paysan ? Les nouvelles mobilisations ne s'autodéfinissent plus comme expression de classes, de catégories socio-professionnelles. Se définir comme musulman, hispanophone, homosexuel ou antillais, appartenir aux « Amis de la Terre », tout cela renvoie à d'autres principes identitaires. Touraine invite cependant à rester

L'analyse d'Alain Touraine

Touraine se démarque du courant de « mobilisation des ressources » dont il critique la vision « pauvre et superficielle » des mouvements sociaux comme simples supports de revendications matérielles. Celle-ci réduit les mobilisations à des groupes de pression, en néglige les contenus idéologiques, les dimensions de solidarité, d'hostilité à l'adversaire. Mais la définition du mouvement social par Touraine est aussi très particulière, au sein de l'approche NMS. Pour lui, il y a dans chaque société un mouvement social et *un seul* qui soit placé au cœur des contradictions sociales, qui incarne non une simple mobilisation, mais un projet de changement social, de « direction de l'historicité, c'est-à-dire des modèles de conduite à partir desquels une société produit ses pratiques ». Pour parvenir à ce statut de mouvement social, une mobilisation doit à la fois être capable de définir clairement un adversaire social, de se donner une identité sous la forme d'un projet qui porte la vision d'une autre organisation sociale et non d'une simple revendication ponctuelle. Le travail de Touraine et de ses collègues (F. Dubet, M. Wieviorka) autour des mobilisations étudiantes, régionalistes, antinucléaires prend alors la connotation d'une quête du mouvement social apte à prendre la relève du mouvement ouvrier. « On comprend mieux maintenant, dans ce

contexte historique, l'objectif central de notre recherche, découvrir le mouvement social qui occupera, dans la société programmée, la place centrale qui fut celle du mouvement ouvrier dans la société industrielle et du mouvement pour les libertés civiques dans la société marchande » [1978, p. 40]. Mais cette quête est aussi travail de deuil permanent. Même les potentialités jugées fortes du mouvement antinucléaire [1980] s'enlisent dans des enjeux locaux, la tentation du repli communautaire, l'impuissance à produire un cadre théorique qui identifie clairement ses valeurs, la désignation d'un adversaire (l'atome ? le plan Messmer ? le pouvoir technocratique ?).

L'approche tourainienne s'identifie aussi à une méthode : l'*intervention sociologique*, largement théorisée par Touraine [1978, 1980]. Les sociologues doivent entrer en contact direct avec le mouvement social, échanger avec ses acteurs. Ils doivent obliger le groupe mobilisé à expliciter le sens de son action par un double processus de confrontation intellectuelle entre le groupe mobilisé et ses adversaires (invitation d'un responsable d'EDF chez des antinucléaires, par exemple), entre le groupe et l'analyse des sociologues sur son action. Ce processus stimule une auto-analyse par le groupe mobilisé, provoque une maïeutique qui permet à la fois aux acteurs d'explicitier le sens de leur lutte et aux sociologues de construire leur analyse.

attentif aux formes nouvelles du conflit de classe. Les représentations des agents mobilisés sont importantes. Le poids constant des classes moyennes salariées fortement diplômées dans les NMS, la persistance de clivages sociaux traditionnels au sein de formes inédites de mobilisations constituent aussi des faits têtus.

Les luttes de l'après-société industrielle

L'enjeu du débat sur les nouveaux mouvements sociaux ne se restreint pas à identifier un renouvellement des formes de la mobilisation. C'est tout un diagnostic de changement social qui se joue, le

possible passage dans un nouveau « registre » — pour emprunter à Tilly — postmatérialiste de l'action collective.

La « révolution silencieuse » du postmatérialisme

Les travaux américains de Ronald Inglehart [1977] apportent un important arrière-plan à l'analyse des NMS. Sa thèse centrale souligne que, dans les sociétés occidentales, la satisfaction des besoins matériels de base pour l'essentiel de la population déplace les demandes vers des revendications plus qualitatives de participation, de préservation de l'autonomie, de qualité de vie, de contrôle des processus de travail. Inglehart associe aussi ce glissement « post-matérialiste » des attentes à la valorisation des questions identitaires, de la quête d'une estime de soi. Il souligne également les effets du processus de scolarisation comme élément explicatif d'une moindre disposition des générations nouvelles aux pratiques de délégation et de soumission à un ordre organisationnel fortement hiérarchique. Ces données participent en fait d'un ensemble de travaux sociologiques plus anciens dont l'hypothèse centrale tourne autour d'une forme de dépassement du modèle de la société industrielle et de ses conflits. Daniel Bell avait labellisé l'idée d'une société « postindustrielle », Inglehart identifie un « postmatérialisme », mais s'emploie aussi, à travers la mobilisation d'enquêtes et la construction d'indicateurs, à apporter des éléments d'objectivation de cette tendance. En comparant sur six pays d'Europe occidentale les systèmes d'attitudes et de hiérarchies de valeur, il met ainsi fortement en évidence la montée constante d'un univers de valeurs « postmatérialistes » à peine perceptibles dans les générations âgées, mais déjà dominantes dans les premières générations des *baby-boomers*. S'intéressant aux Verts allemands (*in* Dalton et Kuechler [1990]), il rejoint les analyses des théoriciens des NMS pour voir, tant dans les revendications du mouvement que dans son organisation pensée comme anti-oligarchique, une mobilisation caractéristique des nouvelles tendances culturelles, le signe de l'entrée dans une ère sociale nouvelle.

Vers un nouvel ordre social

Toute l'originalité et même le bien-fondé de la littérature sur les nouveaux mouvements sociaux se jouent ici. Pour les auteurs de ce courant, l'intérêt de l'objet ne tient pas seulement à ce qu'il manifeste un renouvellement des mouvements sociaux, mais à ce qu'il fonctionne comme révélateur d'un « après » du mouvement ouvrier, de la société industrielle, des luttes centrées sur l'usine. Les théoriciens des nouveaux mouvements sociaux manifestent une ambition théorique forte : celle de partir de l'analyse des mobilisations pour comprendre la nature même des sociétés contemporaines. Ils vont souligner combien

le capitalisme contemporain est marqué par le rôle de la technique, l'importance des compétences gestionnaires qui se conjuguent pour susciter un pouvoir technocratique.

Dans ce système de plus en plus mondialisé, de plus en plus complexe, de plus en plus apte aussi à centraliser données et informations de toute nature, ce sont les possibilités de maîtrise et de contrôle du développement social, de l'« historicité » qui s'accroissent, qui doivent être impérativement utilisées pour éviter les effets pervers et les dérapages du développement. La « société programmée » qu'évoque Touraine est aussi parente de cette « société du risque » que mettront à l'ordre du jour les années quatre-vingt-dix. La place prise par la dimension gestionnaire, la collecte de l'information, la connaissance des comportements sociaux porte aussi une dimension de l'information et de la communication au cœur du nouvel ordre social. Melluci utilise l'image des expropriations de paysans au moment de la révolution industrielle pour proposer la métaphore d'une seconde expropriation, culturelle et symbolique celle-là, par le capitalisme moderne.

Deux exemples expliciteront cette image. Le développement, très récent, du marché des cosmétiques pour hommes n'a pu s'opérer que par un travail symbolique — *via* la publicité et le discours médical en particulier — qui va redéfinir le rapport masculin au vieillissement, retravailler par là l'identité masculine même, et donc dévaluer aussi des représentations antérieures, socialement situées, de la virilité. Les politiques de prévention du risque — tabagisme, alcool, consommation de graisses, MST et cancers — sont aussi de celles qui, partant d'une connaissance savante des comportements, peuvent produire des effets de dénonciation ou de stigmatisation de styles de vie « à risques », « archaïques », et par extension la déstabilisation de certains statuts identitaires. Le fonctionnement parallèle des politiques publiques et des impératifs de création de marchés nouveaux donne désormais une place centrale aux activités de traitement de l'information, de maniement de symboles dans le travail des pouvoirs sociaux. Parce que ces interventions affectent pour des groupes entiers leurs images sociales, leurs styles de vie, la société « programmée » ou « d'information » agit sur des éléments constitutifs de l'identité. Le fait explique aussi pourquoi, sur un mode tantôt réactif, tantôt proactif, la question identitaire émerge comme enjeu politique. Les analyses relatives aux nouveaux mouvements sociaux rendent intelligible cette dimension d'une part importante des mobilisations contemporaines.

Un bilan contrasté

Un effet « trente glorieuses » ?

La sociologie des nouveaux mouvements sociaux s'est plongée avec passion dans l'analyse des formes nouvelles de mobilisation qui ont accompagné l'apogée des années prospères de l'après-guerre. On hésitera pourtant à écrire que ce corpus de recherche ait laissé une boîte à outils conceptuelle encore très féconde. La littérature sur les nouveaux mouvements sociaux a souvent mal vieilli, en partie parce que prisonnière du moment de son élaboration.

Un premier travers réside dans une fascination pour l'objet, une impatience à théoriser l'immédiat, qui débouche parfois sur une célébrité complice de la nouveauté. Or, nombre des traits associés au « nouveau » se retrouvent sans peine dans diverses séquences de mobilisations « anciennes ». La revendication de la journée de travail de huit heures par le mouvement ouvrier du début du siècle n'était-elle pas qualitative ? Les occupations d'usine, les marches de chômeurs qui ont marqué les années trente n'incarnaient-elles pas des innovations tactiques comparables à celles des « nouvelles » mobilisations récentes ? La revendication d'égalité de droits qui a structuré dans les années cinquante et soixante le « vieux » mouvement noir pour les droits civiques n'était-elle pas éminemment qualitative ? À l'inverse, on peut observer qu'une part des « nouveaux » mouvements qui avaient suscité un travail de théorisation ont subi, comme l'écologisme en Allemagne ou en France, des processus d'institutionnalisation avancés. Sans postuler une sorte d'« histoire naturelle » des mouvements sociaux qui les refroidirait inexorablement vers le statut de groupe de pression, des travaux comme ceux de Tarrow [1989] sur le « mai rampant » italien des années 1967-1973 ou de Klandermans ([1990] *in* Dalton et Kuechler) sur le pacifisme aux Pays-Bas montrent que les leaders des « nouveaux » mouvements peuvent être d'ex-cadres d'organisations « anciennes », que les moments de dislocation organisationnelle rapprochent souvent de façon surprenante structures et acteurs de l'ancien et du nouveau. Bref, penser le nouveau comme étant aussi, en partie, lisible en termes de moment dans une trajectoire d'institutionnalisation peut éviter d'annoncer d'abusives épiphanies, en comparant des mouvements sociaux vieux d'un siècle — syndicalismes, mouvement ouvrier — et des mobilisations émergentes.

Un second travers de l'analyse des NMS a trait à la surestimation possible de l'importance, de la durabilité de certaines formes de mobilisation. Il serait parfois cruel de demander : « Qu'est le nouveau devenu ? » Où sont passés en France les mouvements féministes, régionalistes ? Les mobilisations anti-institutionnelles sur les prisons ou l'hôpital psychiatrique ? Le poids des années de crise, le chômage ont

La double dynamique de mobilisations modernisatrices

Melucci [1982] a pu évoquer l'ambiguïté modernisatrice des NMS. Ceux-ci doivent inséparablement une part de leur réussite initiale et de leur résorption parfois rapide à deux facteurs. En premier lieu, ils se sont souvent attaqués aux segments les plus archaïques des institutions politiques ou sociales (hôpitaux psychiatriques, prisons, institution judiciaire, législations relatives à la sexualité et à l'avortement). Ces mobilisations ont trouvé jusqu'au sein de l'État et des élites modernisatrices des relais et des sympathies qui contribueront à des changements. Sur un autre plan, l'accent mis par les nouveaux mouvements sociaux sur la question des identités, le refus de la

normalisation en matière de rapport au corps, à la nature, au travail a également pu aboutir à créer des « marchés » par l'intermédiaire desquels la consommation des biens et services adéquats a pu apparaître comme une forme de substitut agréable à la mobilisation. On peut illustrer cette hypothèse en évoquant l'utilisation massive de l'argument « vert » par les publicitaires, l'apparition de marques proposant des produits alimentaires à la fois cultivés de façon « traditionnelle » et mieux payés au producteur, pour lesquels la consommation — d'une marque de café, par exemple — devient à la fois écologique et anti-impérialiste. Il faudrait y adjoindre l'explosion de l'offre des prestations en matière de thérapie psychique ou sexuelle, le développement à Londres ou à Paris de rues « gay » avec leurs magasins et cafés.

aussi contribué à redonner force aux revendications « matérialistes ». Au terme d'une enquête considérable sur l'activité manifestante dans la France des années quatre-vingt, Fillieule [1996] a pu ainsi établir de façon irréfutable que les mobilisations à visée « matérialiste » (salaires, emplois, social) demeurent, de très loin, la composante dominante de l'activité manifestante.

Les limites des théories des NMS tiennent aussi aux rapports complexes noués par les chercheurs avec leur objet. Anthony Giddens a pu décrire les sciences sociales comme prises dans une « double herméneutique » où les chercheurs se saisissent des discours des acteurs pour les interpréter, tandis que les acteurs s'emparent eux-mêmes des travaux savants à des fins de compréhension et/ou de légitimation. La démarche tourainienne d'intervention sociologique, proposant une sorte de diagnostic critique à chaud du sens de la mobilisation, a pris sur ce point une option stimulante et périlleuse. S'il favorise une connaissance intime du terrain, le rapport ainsi noué entre chercheurs et militants pousse à l'extrême cette dynamique circulaire, rend les frontières entre discours d'acteurs et analyses sociologiques d'autant plus poreuses que les groupes mobilisés étaient aussi caractérisés par un fort capital culturel, une capacité à enrôler le discours sociologique. La circularité des discours qui en résulte peut être ambiguë [Ollitrault, 1996], ambiguïté accentuée par les aspects normatifs qu'implique la quête du « vrai » mouvement social.

Les dividendes de l'innovation

Les lacunes des thèses sur les nouveaux mouvements sociaux ne doivent pas faire négliger l'importance de ce courant dans les progrès récents de l'analyse scientifique. Ces travaux ont eu le mérite d'élargir la focale, de contribuer à connecter étude des mobilisations et réflexion sur les grands changements sociaux liés au poids de la technique, du savoir, de la communication. Le savoir-faire des tourainiens en matière d'enquêtes de terrain s'est redéployé dans de riches analyses sur la crise d'identités sociales populaires et leurs effets sur les potentiels de mobilisation [Dubet, 1987].

Plus encore, la rencontre tardive entre ce courant et celui de la mobilisation des ressources va permettre de conjurer le risque d'une orthodoxie ronronnante qui menaçait la recherche au milieu des années quatre-vingt. La conjonction entre les interrogations critiques de certains tenants de la mobilisation des ressources aux États-Unis et les problématiques européennes va déboucher sur trois séries de remises en cause qui sont encore aujourd'hui les moteurs de la recherche [Laraña, Johnston et Gusfield, 1994].

Un premier mouvement critique a trait à l'*objectivisme* fréquent des approches « mobilisation des ressources ». Tout se passe comme si les gains de connaissance quant aux conditions structurelles de développement et de succès des mouvements sociaux s'étaient payés d'une marginalisation de leurs protagonistes, prisonniers des mécanismes « objectifs » mis en évidence par l'analyse. Melluci [1982] parle d'« actions sans acteurs », McAdam [1982] considère que certaines versions du modèle ne valent guère plus qu'un « manuel d'organisateur de collectes de fond ». Toute l'expérience *vécue* des agents mobilisés, leurs émotions, leurs motivations fonctionnent alors comme une vaste boîte noire que l'analyste se refuse à ouvrir.

Le poids persistant du legs économiste issu d'Olson aboutit en deuxième lieu à une forme de *stratégisme*, qui réduit le rapport à l'action des individus mobilisés à des calculs de rentabilité, des tactiques de bataille. Cette dimension stratégique est assurément présente. Il était imprudent de penser qu'elle épuise les significations investies dans la lutte par les participants. Deux domaines de réévaluation découlent de ces premières critiques. La réflexion sur les nouveaux mouvements sociaux vient réhabiliter une analyse des *dimensions culturelles et idéologiques* de la mobilisation, de son contexte *politique* aussi. L'attention portée aux machineries organisationnelles, aux ressources disponibles avait parfois fait oublier ce qui constitue une des conditions de la mobilisation et de sa compréhension : le rôle des croyances, du sentiment de l'injustice, de la conviction du bien-fondé de la protestation.

Du nouveau dans le nouveau ?

Le renouvellement du syndicalisme français (SUD), l'installation dans le paysage revendicatif d'un ensemble de mouvements (sans-papiers, mal-logés, chômeurs) et d'une nébuleuse altermondialiste [Agrikoliansky et Sommier, 2005] dont certains traits rappellent le mouvement soixante-huitard, tout cela a réactivé à la fin des années 1990 la thématique du nouveau. Faut-il donc parler des *nouveaux nouveaux* mouvements sociaux ? Outre qu'elle introduit une logique du scoop et du dernier chic contestataire dans les sciences sociales, la mise au carré de la nouveauté risque d'occulter de fortes continuités avec la vague des mouvements des années 1970. Les mouvements actuels manifestent une attention explicite aux jeux de confiscation du pouvoir par une minorité dirigeante. Ils expriment souvent un rapport réfléchi et anticipateur sur l'action des médias. Ils savent souvent innover ou réactualiser de façon inventive en matières de formes d'action (Act-Up par exemple) frappantes ou provocatrices. On ajoutera, sur un mode plus désenchanté, que leur base sociale marque aussi une continuité dans la surreprésentation de catégories jeunes, fortement diplômées, le poids du secteur public et des « intellectuels précaires ».

Mais plus qu'à être rangés sur une échelle de Richter de la nouveauté, ces mouvements invitent à prêter attention à trois évolutions qui les débordent. Ils sont le lieu de formes inédites de coopération et de dialogue entre chercheurs et militants, offrant des illustrations partielles du projet d'intellectuel collectif que valorisait par exemple Pierre Bourdieu. Ils offrent les meilleures illustrations du glissement vers un répertoire de troisième génération (*cf. infra* p. 98), faisant en particulier un usage systématique et élaboré de l'expertise (sur des sujets comme les OGM, les essais thérapeutiques de nouveaux traitements contre le sida, les pollutions). Ils internationalisent les réseaux mobilisés. Ils explorent enfin ce qu'Isabelle Sommier nomme un « pragmatisme radical », associant des actions fortement conflictuelles mais autolimitées, des critiques radicales et l'entrée dans des logiques de lobbying et de négociation aptes à déboucher sur des solutions concrètes et immédiates, si partielles, aux enjeux soulevés.

VI / Militantisme et construction identitaire

Le risque des remises en cause suscitées par l'approche des nouveaux mouvements sociaux était d'aboutir à un de ces processus qui apparentent la sociologie à la haute couture : la succession des modes. Le jeu consiste alors à revendiquer l'invention d'un « paradigme » qui dépasse les précédents, et s'accompagne généralement de la coûteuse amnésie des acquis antérieurs. De nouvelles étiquettes théoriques n'ont pas manqué d'apparaître : « paradigme identitaire » [Cohen, 1985], « modèle du processus politique » [McAdam, 1982]. La dynamique de la recherche contemporaine peut cependant s'interpréter davantage comme la constitution d'une « science normale », selon le terme de Kuhn. Sur le socle des acquis de la « mobilisation des ressources », trois processus de greffe se sont faits. Le premier réintroduit l'attention au vécu des acteurs qu'avait utilement manifesté le moment *collective behaviour*. Le second emprunte aux « nouveaux mouvements sociaux » les problématiques de l'identité, la sensibilité aux contenus du changement social, de la quête du sens et d'un nouvel ordre de vie. Enfin, l'attention à la dimension politique, au rôle des médias et des mises en scène des mouvements sociaux dans l'espace public passe par des emprunts aux problématiques « constructivistes ».

Trois chapitres successifs permettront de suivre la progression vers cette problématique globale : l'analyse du militantisme, de la prise en compte du système politique, celle des dimensions symboliques enfin.

Le *casting* des mouvements sociaux version « mobilisation des ressources » était économe en personnages. Au centre de la scène, l'entrepreneur de protestation, stratège et organisateur. Plus en retrait, la cohorte des *constituents* (membres actifs), personnages assez prévisibles malgré leur diversité puisque leur propension à se mobiliser — ou non — découle assez mécaniquement des structures sociales auxquelles ils appartiennent et que leur épaisseur psychologique se réduit en général aux déclinaisons d'une commune tendance au calcul rationnel des rendements de l'action. Dans les cintres enfin, le *deus ex machina* du militant moral, que le metteur en scène fait descendre au moment

pathétique pour dénouer le paradoxe d'Olson, augmenter la rentabilité de la participation. Le développement de travaux empiriques, d'une ethnographie de terrain des engagements militants va donner plus de richesse et de réalité à ce tableau. Il va mettre en évidence la dimension du sens dans l'engagement, la façon dont celui-ci se traduit aussi en constitution d'une identité inséparablement personnelle et collective. Ce déplacement du regard aboutira à un dépassement définitif des modèles réducteurs hérités de l'analyse économique.

Une approche sociologique du militantisme

L'attention de la sociologie politique pour le militantisme s'est longtemps bornée à deux terrains. Elle a privilégié l'engagement dans les partis politiques ; elle s'est surtout fixée sur un travail d'objectivation de certains déterminants du militantisme comme le statut social, la socialisation familiale. Corrélativement, elle s'est moins intéressée aux engagements de type associatif. Elle a surtout prêté peu d'attention à l'expérience vécue des militants, aux activités quotidiennes dans lesquelles se traduit leur engagement.

Déterminants et rétributions du militantisme

L'un des points aveugles des travaux « mobilisation des ressources » était d'en rester à une vision structurale, macrosociologique de l'engagement. Le modèle de la *catnet*, la typologie d'Oberschall rendent compte des probabilités d'émergence d'énergies militantes. Ils ne permettent en rien, au sein d'un groupe donné, de comprendre pourquoi certains militent tandis que d'autres demeurent passifs. En travaillant à partir des dossiers individuels remplis par des étudiants volontaires pour soutenir le mouvement des droits civiques, en retrouvant une large partie des protagonistes de cette mobilisation, McAdam [1988] va s'attaquer à cette énigme et mettre en évidence trois variables : plus un individu est déjà au contact de personnes engagées dans l'action militante, plus sa situation personnelle minimise les contraintes professionnelles et familiales, plus ses projets d'engagement reçoivent l'aval de ceux dont il est affectivement proche, plus la probabilité de le voir militer s'accroît. Il faut regretter que l'analyse de McAdam ne développe que peu la prise en considération des profils sociaux de sa population (origine familiale, trajectoires) et ne puisse mobiliser un groupe témoin d'étudiants n'ayant eu aucun engagement, laissant par là ouverte la question préalable de ce qui fait rentrer certains étudiants, et certains seulement, dans les réseaux associatifs. Mais sur des points essentiels, un ensemble de travaux vient conforter ses analyses, souligner en particulier l'importance d'un paramètre

Freedom Summer,
les déterminants
d'un engagement militant
exigeant

L'enquête de McAdam repose sur 959 dossiers de candidatures. Il retrouvera la trace de 556 volontaires et obtiendra réponses écrites ou entretiens par 384 anciens militants. Son analyse sollicite aussi la distinction entre les candidats qui ont effectivement participé au mouvement au sein des communautés noires du Mississippi, et les « défecteurs » qui, après leur candidature, n'iront pas sur place faute de disponibilité ou par crainte des risques — plusieurs participants seront tués ou blessés par des organisations racistes dès la première semaine.

Plus un individu compte de militants parmi ses relations personnelles et amicales, plus la probabilité grandit pour qu'il candidate et participe. Ainsi, lorsqu'un des parrains requis pour le dossier de candidature est lui-même un participant au mouvement, le taux de défection tombe d'une moyenne de 25 % à 12 % seulement. De la même façon, l'immersion dans des réseaux associatifs est un élément fortement prédictif. Les volontaires du *Freedom Summer* étaient généralement déjà présents dans les associations étudiantes, l'appartenance aux

organisations liées aux droits civiques et à la politique étant en la matière plus prédictive que celle à des organisations purement corporatives (fraternités, etc.). Cette forte insertion dans les réseaux associatifs provoque une forme de cristallisation identitaire : 57 % des participants effectifs font spontanément état dans leur candidature d'une autodéfinition identitaire — « en tant que chrétien », « en tant que socialiste » — contre 29 % chez ceux qui abandonnent.

Entre des candidats aux engagements assez homogènes, la « disponibilité biographique » est un fort élément de clivage. Le fait d'être majeur, non marié, d'avoir franchi le cap difficile du début des cursus universitaires, de n'être pas inséré professionnellement (ou de disposer de longs congés d'été) favorise la participation, les propriétés inverses la freinent.

Enfin, la variable la plus prédictive a trait à l'attitude des proches (parents, amis). Si ceux-ci ne manifestent pas de fortes oppositions, *a fortiori* s'ils expriment un soutien ou une sympathie pour l'engagement projeté, cet appui apparaît comme une donnée stratégique pour saisir les clivages entre défecteurs et participants effectifs.

Sources : McAdam [1988], McAdam et Paulsen [1993].

psycho-affectif. Le soutien des proches, l'investissement d'amis dans un mouvement social est un facteur explicatif puissant des recrutements. Le phénomène s'observe avec force dans des situations où le contrôle policier fait des sociabilités privées l'un des seuls supports fiables de mobilisation, comme en Allemagne de l'Est, lors des mobilisations qui précèdent la chute du Mur [Opp et Gern, 1993], mais aussi pour le recrutement des mouvements pacifistes ou des sectes religieuses aux États-Unis [Snow *et al.*, 1980].

Une meilleure compréhension du militantisme implique aussi de le penser au quotidien, de comprendre le tissu de relations et d'interactions que suscite l'engagement. À partir d'un travail sur les partis, Daniel Gaxie [1977] sera l'un des premiers à esquisser une théorie de la pratique militante. Partant du modèle d'Olson, Gaxie le sollicite pour dresser une liste — qui vaut pour bien des formes de militantismes —

des incitations sélectives que peut apporter un parti : postes de responsabilités, emplois permanents, mais aussi acquisition d'une culture, d'un capital social pouvant avoir une rentabilité professionnelle, de positions de visibilité en tant qu'expert d'organisation. Au-delà de ces gains, susceptibles d'être ramenés à des équivalents monétaires, c'est aussi toute une dimension d'intégration sociale que souligne Gaxie : émotion partagée que peut apporter la tension du collage d'affiches en période électorale, chaleur du « pot » d'après-réunion, sentiment gratifiant de participer à un juste combat, d'appartenir à une grande famille qui donne sens à toutes les facettes de la vie sociale. Les pages où McAdam restitue, à partir d'entretiens, l'expérience des militants du *Freedom Summer* sont éclairantes à cet égard, parce que liées à une expérience extrême, risquée, d'engagement militant. Les anciens participants insistent sur l'intensité des liens émotionnels que suscite la découverte simultanée de la vie des communautés noires et de l'expérience inédite des violences racistes, la naissance de relations affectives et parfois amoureuses entre Noirs et Blancs. Un des participants comparera la force des émotions ressenties au choc d'une première prise de LSD. L'expérience ainsi vécue ébranle les personnalités, suscite une modification profonde des schèmes de perception de la vie, sur un mode plus communautaire, suggère aussi la vision d'une existence plus excitante, prenant un sens plus intense à travers la participation à un mouvement dont les enjeux dépassent les projets et bonheurs individuels [Passerini, 1988].

L'effet « surrégénérateur »

Gaxie désigne par cette métaphore une capacité de certaines structures militantes, occultée par les modèles de mobilisation des ressources, à produire « d'autant plus de combustible qu'elles en consomment davantage ». Cette situation, observable dans les militantismes activistes, apporte un démenti empirique aux analyses fondées sur l'idée d'un calcul des investissements militants, puisque l'intensité des satisfactions, du sentiment de participer à une aventure riche de sens est accrue par celle de l'engagement, du dévouement. Une autre métaphore, celle du pèlerinage proposée par Hirschman [1983] éclaire ce phénomène : pour le pèlerin en quête d'une aventure spirituelle, les risques et les inconforts du pèlerinage ne s'imputent pas en négatif sur le sens de son expérience, mais y ajoutent. Golda Meir, expliquait ainsi pourquoi elle avait, en tant que militante sioniste, rejoint la Palestine à une époque où la lutte y était périlleuse : « J'ai décidé qu'ils ne le feraient pas tout seuls, pas sans que j'y sois [...] ; il fallait que j'en fasse partie. Pur et simple égoïsme je suppose. » Hirschman conclut : « Le bénéfice individuel de l'action collective n'est pas la différence entre le résultat qu'espère le militant et l'effort fourni, mais la somme de ces

Les technologies de la militance

Observant une mobilisation anti-Apartheid sur le campus de Columbia en 1985, Eric Hirsch y saisit sur le vif la mise en œuvre de techniques militantes. Elles visent à accroître l'engagement, à produire un investissement émotionnel qui solidarise à la mobilisation. Hirsch montre que la compréhension des recrutements et de l'implication dans les mouvements sociaux gagne à partir du petit groupe, pour y déceler des interactions dont la dynamique même est de faire reculer une logique individualiste de calcul coûts/avantages.

Dans ce mouvement, malaisément explicable par des gains personnels pour les participants, Hirsch identifie quatre savoir-faire militants. La « *montée en conscience* » correspond à un travail de politisation, qui diffuse des outils cognitifs, des cadres de perception de l'injustice en privilégiant des échanges directs en situation de face-à-face, dans le cadre d'espaces d'interconnaissances comme les cités universitaires. Ce travail va aboutir au bout de deux ans à un vote unanime — et sans effet — des élus étudiants et enseignants au conseil de l'université, demandant aux gestionnaires de Columbia de ne pas placer sa trésorerie sous forme d'actions de sociétés

opérant en Afrique du Sud. Intervient alors la technique de la *montée en puissance* (*empowerment*). Elle consiste à amener le mouvement à des formes plus directes de confrontation, présentées comme la condition du succès. Une manifestation va se terminer par une longue occupation, non annoncée, du bâtiment administratif. Le groupe y découvre son pouvoir d'action. Cette montée de la conflictualité engendre à son tour une situation de *polarisation* dans la tension (l'administration fait enregistrer des vidéos des occupants, les menace de renvoi). La situation ainsi créée conforte les participants dans le sentiment d'appartenance à un camp, les met dans l'alternative d'un retrait psychologiquement humiliant ou d'un renforcement de leur identification à la cause. Un participant notera : « Il y avait des Sud-Africains engagés dans le mouvement... J'ai senti que je ne pouvais pas les laisser tomber. J'ai aussi pensé que j'étais une sorte de représentant d'un tas de gens dans l'occupation et il m'a semblé que je ne pouvais pas créer un précédent en abandonnant. » La *délibération collective* vise enfin par des procédures de type « assemblée générale » à produire des décisions consensuelles qui obligent d'autant plus fortement les participants à persister dans l'action qu'ils l'ont décidé.

Source : Hirsch [1988].

deux grandeurs. » Cette hypothèse permet aussi d'expliquer l'apparente fuite en avant dans l'activisme qui semble le régime de croisière de groupes militants. Comme le souligne Gaxie : « une organisation de masse reposant sur le militantisme ne peut subsister que si elle fonctionne de façon continue à un rythme assez voisin de celui qu'il est nécessaire d'atteindre dans les hautes conjonctures. Accepter que le militantisme se ralentisse, c'est interrompre les satisfactions qui en sont retirées et risquer à terme de perdre des adhérents » (p. 149). Le sens pratique des organisateurs n'est d'ailleurs pas dépourvu de l'intuition de ces phénomènes. Tout un pan du « métier » de militant et d'organisateur consiste à entretenir cet activisme et ses satisfactions, à créer des interactions qui « mouillent » les agents mobilisés, fassent primer des impératifs de solidarité et de *loyalty* sur calculs individuels et poussent

ainsi vers le fonctionnement en « surrégénérateur » de nouveaux contingents de militants.

L'effet « surrégénérateur » ne peut être appliqué sans distinction à tous les mouvements sociaux. Il s'observe en particulier dans des types d'organisations présentant des parentés avec le modèle de l'« institution totale » de Goffman, c'est-à-dire exigeant de leurs membres une forme d'orientation globale des pratiques dans tous les moments de la vie publique et privée, proposant un idéal militant contraignant. Les organisations révolutionnaires en sont le terrain privilégié, mais il s'observe aussi au sein des sectes religieuses et des mouvements millénaristes. Les situations de mobilisation intense, qui ont aussi pour effet de déplacer les frontières vie publique/vie privée, de structurer provisoirement toute l'expérience vécue autour du conflit — on peut songer aux situations d'occupations d'entreprises, aux mouvements prolongés comme celui de décembre 1995 en France — permettent d'observer dans le temps court des situations identiques. Un tel régime de militantisme ne peut guère exister dans des organisations où l'affiliation se rapproche de la simple recherche d'une prestation de service, ne structure pas de façon significative l'identité des membres. L'analyse des organisations révolutionnaires suggère aussi que, même là, l'effet surrégénérateur peut rarement se perpétuer indéfiniment à l'échelon individuel, sans « carboniser » les militants. Le constat renvoie alors aux questions de la professionnalisation et de la routinisation de l'activité militante, de la gestion de la déception. Il suggère aussi, avec prudence pour éviter les assimilations polémiques ou politiquement intéressées, l'utilité d'une articulation entre l'étude du fonctionnement des sectes et celui de certaines formes de mobilisation puisque l'un des impératifs — et des traits du « savoir-faire » — des sectes religieuses est de constituer une coupure au monde assez forte pour perpétuer l'engagement, rendre l'*exit* ruineux matériellement ou psychologiquement.

Mutations du militantisme ?

Au-delà même des mouvements sociaux au sens strict, la question des évolutions du militantisme a fait l'objet d'importants débats, spécialement en France. Le recul du syndicalisme, celui d'engagements militants (autour du communisme, du monde catholique) particulièrement exigeants, a suggéré le thème d'une fin des militants. Dans une synthèse d'un grand nombre d'enquêtes menées par l'équipe du CRESAL sur le militantisme associatif, Jacques Ion [1997] montre que cette « fin des militants » a d'autant plus de chances de paraître vraie que l'observateur cherche aujourd'hui les archétypes du militant consacrés en 1930 ou 1970. Les changements que synthétise Ion portent sur le recul des formes de militantisme les plus revendicatives, au profit de l'essor

d'associations de service (sports, loisirs, culture). Ils s'observent encore dans une tendance au remplacement du bénévole par des (semi)-professionnels, concernent aussi une désidéologisation de l'engagement, une attention plus orientée sur la réalisation d'objectifs pratiques que sur la cohérence du verbe. Mais plus fondamentalement, c'est l'idée d'un militantisme plus distancié qui condense beaucoup des apports de l'enquête : dévaluation de la figure du militant moine-soldat de son mouvement, refus d'un engagement dévoreur de temps et de vie personnelle qu'exprime l'image d'un militantisme *post-it*, fixé sur l'acceptation d'une tâche précise, assumée avec sérieux mais qui ne colonise pas toute l'existence. Cette distanciation est aussi refus de l'enrégimentement, d'un engagement qui suppose d'endosser un uniforme idéologique ou comportemental, non que les militants associatifs ne puissent trouver une identité dans leur action, mais parce que celle-ci est labile, apparaît comme le résultat de l'agir-ensemble, non comme un carcan ou un préalable à la participation.

L'approche de Ion éclaire des évolutions de l'engagement. Elle aide à saisir les effets de la montée des nouvelles classes moyennes diplômées, de la féminisation des associations (dont il note qu'elle explique par exemple le recul des réunions interminables en fin de journée). Mais elle porte, rappelons-le, sur le monde associatif qui a la double singularité de déborder à la fois la catégorie des mouvements sociaux (parce qu'il fonctionne aussi comme prestataire de services) et de ne pas l'intégrer entièrement puisque beaucoup de mobilisations ne reposent pas sur des structures associatives formelles.

Ce point est l'un de ceux à partir desquels une recherche collective [Collovald *et al.*, 2002] sur les engagements de solidarité Nord-Sud dans les entreprises développe une vive critique des analyses de Ion. On en retiendra quatre composantes. La première concerne précisément la possibilité même de généraliser le militantisme associatif en modèle de tous les engagements. Plus centralement, c'est l'accent mis par Ion sur les formes nouvelles de l'engagement comme refus des modèles antérieurs qui est la cible de critiques majeures. En expliquant ainsi « le militantisme par le militantisme », son analyse manifesterait deux déficits sociologiques : d'une part une faible attention aux propriétés sociales des militants (âge, CSP, diplômes) et à leurs effets, plus largement une valorisation insuffisante des évolutions macro-sociales — comme la mutation des relations de travail ou la scolarisation — qui déterminent les inflexions du rapport à l'engagement. Collovald souligne en troisième lieu les nombreuses similitudes qui associent la description des formes nouvelles de militantisme et celle des « nouveaux » mouvements sociaux, spécialement à travers une description unilatéralement critique de l'ancien. Valoriser la réflexivité du nouveau militantisme, n'est-ce pas déprécier inconsciemment un modèle vieux populaire ? Les militants vieux style (politiques, syndicaux) étaient-ils si dépourvus de

quant-à-soi, de distance critique à leurs engagements ? Les aspects enrégimentés de leur militantisme étaient-ils choisis ou subis du fait d'inégalités considérables de ressources (culturelles, matérielles) avec leurs adversaires, de phénomènes de répression ? À travers ses études de terrain, spécialement à EDF, l'étude du militantisme de solidarité dans les entreprises montre enfin comment des formes inédites d'engagement peuvent à la fois participer de traits traditionnels (par exemple, l'intensité de l'engagement) et associer dans le même investissement des profils de militants dont les trajectoires et motivations sont fortement dissonantes (jeunes cadres voulant tester sur des terrains hors travail leur capacité à piloter des projets, syndicalistes déçus réinvestissant leurs énergies, salariés insatisfaits des nouvelles identités professionnelles valorisées par l'entreprise).

Compacté ici autour de deux auteurs, le débat sur les évolutions du militantisme, leurs causes, les manières de les analyser appartient à l'actualité de la recherche. Suggérons-en deux leçons partielles. La première est de spécifier les limites de validité des enquêtes, la possibilité de passer de conclusions sur un type de militantisme à des énoncés sur le militantisme. La seconde tient à l'exigence, difficile, d'articuler le micro et le macro, de comprendre l'engagement — et le désengagement ! — dans une lecture fine de trajectoires d'individus et de cohortes, elles-mêmes éclairées et rendues intelligibles par la prise en compte de données macro-sociales. L'attention croissante aux biographies, aux trajectoires collectives, à l'ethnographie des pratiques militantes prend en compte ces attentes.

Identités militantes

Nous/Je

La notion d'identité est, en sciences sociales, d'autant plus problématique qu'elle devient envahissante [Brubaker, 2001]. Nous retiendrons du travail de Claude Dubar [1995] deux traits de ce qui est un processus. L'identité est à la fois le sentiment subjectif d'une unité personnelle, d'un principe fédérateur durable du moi et un travail permanent de maintenance et d'adaptation de ce moi à un environnement mobile. L'identité est le résultat d'un travail incessant de négociation entre des actes d'*attribution*, des principes d'identification venant d'autrui et des actes d'*appartenance* qui visent à exprimer l'identité pour soi, les catégories dans lesquelles l'individu entend être perçu. L'action protestataire constitue un terrain propice à ce travail identitaire. Elle constitue un acte public de prise de position qui peut être éminemment classant tant pour l'individu mobilisé que dans le regard des tiers comme le fait d'arborer le badge « Solidarnosc » dans la Pologne des années 1980. Elle

permet de faire appel à des statuts et typifications auxquels les classements sociaux les plus pesants assignent un individu. Participer au mouvement des droits civiques pour un Noir d'Alabama revient à revendiquer des droits, mais aussi à refuser l'image méprisante du « nègre » à laquelle l'assigne le regard des Blancs, image qu'il a pu intérioriser sous la forme d'une dépréciation de soi, si douloureusement restituée par des romans de Toni Morrison. Le militantisme constitue aussi une forme d'institution de réassurance permanente d'une identité valorisante car liée à une cause vécue comme transcendant la biographie individuelle. Hunt et Benford [1994] mettent ainsi en évidence, lors d'une observation ethnographique des militants pacifistes texans, ce qu'ils désignent comme jeu de conversation identitaire (*identity talk*). Les conversations entre militants réactivent quotidiennement le sentiment d'appartenance à un groupe élu. Ce bavardage comporte ses figures obligées : récits d'anciens combattants, évocation des traumatismes qui mènent à la révolte — comme ce militant qui se rappelle avec horreur son père commentant les images télévisées de la guerre du Vietnam comme un match de football, de la rencontre qui fait enfin découvrir l'association adéquate, travail de conversion permanente des expériences quotidiennes dans le langage de la cause sur le mode du « *personal is political* », processus clé de connexion entre le nous du mouvement et la définition du je. Identité individuelle et collective ne constituent pas *a priori* deux catégories antagoniques. La participation au collectif offre à l'individu la possibilité de revendiquer de l'appartenance. L'impossibilité de se doter individuellement d'une identité sociale acceptable peut à l'inverse bloquer un mouvement social. L'une des causes de la non-mobilisation des chômeurs réside dans la difficulté à prendre appui sur une identité peu valorisante et une expérience déstructurante pour en faire un support d'action [Maurer et Pierru, 2001]. La capacité d'un groupe à se doter d'une identité forte et valorisante — fut-elle imaginée — constitue une ressource de première importance pour que ses membres intériorisent une vision de leur potentiel d'action, que le collectif s'affirme dans l'espace public comme le montre l'analyse des mobilisations paysannes par Champagne [1990]. Il n'est pas absurde de rattacher ces constats à l'importance que Marx donne au passage à la « classe pour soi », à la prise de conscience collective d'une identité, d'un rôle historique possible.

La référence à l'identité doit, elle aussi, éviter de faire des individus mobilisés des stratégies de chaque instant. Les représentations de la singularité collective ou individuelle ne sont pas des costumes que les agents sociaux choisiraient sur catalogue, endosseraient à leur gré. Ils sont tributaires de leurs propriétés sociales et dispositions. Il arrive aussi que des expériences particulièrement fortes, émotionnelles, de la mobilisation fonctionnent comme une conversion identitaire, menant les individus vers des trajectoires qu'ils n'avaient nullement programmées.

Le sexe des mouvements sociaux

La position marginale des *Gender Studies*, particulièrement en Europe, n'a pas encore permis d'intégrer à la réflexion sur les mouvements sociaux une véritable problématique des incidences de la variable de « genre ». Le poids et la place respective des hommes et des femmes dans les mobilisations sont cependant d'une grande importance pour comprendre les formes d'organisation et les répertoires de protestation utilisés. Deux illustrations peuvent cependant éclairer la fécondité possible d'un tel éclairage.

On notera d'abord qu'un ensemble de travaux souligne, pour plusieurs pays occidentaux, l'importance de la contribution féminine aux évolutions des formes du militantisme soixante-huitard. Le fonctionnement des organisations contestataires ou gauchistes des années 1960 s'est en effet très souvent accompagné d'une division sexuelle du travail des plus traditionalistes. Le pouvoir et la parole publique restaient largement des attributs masculins. Les militantes étaient cantonnées à des tâches matérielles ou domestiques : « L'effet évident de cette politique était de reproduire une division traditionnelle entre sexes et tâches dans les projets. Les hommes portaient chaque matin à l'extérieur pour travailler tandis que les femmes restaient autour des *freedom houses* et s'occupaient des enfants (en l'occurrence des élèves) puis, quand les hommes reviendraient, fatigués d'avoir fait de la voiture et milité dans des conditions stressantes, elles assureraient la cuisine » [McAdam, 1988]. Ailleurs, une représentation guerrière de la lutte valorisait les dispositions masculines. Comme le notait une militante de la Ligue communiste révolutionnaire, quel est le statut d'une femme dans une organisation où la qualité la plus prisée est « d'avoir des couilles » (*sic*) ? Cette tension entre sexes constitue à la fois une des clés de compréhension de la décomposition des organisations gauchistes et un élément d'interprétation de l'émergence de nouvelles formes de militantisme (« nouveaux mouvements sociaux ») plus liées à des enjeux de vie quotidienne, à une thématique des droits des générations futures.

Au-delà de ces observations, les travaux récents de l'équipe de Danièle Kergoat lors du grand conflit des infirmières françaises, suggèrent aussi l'intérêt de la notion de « mouvement social sexué ». L'un des paradoxes de cette mobilisation est de s'organiser autour de la revendication de reconnaissance d'une identité et d'une compétence professionnelle, sans que cette réclamation se traduise dans des demandes de réforme de statut. Kergoat suggère que cette focalisation sur la reconnaissance d'une compétence professionnelle s'explique par le sentiment que les qualités « féminines » de dévouement, de douceur à l'égard des malades qui appartiennent au savoir-faire des infirmières ne sont précisément pas reconnues comme des preuves de compétence professionnelle mais comme de simples attributs féminins... ce que traduit bien le slogan du mouvement « Ni nonnes, ni bonnes, ni connes » tout entier bâti contre les stéréotypes de rôle féminin. L'analyse du mouvement suggère aussi que sa composition féminine n'est pas sans lien avec l'importance qu'y prennent les procédures d'assemblée générale, la défiance à l'égard de l'accapement des responsabilités par des professionnels de la représentation.

Pour reprendre la problématique de Kergoat, l'objectif n'est pas d'inventer une théorie genrée des mouvements sociaux, mais d'introduire dans l'analyse de ces mouvements les rapports sociaux de sexes. Cette perspective invite à penser les rapports féminins/masculins à la violence, à l'inhibition ou à l'expression des émotions, aux jeux et séductions du pouvoir et du verbe. Elle suppose aussi de s'interroger sur les thèmes et objets qui mobilisent différemment les sexes (pourquoi les associations de victimes d'attentats ou d'accidents de la route sont-elles souvent dirigées par des femmes ?). Elle renvoie encore à la façon dont les sexes, en raison de l'inégal partage des engagements professionnels et domestiques, peuvent tisser des liens sociaux (la *catnet*), les mobiliser dans l'action. Elle suggère de reprendre les perspectives de Skocpol [1994] sur le « genre » des États-providence (se sont-ils construits en protégeant les mères, les anciens combattants, les salariés ?).

L'expérience choc du *Freedom Summer* vaut d'être à nouveau sollicitée. La comparaison des trajectoires biographiques ultérieures entre militants et « défecteurs » est à cet égard passionnante. Même condensée sur quelques semaines, l'expérience de ce militantisme extrême sera assez forte pour peser souvent de manière définitive sur les biographies. Qu'il s'agisse de participation durable aux mouvements liés aux droits civiques, plus tard au pacifisme, de choix matrimoniaux, de carrières professionnelles marquées par l'instabilité et l'occupation de postes liés à des causes ou au travail social, les destinées des militants se démarquent objectivement de celles des défecteurs, et *a fortiori* de celles des étudiants sans engagements. Outre qu'elles invalident les discours éculés sur les militants des années 1960, tous devenus néo-libéraux ou *golden boys*, ces données manifestent la puissance de remodelage identitaire d'expériences limitées de mobilisation lorsqu'elles interviennent en des moments où les possibles biographiques sont ouverts.

Mobilisations identitaires

Si la dimension identitaire est partie intégrante des mouvements sociaux, elle y prend une place éminente dans une série de mobilisations spécifiques, obligeant en cela à associer au terme de « rétribution du militantisme » proposé par Gaxie une acception large, qui englobe des valeurs aussi diverses que l'estime de soi, le sentiment de sa dignité, des sensations valorisantes.

Cette centralité de l'identitaire est à l'évidence le cas dans les mouvements nationalistes dont l'enjeu — s'il comporte toujours des dimensions matérielles — est précisément d'obtenir la reconnaissance d'une identité sous la forme « absolue » de la souveraineté étatique ou de l'autonomie juridique du groupe. À partir de l'étude des mouvements antialcooliques et prohibitionnistes aux États-Unis, Joseph Gusfield [1963] a mis en évidence une autre catégorie de mobilisations, fortement ancrée sur une dimension identitaire : les *mouvements de statuts*. Dans ces mobilisations, l'enjeu est de préserver le statut social d'un groupe, c'est-à-dire son prestige, la considération qu'il estime mériter. Le processus passe par l'affirmation — ou la réaffirmation, compte tenu de la dimension réactive de ces mouvements, souvent liés à des collectifs en déclin social — des valeurs et du style de vie du groupe posés comme les normes légitimes de comportement. Les mouvements pour la tempérance aux États-Unis seront d'abord au début du XIX^e siècle le fait des patriciens fédéralistes, réagissant contre la montée des parvenus de l'ère jacksonienne. Cinquante ans plus tard, le centre de gravité du mouvement se déplace vers les classes moyennes protestantes, rurales, « natives » des États-Unis dans leur mobilisation contre le poids jugé menaçant des nouveaux immigrants, catholiques et urbains. Dans les deux cas, le principe de la mobilisation est identique.

Un trait culturel du groupe, ici la tempérance liée à une forme d'athlétisme moral protestant, est érigé en vecteur d'une essence de l'américanité. Le prohibitionnisme permet à la fois au groupe de se poser en incarnation des valeurs de l'identité nationale et de stigmatiser parvenus ou classes dangereuses, intempérantes, moralement désarmées, assez *unamerican* pour nécessiter le magistère moral du groupe dépositaire de l'essence identitaire de la communauté.

La dimension identitaire prend encore une place singulière dans le travail de mobilisation des groupes qui se heurtent à une forte *stigmatisation* et doivent gérer des images sociales très négatives. En raisonnant sur le cas des communautés homosexuelles, on peut émettre l'hypothèse qu'une mobilisation de ces groupes passe par un moment identitaire initial où le militantisme ne se déploie pas tant « contre » un adversaire que comme travail du groupe sur lui-même. Dans le cas des lesbiennes américaines, analysé par Verta Taylor et Nancy Whitter [*in* Morris et Mc Clurg Mueller, 1992], cette action passe par la mise sur pied d'un réseau d'institutions communautaires dans les domaines des loisirs, de la culture, de la santé, de la presse. Ce réseau constitue lui-même le support d'un travail symbolique qui construit contre le stigmatisé — ou en le valorisant — une identité lesbienne positive. Nécessaire, cette étape de « célébration » identitaire peut aussi enfermer le mouvement dans un ghetto communautaire que conteste le mouvement *queer* américain en soulignant les tensions entre polarités libératrices et carcérales de l'identité. Pour les *queer*, les relatifs succès des mobilisations ont paradoxalement abouti à transformer en ghetto identitaire le mouvement homosexuel. La tâche des activistes deviendrait désormais — au risque, disent ses adversaires, de perdre les acquis — de déconstruire une identité devenue prison, d'ébranler toute vision essentialiste des identités sexuelles, en mettant en évidence, *via* l'attention à la bisexualité ou à la transexualité, le flou constitutif de toute identité, même sexuelle [Gamson J., 1995].

Mary Bernstein [1997] souligne aussi combien les mobilisations homosexuelles peuvent offrir un outil fécond de compréhension de la composante identitaire. Faut-il afficher avec flamboyance une identité de rupture, revendiquer une différence irréductible que peuvent symboliser les *drag-queens* en tête de cortège ? Vaut-il mieux, pour obtenir des réformes ou des lois, souligner au contraire la similitude, le désir des homosexuel(le)s de pouvoir, comme les hétérosexuels, vivre sans raser les murs et sans problème juridique une relation sexuelle et amoureuse épanouie ? À partir d'une comparaison entre plusieurs villes et États fédérés des États-Unis, Bernstein montre bien en quoi les modes d'expression de la dimension identitaire sont inséparables d'une structure d'opportunités politiques (*cf. infra* p. 85). Bernstein suggère pour cela de prêter attention à diverses dimensions de l'identité. L'identité peut être pensée comme le sentiment d'appartenir à un nous, une

ressource de consolidation (*empowerment*) de tout groupe mobilisé. Elle peut en second lieu être le *but* d'un travail d'affirmation dans l'espace public d'un groupe stigmatisé. Mais l'identité peut encore être pensable comme une *stratégie* de l'action collective. Celle-ci peut consister à jouer d'un registre critique ou provocateur dans l'affichage d'une identité, ou d'une stratégie plus éducative qui s'emploiera à mettre en scène l'identité du groupe comme compatible avec des valeurs sociales centrales. Pour les homosexuels, le jeu stratégique peut consister à mettre en avant, avec humour ou agressivité, le stigmate du « fléau social » ou, alternativement, la revendication plus consensuelle d'un droit à la conjugalité paisible. Toute la démonstration de Bernstein est de montrer que le recours à une stratégie dépend moins de différences radicales entre organisations homosexuelles que de facteurs comme le degré de structuration d'une communauté gay, le potentiel de réformes ouvert par le système politique local, l'existence ou non de groupes homophobes organisés. Les stratégies agressives de « célébration » identitaire se déploient avant tout quand les homosexuels sont confrontés à la tâche initiale de cristalliser la communauté, ne disposent d'aucun relais dans les institutions politico-administratives. À l'inverse, quand existent à la fois une communauté homosexuelle organisée et des relais politiques (comme dans le Vermont ou des élus démocrates du parlement d'État revendiquent leur homosexualité), des stratégies « éducatives » sont plus fréquentes. Les homosexuels y banalisent leur identité. L'Oregon, où gays et lesbiennes se heurtent à des groupes homophobes fortement organisés, illustre une autre situation qui pousse à des stratégies identitaires défensives, euphémisant la singularité gay, soulignant davantage que les homosexuels sont des citoyens et des humains « comme les autres », ne demandant qu'à bénéficier des mêmes libertés que leurs concitoyens.

L'attention portée par les sociologues à l'identité soulève enfin la question de leurs références théoriques. Elles doivent aider à penser l'identité comme un processus et non comme une substance. Elles devraient aussi explorer les voies d'un commerce fructueux entre la sociologie et les apports d'une psychologie qui ne se réduise pas à la description de la plomberie cognitive qui conduirait forcément au calcul rationnel. Les pistes suggérées par Serge Moscovici [1979] à partir du cas Soljenitsyne, un modèle du comportement des « minorités actives » et des formes et limites de leur pouvoir d'attraction, peuvent sembler plus fécondes, tout comme celles suggérées par Philippe Braud à propos des motivations psychologiques de l'engagement dans les carrières politiques [1991, chapitre v].

Vers une économie des pratiques

Une sociologie empirique du militantisme constitue l'un des terrains les plus féconds pour cantonner à ses justes proportions le modèle de l'*homo œconomicus* calculateur comme principe explicatif de mouvements sociaux. La sociologie de Pierre Bourdieu [1994] offre sur ce terrain une conceptualisation particulièrement forte.

Toute sociologie des mouvements sociaux est confrontée à une variété de situations dans lesquelles tantôt la dimension du calcul d'avantages matériels est observable, tantôt dominant des motivations plus désintéressées. Il est possible de se cantonner à une explication économique, soit en attribuant à d'autres disciplines (psychologie) les cas qui résistent au modèle, soit en les faisant entrer de force dans le modèle en appelant « incitations sélectives » les dimensions identitaires ou symboliques. Il est plus fécond de rechercher une théorie de l'action attentive à la diversité des mobilisations et donc assez plastique pour la prendre en compte. Trois séries de considérations peuvent aider à avancer dans cette voie. La première consiste à prendre au sérieux la diversité des mondes sociaux, des « *champs* » dans lesquels se développent les mobilisations. La socialisation dans et à ces univers engendre des systèmes de dispositions (*habitus*), des investissements — avec toutes les connotations de ce terme — profondément différenciés. La notion d'*illusio*, comme croyance, investissement d'énergie et de désir fondatrice de l'appartenance à un champ social, peut aider à comprendre que des individus placés dans des champs différents puissent désirer des formes de reconnaissance, des biens incomparables entre eux. Cette *illusio* peut prendre la forme de comportements explicitement antiéconomiques qu'illustrent les sociétés régies par l'honneur où « tenir son rang », préserver son prestige peut conduire familles et groupes à la ruine. Des segments du monde intellectuel ou artistique illustrent également la spécificité d'espaces sociaux où des croyances partagées font considérer comme dévalorisantes certaines formes de réussite matérielle, de consécration par d'autres que les initiés.

Ce cadre théorique suggère en premier lieu que rendre compte du militantisme ne saurait ligoter dans un dilemme entre désintéressement et calcul. Étudiant le personnel des ONG humanitaires, Pascal Dauvin et Johanna Siméant [2002] illustrent bien la manière dont des engagements marqués par le dévouement et souvent le courage contribuent à la construction de l'estime de soi, et ne sont nullement incompatibles avec l'existence de retombées matérielles.

Ce point de départ permet de dépasser la notion réductrice de rationalité comme calcul coûts/avantages, pour lui substituer le critère de l'action *raisonnable*, dont les acteurs ou l'analyste peuvent rendre raison. La violente manifestation communiste organisée en 1954 contre la présence en France du général américain Ridgway ne peut s'expliquer

dans le modèle du calcul rationnel. Réintégrée dans l'univers de la sociabilité communiste, pensée en relation avec le plaisir de manifester dans la rue la force du parti, d'exprimer un idéal de virilité propre au monde ouvrier, de régler des comptes avec les forces de police, cette action retrouve un sens, redevient raisonnable au sens d'adéquate à un univers de significations. La participation à l'action collective peut aussi être raisonnable, et même rationnelle, sans que cela suppose de la part des acteurs un processus réfléchi de délibération ou de calcul. La force de l'émotion, les réactions issues des *habitus* suffisent souvent à provoquer des engagements inspirés par la solidarité, l'indignation, un sens pratique qui n'implique pas une posture comptable. « Il y a une économie des pratiques, c'est-à-dire une raison immanente aux pratiques qui ne trouve son origine ni dans les "décisions" de la raison comme calcul conscient, ni dans les déterminations de mécanismes extérieurs et supérieurs aux agents [...]. Faute de reconnaître aucune autre forme d'action que l'action rationnelle ou la réaction mécanique, on s'interdit de comprendre la logique de toutes les actions qui sont raisonnables sans être le produit d'un dessein raisonné ou, à plus forte raison, d'un calcul rationnel » [Bourdieu, 1994].

L'enjeu n'est pas de nier l'apport possible de l'économie. De nombreux cas de mouvements sociaux (et sans doute plus encore de cas d'absence de mobilisations) peuvent être mieux compris en prenant en considération les enjeux matériels et les calculs qu'y associent les agents sociaux. L'approche sociologique invite plus simplement à prendre en compte le poids éminemment variable du calcul « rationnel » et de la quête du profit matériel parmi la diversité des mobilisations et de leurs sites de développement. Elle demande aussi, là même où une lecture « économique » semble pertinente, d'explicitier comment des dispositions calculatrices naissent, sont intériorisées, bref à considérer de telles attitudes comme un fait à expliquer, non comme une explication.

VII / Mobilisations et systèmes politiques

L'analyse des mouvements sociaux a durablement souffert d'un déficit d'attention à la diversité des systèmes politiques. Même des modèles sensibles à cet élément, comme la typologie d'Oberschall, la *polity* chez Tilly, demeuraient assez frustes. La question du politique semble s'y limiter à l'accès des mouvements aux autorités, au traitement différencié réservé aux protestataires selon la perception de la menace qu'ils incarnent pour le système. Quant aux politiques publiques, elles furent longtemps à peine évoquées, comme si elles constituaient un univers déconnecté de la mobilisation. Il n'est donc pas excessif de dater des années 1980 la prise en compte par l'analyse des systèmes politiques et institutionnels.

La structure des opportunités politiques

Une notion utile mais spongieuse

La notion de « structure des opportunités politiques » apparaît au début des années 1970. Dans une étude comparative sur les conditions de développement des mobilisations, spécialement de celles des Noirs, dans une cinquantaine de villes américaines, Peter Eisinger [1973] teste l'hypothèse selon laquelle, à côté des ressources du groupe mobilisé, doivent être pris en compte « les ouvertures, les points faibles, les barrières et les ressources du système politique lui-même ». Il cherche donc à mesurer le degré d'ouverture ou de fermeture des systèmes locaux de pouvoir, en utilisant des paramètres comme la présence (ou non) d'élus noirs, la candidature (ou non) de la ville aux programmes fédéraux de réhabilitation de l'habitat dégradé. Si les conclusions de l'enquête sont très nuancées, l'importance d'un minimum d'« ouverture » du pouvoir local à la protestation apparaît bien comme une variable qui favorise son essor. L'interrogation sur les incidences de la perméabilité des systèmes politiques à la protestation sera développée

par McAdam à propos du mouvement des droits civiques aux États-Unis, plus encore par Tarrow [1989] à propos du « Mai rampant » italien.

Fondamentalement, la notion de « structure des opportunités politiques » vise à mesurer le degré d'ouverture et de réactivité d'un système politique aux mobilisations. À mobilisation égale, des contextes politiques augmentent ou minorent les chances de succès de mouvements sociaux. En France, le mouvement lycéen de 1986 contre la loi Devaquet, celui contre le « Smic-jeunes » de l'automne 1994 ont tiré profit du contexte de cohabitation et de la proximité d'échéances électorales. À l'inverse, le mouvement contre le projet Fillon de réforme des retraites en 2002 se développe dans un cadre moins favorable, le gouvernement disposant d'une large majorité et n'ayant pas à redouter d'échéances électorales proches, jouant aussi d'un calendrier qui laisse peu d'espace entre la séquence de consultation des syndicats et l'échéance démobilisatrice des vacances estivales.

Sous peine de devenir une formulation pédante du terme vague de conjoncture, la notion exige des éléments de définition précis et objectivables. Tarrow [1989] en spécifie quatre. Le premier a trait au *degré d'ouverture du système politique* : en fonction des traditions démocratiques, d'une culture politique, des orientations des gouvernants, le déploiement des activités protestataires donnera lieu à une tolérance, une réceptivité toute différente. Manifester expose à plus de risques à Pékin qu'à Paris. Les revendications régionalistes ou autonomistes basques ou bretonnes recevront un accueil différent dans le contexte jacobin de la présidence gaullienne ou aux lendemains du vote des lois de décentralisation (1982), selon qu'elles apparaissent ou non comme porteuses d'une logique de contagion de la « question corse » [Cretiez, 1999]. L'ouverture peut aussi se mesurer à la capacité inégale dont peuvent faire preuve partis ou équipes au pouvoir à intégrer dans leurs rangs des porte-parole de mouvements sociaux. Une part de la réussite électorale locale du Parti socialiste à partir de 1977 s'explique par sa capacité à accueillir sur ses listes des personnalités en vue du monde associatif et militant.

Le second élément concerne le *degré de stabilité des alliances politiques*. Plus les rapports de forces politiques sont figés et les résultats électoraux stables, moins les mouvements sociaux peuvent espérer tirer profit des jeux d'alliances ou des besoins électoraux des partis pour se faire entendre. McAdam montre ainsi que l'un des ressorts du succès du mouvement des droits civiques aux États-Unis dans les années 1960 tient à des données de sociologie électorale. Le poids des Noirs progresse au sein du corps électoral, les mouvements migratoires lui donnent une importance jusque dans les États du Nord. Le développement d'un électorat noir républicain suscite aussi un double mouvement, favorable au vote de lois antiségrégationnistes, d'intérêt chez certains élus

républicains, et de reconquête du vote noir au parti démocrate. À l'inverse, le système italien de l'époque, bloqué par le poids de la Démocratie chrétienne et la position hors système du PCI, est peu perméable aux demandes des mouvements sociaux, comme le montrera le blocage de la réforme du divorce, pourtant objet de réelles mobilisations.

En simplifiant le modèle de Tarrow, nous associerons dans une troisième variable la question de l'existence possible de *forces relais à des positions stratégiques* et celle des *divisions des élites*. La mobilisation des anciens élèves de l'ENA pour vider de toute charge subversive l'introduction d'une troisième voie de recrutement, réservée aux responsables associatifs et à la « société civile », réussira d'autant mieux qu'elle s'adresse, chez nombre de ministres et de hauts fonctionnaires en état de peser sur la décision, à d'anciens condisciples de cette même ENA. La réception de l'Abbé Pierre par le Premier ministre Balladur en décembre 1993, au cœur d'une vague d'occupations d'immeubles parisiens, n'était pas sans lien avec les divisions du RPR dans la perspective des présidentielles. Enfin les opportunités politiques dépendent aussi de la capacité d'un système politique à *développer des politiques publiques*, à apporter des réponses aux mouvements sociaux. La tâche ne se pose pas dans les mêmes termes pour des gouvernements instables, des exécutifs impuissants ou des équipes gouvernementales assurées de leur continuité, relayées par des administrations efficaces. La conjonction de ces variables permet de construire des indicateurs de sensibilité des systèmes politiques aux mouvements sociaux.

Mais, comme y invite l'analyse de Bourdieu [1984] sur les réactions des universitaires face aux mutations de leur monde social à la veille de 1968, un usage de la notion de structure qui évite l'objectivisme doit intégrer une dimension des perceptions sociales. La perception, vraie ou fausse, qu'ont les acteurs de leurs chances de succès détermine leur comportement et leur combativité, qui pèse en retour sur certaines composantes de cette structure d'opportunité. McAdam [1982] le met en évidence à propos du mouvement noir pour les droits civiques dans les années 1960 aux États-Unis. Les sondages réalisés alors montrent que sur des questions comme l'amélioration des salaires, l'éducation des enfants, la promotion sociale, une majorité de Noirs américains exprime à la fin des années 1950 une vision optimiste. Ces représentations galvanisent aussi le mouvement puisque 47 % des Noirs sondés se disent en 1963 prêts à aller en prison pour leur cause.

La problématique des opportunités suscite bien des questions quant à sa délimitation. Faut-il y intégrer la prise en compte de cycles de protestation, comparables aux cycles économiques ? Une telle extension ne place-t-elle pas dans l'explication ce qu'il faut précisément expliquer ? Faut-il penser les bévues et maladroites dont l'histoire politique abonde lors des séquences de déclenchement des mouvements sociaux comme

une création d'opportunité ? Le conflit infirmier de 1988 a eu pour détonateur un décret supprimant l'obligation du bac pour accéder à cette profession, ce qui fut reçu comme une marque de mépris. La question des évolutions lentes des structures sociales comme les données démographiques, les modèles culturels, les changements économiques pose d'autres problèmes. L'histoire du mouvement noir américain est inintelligible si elle n'intègre pas la crise du coton et la migration massive vers le Nord des années 1920. Mais si l'analyse des mouvements sociaux doit prendre en compte des données de morphologie sociale, elle doit les distinguer des opportunités politiques, sous peine de vider ce mot de tout sens. Comme le notent Gamson et Meyer [*in* McAdam, McCarthy et Zald, 1996], « le concept de structure des opportunités politiques est en péril, il risque de devenir une éponge qui absorbe virtuellement tous les aspects de l'environnement des mouvements sociaux — institutions politiques et culture, crises de toutes natures, alliances politiques, revirement des politiques publiques. Sollicité de trop expliquer, il pourrait bien ne plus rien expliquer ». McAdam, McCarthy et Zald [1996] proposent dans un livre collectif une série de textes qui contribuent aux clarifications devenues indispensables sur une notion dont la fortune prend des allures suspectes [voir aussi Tarrow, 1994].

Les dynamiques du conflit

La réflexion sur le concept d'opportunités politiques s'est récemment traduite par une attention accrue à la logique des échanges tactiques entre protagonistes dans les séquences de mobilisation.

Un premier axe de réflexion s'est traduit dans l'attention croissante accordée aux institutions répressives de l'État. Cette variable figurait déjà dans les travaux de Tilly. Elle a fait l'objet d'un investissement récent des chercheurs français et italiens qui ont contribué à articuler sociologie des mouvements sociaux et sociologie de la police. L'un des points de convergence de ces travaux est de suggérer une forme de « civilisation » — au sens éliasien — de l'usage des forces de l'ordre. La gestion policière des mouvements sociaux tend sur le long terme à minimiser les formes les plus violentes d'usage de la contrainte physique, à leur substituer des stratégies d'intimidation, de tenue à distance des manifestants [Bruneteaux, 1995]. Della Porta et Reiter [1996] ont proposé une grille d'analyse centrée sur le glissement d'une « police de gouvernement » à une « police des citoyens ». Cette transition se traduit par un recul tendanciel des stratégies de confrontation violente et de répression pure des activités protestataires au profit d'un modèle négocié de maintien de l'ordre, où le déploiement des activités protestataires dans l'espace public s'opère sur la base d'une coopération et d'une entente préalable entre forces policières et organisateurs

de mobilisation. On verra même en Allemagne dans les années 1970 des policiers des « *Discussionkommando* », sans armes, chercher par la discussion à prévenir les débordements des manifestants les plus déterminés. Della Porta et Reiter esquissent l'idée d'émergence d'un troisième répertoire policier : le modèle informatif. Le travail de la police consiste alors à conjuguer des moyens traditionnels de surveillance et de connaissance des activistes (fichage, dépouillement de la presse militante) et l'usage de technologies de surveillance de l'espace public (vidéo-surveillance des lieux publics) qui permettent d'identifier et d'individualiser les protestataires dont les actions violentes rompent le consensus de la protestation négociée. Si elles décrivent une tendance lourde qu'il est possible d'objectiver à partir de données comme les chiffres des victimes des affrontements avec la police ou l'examen de l'équipement des forces policières, ces analyses doivent cependant prendre en compte le poids d'une culture « virile » de la force dans les personnels de police et de gendarmerie [Fillieule, 1996], la persistance de nombreux cas où les logiques de situation du maintien de l'ordre se traduisent par la résurgence de comportements violents — celui de la police italienne lors de la réunion du G7 à Gênes en 2003 en donne une troublante illustration. Les analyses de Donatella Della Porta [in McAdam, McCarthy et Zald, 1996] soulignent aussi la valeur de variables stratégiques des politiques de répression ou de négociation. Le comportement des forces policières et répressives, tant en terme de surveillance et de contrôle des organisations de mouvement social (dissolutions d'organisations, poursuites judiciaires) que par les formes de leurs interventions dans l'espace urbain constitue l'un des signaux clés que peuvent adresser les autorités politiques quant à la structure des opportunités politiques. Ces stratégies policières jouent aussi un rôle déterminant quant aux formes organisationnelles et aux répertoires protestataires utilisés par les mouvements sociaux.

En élargissant la réflexion sur les processus de constitution et de déplacements d'alliances politiques que suggérait la problématique des opportunités politiques, les travaux récents ont aussi contribué à enrichir la sensibilité à la dynamique des mobilisations. L'image réductrice d'un mouvement se développant contre l'État ou un adversaire institutionnel (entreprise, bureaucratie) s'est compliquée d'une attention inédite au phénomène des contre-mouvements [Meyer et Staggenborg, 1996] dont les revendications viennent s'opposer à celles des groupes mobilisés, comme l'illustre le cas des luttes entre « Pro-Choice » et « Pro-Life » à propos de l'avortement aux États-Unis. L'une des suggestions paradoxales de ce chantier de recherche est de montrer que les victoires d'un mouvement, loin de clore la mobilisation, suscitent en plus d'un cas la contre-mobilisation de groupes qui s'estiment lésés par les réformes. Cette possibilité est particulièrement stimulée par ce que certains auteurs désignent sous le nom d'effet « *radical-flank* »,

apparition aux franges d'une mobilisation de groupes radicaux. Gitlin [1980] en donne un cas d'école en montrant comment les dérives radicales et violentes des mouvements étudiants américains à l'époque de la guerre du Vietnam ont permis, avec l'aide des médias et le changement d'attitude de certains décideurs politiques et économiques, de faire cristalliser une opposition « raisonnable » et modérée à l'engagement américain en Indochine. La dynamique mouvements/contremouvements constitue aussi un analyseur des effets d'opportunités politiques liés aux structures institutionnelles. L'existence d'un système fédéral, la disponibilité de recours juridictionnels permettent en effet à un protagoniste battu dans une arène (parlementaire par exemple) d'ouvrir d'autres fronts (judiciaire par exemple), de s'investir du fédéral au fédéré et de susciter dans les processus de mobilisation une guerre de mouvement dont les luttes autour du droit à l'avortement donnent aux États-Unis un exemple parfait.

Mouvements sociaux, politiques publiques

Prendre au sérieux la dimension politique, c'est aussi penser les gouvernants non comme de simples interlocuteurs ou adversaires des groupes mobilisés, mais comme les instigateurs de politiques publiques, de programmes qui anticipent, modifient la gestion d'un dossier, d'un secteur social particulier. Ces politiques publiques peuvent à la fois traduire les interventions que réclament les mobilisations, leur répondre mais aussi les désamorcer, constituer des outils d'intégration des protestataires, de modelage des répertoires d'action collective.

Systemes ouverts et fermés

Herbert Kitschelt [1986] a proposé, à partir d'une comparaison sur les politiques dans le domaine du nucléaire, un modèle d'analyse qui permet d'articuler structure des opportunités politiques et politiques publiques. Ce modèle classe les systèmes politiques selon leur degré de réceptivité et d'ouverture aux demandes (*inputs*) des mouvements sociaux. Parmi les indicateurs d'ouverture figure le degré de fragmentation des partis politiques et groupes parlementaires, qui donne alors même à de petites formations, nécessaires pour former une majorité, un pouvoir d'influence. Une influence et un poids réel du législatif face à l'exécutif vont dans le même sens. L'existence de mécanismes de concertation institutionnalisés donnant aux groupes de pression et acteurs mobilisés un pouvoir sur la définition des politiques publiques — on peut évoquer ici le « modèle néo-corporatiste » — constitue un autre élément d'ouverture. Un système fermé s'identifie aux traits inverses : faible morcellement des partis, stabilité des alliances

politiques, Parlement peu influent, exécutif fort et administrations peu enclines à partager leur pouvoir sur le mode d'une cogestion, surtout si ces demandes de participation prennent la forme de mobilisations.

De façon plus originale, Kitschelt s'emploie à expliciter la notion d'ouverture d'un système politique autour de trois dimensions. Un mouvement social peut gagner des résultats *procéduraux* en termes d'accès à des instances de concertation, d'obtention d'un statut d'interlocuteur officiel. Les résultats peuvent être *substantiels*, c'est-à-dire se traduire en mesures concrètes : réformes, lois, changements d'orientation. Les gains peuvent enfin être *structurels*, s'ils produisent une modification de la structure des opportunités politiques elle-même, comme le déclenchement d'élections anticipées, la rupture d'une coalition gouvernementale. Les travaux de Michel Dobry [1986] éclairent la genèse et les singularités des situations de crise politique, caractérisées par un phénomène de « déssectorisation », d'évanouissement des multiples cloisons et frontières sociales qui forment habituellement, dans les sociétés à forte division du travail, une sorte d'isolant contre la contagion des mobilisations.

Symétriquement à cette capacité d'accueil des demandes et mobilisations (*inputs*), une seconde variable mesure alors le degré de capacité du système à définir et conduire des politiques publiques (*outputs*). Un système marqué par la stabilité, la centralisation, un fort secteur public et un contrôle juridictionnel faible sur les pouvoirs publics pourra produire des politiques publiques nettes. La V^e République en donne de claires illustrations, lorsqu'en 1967 une réforme importante de la Sécurité sociale est adoptée par une technique juridique (les ordonnances) qui court-circuite le Parlement ; ou lorsque la modernisation économique est développée tambour battant malgré les résistances des couches moyennes traditionnelles. Une succession d'équipes gouvernementales divisées, un système fédéral, des recours juridictionnels capables d'entraver les politiques publiques sont, à l'inverse, des variables qui rendent probable un faible débit d'*outputs*. On peut évoquer ici la façon dont la Cour suprême des États-Unis a pu, temporairement, invalider ou vider de leur substance certaines lois essentielles du *New Deal* de Roosevelt, parfois prises pour répondre aux attentes des groupes mobilisés par la crise de 1929. De la même façon, les garanties — pourtant modestes — que donne la loi Taft-Hartley au développement de l'activité syndicale aux États-Unis sont en fait rognées dans une majorité des États du Sud, par des législations fédérées plus répressives qui vident cette loi, pensée au départ (1947) comme un compromis entre le pouvoir fédéral et les syndicats, de toute portée générale et de toute effectivité. Les travaux de l'historienne américaine Theda Skocpol [1993, 1994] illustrent ces jeux d'influences réciproques entre mouvements sociaux, systèmes politiques et politiques publiques. Dans des recherches qui relativisent l'image des États-Unis comme société

éternellement retardataire en matière de protection sociale, Skocpol souligne en particulier deux données. Les formes de la politique sociale aux États-Unis sont pour partie le reflet des mobilisations qui la firent naître : celles des anciens combattants dès l'après-guerre de Sécession, celle du puissant réseau des associations féminines (Fédération générale des clubs de femmes) au début du ^{xx}e siècle. Le modèle américain de protection sociale en tire son style « matriarcal », la singularité d'un système de pensions à la fois précocement étendu mais réservé aux anciens combattants. En retour, la dimension fédérale, le rôle politique joué par les tribunaux, le poids durable d'un lobby parlementaire sudiste expliquent l'impossibilité durable de transformer ces éléments de politique sociale en un système de protection universel sur le modèle des États sociaux européens.

Modes de gestion et de digestion des mobilisations

À partir des politiques relatives au nucléaire, Kitschelt esquisse une typologie des rapports entre type d'États, mouvements sociaux et politiques publiques. Dans le modèle « ouvert-fort », illustré par la Suède, domine une stratégie *assimilative* par laquelle les autorités se montrent attentives à la protestation, s'emploient à infléchir les politiques publiques en fonction des mobilisations. Les gains procéduraux et les changements substantiels sont forts, mais par le jeu des concessions et de l'intégration de la protestation, le système politique amortit le choc des mouvements sociaux qui ne le remettent pas en cause. Le modèle « ouvert-faible » illustré par les États-Unis est assez comparable à la Suède, marqué lui aussi par une logique assimilative — que symbolise bien l'institutionnalisation du *lobbying* — et des gains procéduraux importants. Les gains substantiels sont en revanche moins nets, en particulier du fait de la structure fédérale qui réduit la cohérence des *outputs* et par là, la possibilité de les infléchir à un niveau central. La France incarne un modèle « fermé-fort » dont les caractéristiques sont symétriques de celles du modèle suédois. Ici domine une logique de confrontation dont Super-Phenix serait un symbole. Les mouvements sociaux n'obtiennent guère de gains significatifs. Ce blocage les conduit à exercer sur le système politique de fortes pressions structurelles, en le remettant en cause de façon conflictuelle ou « extraparlimentaire », en tentant de pénétrer directement (création de partis écologistes) dans un système partisan perçu comme imperméable aux demandes. Assez proche du modèle français, le type « fermé-faible » allemand s'en distingue essentiellement par un plus grand mixte de stratégies assimilatives et de confrontation.

Malgré les divers paramètres qu'il sollicite, le modèle de Kitschelt reste simplificateur. Comme en convient l'auteur, les dichotomies « ouvert-fermé », et plus encore « fort-faible » demanderaient à être

Mobilisations et politiques publiques : une typologie

Structure des <i>outputs</i> (capacité à conduire des politiques publiques)	Mode d'accueil des demandes (<i>inputs</i>) politiques	
	Système ouvert	Système fermé
Fort	Suède	France
Faible	États-Unis	Allemagne

détaillées. Il est également douteux que ces variables fonctionnent à l'identique pour tous les mouvements sociaux et dossiers. Le système français « fermé » s'est avéré remarquablement ouvert aux revendications de la jeune génération paysanne des années 1960, à travers le vote des lois d'orientation défendues par Edgar Pisani. Ce système « fort » a, en revanche, le plus grand mal à conduire avec cohérence des politiques publiques dans le domaine universitaire. De nombreux paramètres gagneraient également à être intégrés, à commencer par le profil politique des gouvernants, mais aussi des protestataires, comme le montre l'abandon par le gouvernement Mauroy du projet de centrale de Plogoff en 1981, à la veille de législatives.

Le chaînon manquant

La problématique de Kitschelt a le mérite de faire penser la structure des opportunités politiques non comme un simple coefficient de probabilité pour la réussite des mouvements sociaux, mais comme une médiation essentielle qui permet à la fois de relier les groupes mobilisés et leurs stratégies et de penser la capacité de l'État à canaliser les formes de la protestation.

Les groupes mobilisés intègrent la structure des opportunités politiques dans le développement de leurs stratégies. Cette perception peut d'abord prendre une forme « préréflexive », dépourvue de tout calcul. Elle se nourrit alors de réminiscences historiques (réunir des « États généraux », « C'est reparti comme en 36 »), des répertoires traditionnels d'un groupe qui, parce qu'ils ont suscité des victoires historiques, peuvent se perpétuer de façon presque fétichiste, d'une culture politique parfois condensée à des certitudes élémentaires (« Avec eux, il n'y a que la violence qui paye »). Cette forme de culture protestataire peut aboutir à des contresens dans l'évaluation des rapports de forces et des modes de mobilisation efficaces, telle l'illusion de « refaire 68 » dans les grèves étudiantes de l'après-Mai. Elle n'en est pas moins intériorisation d'une forme de sagesse protestataire quand à l'art de mener le combat, d'utiliser répertoires et opportunités. La gestion de la structure d'opportunité peut à l'inverse prendre la forme de calculs tactiques proches du modèle de l'action rationnelle : l'affaiblissement visible d'un gouvernement, une échéance électorale, le fiasco de mesures répressives

donnent alors le signal d'une accentuation de la mobilisation. Enfin l'activité tactique vaut aussi pour le choix des sites. Le savoir protestataire consiste aussi à identifier les bons « guichets », les procédures efficaces. Les mouvements écologistes, les associations de quartier ont constaté de longue date que la participation aux commissions extra-municipales et les pétitions étaient médiocrement efficaces pour enrayer un grand projet de remodelage ou un équipement urbain lourd. Elles ont simultanément perçu la ressource que leur offraient la complexité et le formalisme des procédures d'enquête d'utilité publique et les possibilités élargies d'ester en justice. Les tribunaux administratifs ont de la sorte bloqué plus de chantiers urbains que les manifestations.

Mais la structure des opportunités n'est pas la résultante, passivement subie par les gouvernants, des rapports de forces avec les protestataires, des fluctuations du système partisan ou des alliances parlementaires. Elle est aussi construite par les autorités à travers l'institution de structures de concertation, l'ouverture de recours juridictionnels, l'encouragement ou la répression de formes d'organisation ou d'expression, l'octroi de monopoles juridiques de représentation. Kriesi et Wisler [1996] ont ainsi pu montrer, dans le cas suisse, l'ambivalence des techniques de démocratie directe, comme le référendum d'initiative populaire. Elles ouvrent aux protestataires un « guichet » en apparence facilement accessible (à Zurich, une pétition signée par moins de 2 % des électeurs suffit). Mais si ces techniques de prise de parole suscitent une forme de « civilisation » de la protestation, le refus d'y recourir abouti aussi à disqualifier les protestataires, dont les mobilisations sont alors traitées avec rudesse.

Bref, les mouvements sociaux peuvent aussi être modelés, canalisés, créés parfois par les pouvoirs publics. Les travaux relatifs au néo-corporatisme [Schmitter et Lehbruch, 1992] ont contribué à rendre visible cette vérité si contraire à la routinière opposition entre État et société civile. Il suffit de prêter attention au phénomène pour identifier de multiples formatages des possibilités d'action protestataire par les pouvoirs publics : versement de subventions dont le renouvellement peut être soumis à conditions, monopole syndical de présentation des candidats aux élections professionnelles, mise sur pied d'ordres professionnels chargés de gérer certains problèmes de la corporation, soutien à des organisations professionnelles jugées plus raisonnables. L'histoire des formes de cette intervention publique pourrait, elle aussi, donner lieu à une théorie des « répertoires d'action étatique » sur les mobilisations, expliquer bien des évolutions des registres protestataires. Gosta Esping-Andersen parle à ce propos de « formulaires de revendications », pour suggérer la capacité des pouvoirs publics à canaliser jusqu'aux protestations en leur proposant de véritables parcours fléchés : guichets ou interlocuteurs bien identifiables, définition implicite ou explicite de comportements qui susciteront la répression ou à l'inverse la

L'institutionnalisation des « nouveaux mouvements sociaux »

Parce que présentés comme typiques de l'opposition à l'État et aux mécanismes d'institutionnalisation, les nouveaux mouvements sociaux constituent un excellent terrain pour relativiser la pertinence de l'opposition société civile-État.

Le développement de certains de ces mouvements s'est trouvé stimulé par les pouvoirs publics. Ce sont eux qui regroupent dès 1951 diverses structures liées au dossier de la consommation dans l'Union fédérale des consommateurs qui se voit reconnaître un statut d'interlocuteur officiel et exclusif sur ces dossiers. Le rapport Rueff-Armand de 1959 soulignera la contribution que peuvent apporter les consommateurs mobilisés à la modernisation économique. Il s'ensuivra la création de nouvelles structures (CNC) au sein du ministère de l'Économie. Créé en 1967 avec le statut juridique d'établissement public, l'Institut national de la consommation sera, sous l'impulsion d'Henri Estingoy, l'un des catalyseurs du mouvement consumériste, à travers sa revue *Cinquante Millions de consommateurs* qui tire à 280 000 exemplaires au début des années 1970. De son côté, le ministère de l'Environnement organise à partir de 1975 des stages de formation au profit des cadres des mouvements associatifs.

La collaboration conflictuelle entre administrations et mouvements sociaux s'observe dans les rapports que nouent les ministères « nouveaux » (Environnement, Consommation, Condition féminine) avec les groupes mobilisés. Parce que souvent en position dominée dans les structures politico-administratives, ne disposant ni du relais des « grands corps », ni de budgets et services extérieurs très étoffés,

ces administrations cherchent le soutien des associations qui interviennent sur leur secteur. Le ministère de l'Environnement a joué en 1983 la mobilisation des associations de pêcheurs contre le travail de *lobbying* parlementaire de l'EDF pour faire passer une loi qui imposait des contraintes fortes en matière de protection du poisson sur les cours d'eau.

Ces rapports aboutissent à des situations où s'imbriquent des « administrations militantes » dont les responsables sympathisent souvent avec les causes qu'ils ont à gérer et des mouvements sociaux partiellement phagocytés par une collaboration institutionnalisée à la définition et à la mise en œuvre des politiques publiques. Les associations écologistes participent ainsi au Conseil national de protection de la nature, à la Commission supérieure des sites, au Conseil supérieur des installations classées, au Conseil national du bruit, au Conseil de l'information sur l'énergie nucléaire, sans compter les structures locales. Pareil investissement suppose un gros travail d'expertise sur dossiers qui contribue à modeler le style de l'écologisme militant. Le développement de la capacité d'agir en justice reconnue par les lois françaises aux associations de défense de la nature, les ressources juridiques que leur apporte le droit communautaire, ont également poussé les organisations écologistes à fréquenter plus les prétoires que la rue.

La dimension du conflit ne disparaît pas. L'administration, même « nouvelle », doit suivre les priorités politiques du gouvernement, jouer la solidarité gouvernementale. Côté associatif, le souci d'autonomie, l'existence de dossiers et d'organisations plus conflictuels peuvent amener à des confrontations. Mais même celles-ci seront souvent pacifiées par la médiation du droit ou de l'expertise.

Sources : Ollitrault [1996], Spanou [1991].

bienveillance, procédures d'encadrement juridique du recours à l'action comme les multiples cas de réglementation du droit de grève. L'une des pistes qui se dégage de ces travaux est la mise en évidence d'une tendance générale au mimétisme entre les structures des organisations

protestataires et celles des États auxquels elles se confrontent [Giugni, 1996], qu'il s'agisse de leur structuration sur le territoire en fonction des découpages administratifs, ou des effets du découpage de l'appareil d'État en ministères et administrations spécialisées. L'organisation écologiste internationale WWF est ainsi fortement centralisée en France, décentralisée au niveau cantonal en Suisse.

De multiples exemples illustrent ces stratégies des autorités. Elles peuvent consister à donner des responsabilités gestionnaires aux protestataires potentiels. La gestion des régimes de protection sociale par les syndicats de salariés, la cogestion corporatiste du ministère de l'Agriculture en sont des illustrations. Des techniques de disqualification peuvent aussi fonctionner. Tarrow souligne ainsi combien le choix d'une politique fortement répressive visait à amener les mouvements extraparlimentaires italiens au choix entre une pacification de la protestation ou la clandestinité complète. Plus discrètement, la législation fiscale sur le timbre aura permis au Second Empire de porter un coup décisif à une littérature de colportage et à des journaux considérés par les pouvoirs publics comme les supports d'un mauvais esprit protestataire. Replacer l'État dans un statut de protagoniste à part entière, et non de simple cible des revendications est une condition de compréhension des formes et destinées des mobilisations.

Quel espace politique de référence ?

Les processus de « mondialisation » ont rendu de plus en plus visible la manière dont des décisions et des politiques publiques prises dans un espace supranational affectent la vie quotidienne de populations considérables. Il peut s'agir d'entités régionales (Union européenne), de traités économiques (ALENA, MERCOSUR), plus souvent d'un ensemble proliférant d'organisations internationales gouvernementales (OMC, FMI, Commission baleinière) dont le nombre est passé de 30 à plus de 300 sur le xx^e siècle. Ce déplacement des lieux de décision et des espaces politiques de référence a suscité, souvent avec retard, des formes nouvelles de mobilisations [Della Porta et Kriesi, 1998]. Elles cherchent à adapter leur pression à cette nouvelle carte de la « gouvernance » mondiale, à se saisir des possibilités ouvertes tant par le développement de la mobilité des personnes que des réseaux de communication (Internet) pour organiser le contre-pouvoir d'une « Internationale civile » [Poulligny, 2001]. Si ce dépassement des cadres nationaux constitue bien une tendance majeure des mobilisations depuis une vingtaine d'années, celle-ci donne trop souvent lieu à des généralisations hâtives ou enchantées qui masquent des traits plus essentiels de ces processus.

Ce que n'est pas la mondialisation des mobilisations

- Une innovation sans précédent : le XIX^e siècle avait vu s'épanouir les internationales ouvrières, des mobilisations internationales pour l'abolition de l'esclavage, ou celle de la diaspora irlandaise.

- Un phénomène généralisé : les situations de mobilisation simultanée dans plusieurs pays contre un adversaire identique demeurent liées à des événements exceptionnels. Leur réussite demeure rare et difficile, comme le montre l'impact mitigé de l'Euro-grève lancée dans le groupe Renault lors de la fermeture du site de Vilvorde en Belgique [Lagneau et Lefébre, 1999].

- Un phénomène avancé : les processus d'organisation au niveau supranational sont beaucoup plus aboutis et efficaces dans le monde des entreprises, des groupes de pression, comme le montre en particulier la représentation des causes et intérêts auprès des centres de décision de l'Union européenne.

- Une expansion internationale des formes familières de mobilisations nationales : certaines mobilisations correspondent à ce schéma quand des protestataires de plusieurs pays se rassemblent sur un même site (sommets du G7-G8) ou manifestent simultanément sur le

même thème dans leurs pays respectifs (contre les menaces des États-Unis sur l'Irak). Mais à côté de ces mouvements sociaux transnationaux se développent des organisations internationales non gouvernementales (Médecins du monde, Opposants aux mines antipersonnelles) qui empruntent aussi au registre de la prestation de services, de l'expertise. Plus encore, la société civile internationale émergente passe par des logiques de réseaux militants qui articulent des acteurs hétérogènes : mouvements sociaux, mais aussi experts et universitaires, lobbies, organisations non gouvernementales internationales [Keck et Sikkink, 1998].

- La traduction dans le monde de la protestation de l'idée macluhienne de « village global » : les inégalités Nord-Sud d'accès à l'Internet sont énormes et la substitution des réseaux électroniques à des formes classiques de diffusion de l'information papier constitue parfois de nouvelles inégalités. Ces disparités se retrouvent aussi dans des rapports de forces très inégaux dans l'accès aux sites de décision d'un univers anglophone par les organisations de mouvement social du Nord et du Sud, dans le poids pris par des organisations faiblement représentatives mais capables de rémunérer juristes et experts, de disposer de fortes ressources informationnelles.

La prudence s'impose avant d'annoncer par anticipation l'émergence de mobilisations animées par une société civile internationale dépassant les vieilles inégalités culturelles et géopolitiques. Plusieurs processus inédits s'observent cependant.

L'effet de levier consiste à réaliser une pression conjuguée sur un État ou une organisation interétatique internationale (FMI) pour lui faire exercer sa force d'influence sur un gouvernement sensible à ses ressources. On a vu ainsi les écologistes et les Inuits québécois mettre en échec un projet d'Hydroquebec à la Baie James en dissuadant, par une action centrée sur l'État de New York, les compagnies locales de distribution de l'électricité d'acheter au Canada une énergie produite dans des conditions présentées comme écologiquement catastrophiques.

L'effet de certification réside dans une forme de transfert de légitimité ou de représentativité que peut acquérir un mouvement social dans son

système politique du fait de son insertion dans un réseau international fortement reconnu.

L'internationalisation produit en troisième lieu des effets de diffusion : dossiers d'expertise, formation, argumentaires, techniques de protestation circulent entre pays. C'est peut-être un répertoire de troisième génération qui se dessine. Il se déploie dans un espace supranational. Visant des enjeux très techniques (OGM, énergies, santé) et supposant des interactions avec des experts officiels et des chercheurs, il donne une place clé à l'expertise. Il insère les mouvements sociaux *stricto sensu* dans un conglomérat plus large d'acteurs. Le tissage de réseaux entre des entités diverses où se côtoient experts, organisations non gouvernementales internationales, communautés épistémiques, lobbies et mouvements sociaux comporte deux implications fortes pour l'analyse : récuser plus que jamais la vision d'une coupure entre mouvements sociaux et autres vecteurs de lutte pour des intérêts et des causes, penser ces réseaux dans une approche empruntant aux théories de relations internationales.

VIII / La construction symbolique des mouvements sociaux

Le redéploiement de l'analyse des mouvements sociaux passe aussi par la réhabilitation de dimensions qu'avait bien identifiées l'école du *collective behaviour*, à défaut de les traiter de façon toujours pertinente : croyances, idéologies, émotions. Mais les problématiques contemporaines ne se limitent pas à réexplorer des questions posées voici un demi-siècle. Elles se confrontent à de nouveaux objets (médias), suggèrent de nouveaux prismes d'analyse (biographies). Elles empruntent à de nouvelles écoles et paradigmes : interactionnisme, constructivisme. Elles invitent aussi à un désenclavement disciplinaire de l'analyse des mouvements sociaux.

La redécouverte du « travail politique »

Mobiliser le consensus

Avec les notions de « croyance généralisée » ou de « norme émergente », l'école du comportement collectif avait souligné que les mouvements sociaux ne naissent pas mécaniquement d'une accumulation de frustrations. Le passage à l'action collective suppose un travail sur les représentations qui donne au mécontentement un langage. Adam Michnik, conseiller de *Solidarnosc*, exprimait cette donnée en écrivant en 1981, dans un système où le marxisme, langage de nombreuses protestations, était devenu langue d'État : « Le débat autour du langage est le débat central autour duquel s'est axée la vie intellectuelle [...], au long de ces années la grande majorité de la société avait perdu son langage. La réalité était terrible, la réalité était épouvantable et on ne savait plus la nommer. »

Felstiner, Abel et Sarat [1991] proposent une trilogie éclairante pour rendre compte de cette mise en langage de la protestation : *naming, blaming, claiming*. Nommer, c'est trouver les mots qui donnent une situation pour problématique, injuste et non naturelle. Blâmer, c'est

faire jouer une logique d'imputation, identifier des causes et des coupables. Réclamer, c'est traduire en revendications et actions la réponse au malaise identifié. Ce recours au langage comporte une dimension *cognitive* en apportant les mots, les classements, les explications qui ordonnent le monde. Cette dimension cognitive n'est jamais exclusivement faite de croyances illusoire ou de mythes. L'analyse des nouveaux mouvements sociaux a souligné la composante réflexive des mobilisations, leur capacité à incorporer jusqu'aux discours savants. En désignant des causes et des responsables, la dimension symbolique est aussi *normative*. Elle dit le bien et le mal, le nous et le eux et comporte aussi par là une composante *identitaire*. Enfin, rendant possible la formulation des griefs et des demandes, elle ouvre un registre *expressif*.

Étudiant une mobilisation pacifiste dans une petite ville proche d'Amsterdam, Klandermans et Oegema [1987] ont mis en évidence la dimension stratégique de ce « travail politique » de diffusion d'un discours explicatif et normatif. Ils proposent en particulier de décomposer tout mouvement social en deux séquences. La « mobilisation du consensus » repose sur cette activité de propagande. Elle vise par un travail militant — affiches, réunions, tracts — la diffusion d'un point de vue sur le monde, le « problème » visé, la constitution d'un public favorable à la cause défendue. C'est seulement au terme de ce travail en profondeur que peut se développer une « mobilisation de l'action » qui transforme le capital de sympathie en engagements précis, ici la participation à une manifestation. L'étude hollandaise montre l'*hiatus* possible entre ces deux moments du mouvement social puisque 76 % de l'échantillon interrogé déclare partager les objectifs des pacifistes, mais que 10 % seulement se déclare prêt à manifester, chiffre lui-même supérieur aux 4 % de participants réels identifiés.

Depuis les années 1980, des objets jusque-là négligés sont donc pris en compte dans les recherches : tracts, programmes, systèmes de justification. Il s'agit d'une avancée sur les côtés les plus objectivistes de la mobilisation des ressources, qui semblait parfois réduire l'émergence des mobilisations à la résolution d'une équation à peu de variables : *catnet*, insertion dans la *polity*, rôle des entrepreneurs, faisant des groupes et individus une sorte de chair à mobilisation, paradoxalement désincarnée. Or, comme peut le dire tout participant ou observateur attentif d'un mouvement social, ses acteurs ne cessent aussi de parler, d'argumenter, de se justifier devant des journalistes ou des contradicteurs, de ressentir des émotions, de chercher à donner du sens aux incertitudes de leur lutte.

Idéologie, cadres, culture

Ce volet de l'action protestataire est peut-être de ceux où s'observe le mieux la relation désormais inconfortable des analystes à l'héritage

marxiste, et ses coûts. La notion d'idéologie n'était pas sans défaut. Souvent maniée avec la légèreté d'un rouleau compresseur, elle attribuait à des classes réifiées des systèmes de croyances trop lisses pour être vraisemblables. Elle ouvrait la porte à une dichotomie réductrice entre la masse des agents sociaux, englués dans la cécité de la fausse conscience et du mensonge à eux-mêmes et la lucidité garantie d'une avant-garde éclairée. Se revendiquant ostentatoirement d'un matérialisme où l'économique expliquait en « dernière instance » les croyances, elle appliquait rarement ce que Bourdieu nommait un « matérialisme intégral » qui fasse aussi l'analyse des champs de production symbolique, des conditions sociales de l'efficacité des croyances. Il y a pourtant chez Marx et quelques marxistes (Gramsci) des pages stimulantes sur le rôle des idées dans les mécanismes de domination, sur la façon dont des croyances font prendre des collectifs, délimitent leurs capacités de mobilisation, sur la manière dont, sans partager le système complet des certitudes d'un groupe, des représentants sont prédisposés à s'en faire les porte-parole reconnus. Plus que d'un inventaire critique, ce legs, perçu comme un héritage honteux ou dépassé, fait aujourd'hui l'objet d'un refoulement qui suscite des bricolages conceptuels aux rendements contradictoires.

En dédiant au printemps 2000 un numéro spécial à une lecture des mouvements sociaux comme « actions idéologiquement structurées », *Mobilization*, la revue centrale du sous-champ disciplinaire, illustre à la fois la montée de questionnements nouveaux et la quête d'outils conceptuels. Une part des travaux récents — parfois produits par ceux qui étaient hier les champions d'une analyse objectivante pure et dure à coup de structures et de ressources — donne le sentiment de réinventer la roue, découvrant soudain que les mobilisations produisent paroles et justifications. Plus stimulante est la quête de nouveaux concepts analytiques : cadres, culture, régimes de justification.

S'inscrivant dans le « tournant culturel » des sciences sociales des années 1990, l'attention nouvelle aux significations investies dans l'action, aux discours, à la façon dont la socialisation des personnes mobilisées vient peser sur leurs dispositions, sur les catégories de jugement qu'elles déploient, a fait entrer la culture dans les questionnements de la sociologie des mouvements sociaux [Johnston et Klandermans, 1995]. En s'interrogeant sur la palette contrastée des significations et traditions liées à la chasse, aux formes de la sociabilité entre pratiquants, Christophe Traïni [2003] apporte ainsi sur le mouvement français de chasseurs CPNT un éclairage doublement stimulant pour comprendre les motivations des militants, et les animosités qu'ils suscitent. Ce processus d'ouverture à des questionnements liés à l'expérience subjective de l'engagement n'est pas sans lien avec l'entrée dans la littérature de textes qui s'interrogent sur la place des émotions dans l'action collective.

L'analyse de cadres : concept dynamique ou mot-valise ?

La prise en compte des composantes cognitives et discursives de l'action collective s'est spécialement traduite depuis les années 1980 par le recours à la catégorie des « cadres » (*frames*). Goffman [1991] y voyait avant tout le fonctionnement de schèmes interprétatifs, souvent implicites, qui permettent de répondre à tout moment au « Que se passe-t-il ici ? ». Les promoteurs états-unis de la notion (Snow, Hunt, Benford en particulier, Gamson sur un registre distinct) reprennent la notion pour voir comment des activités de cadrage (*framing*), de définition de situation constituent des expériences comme problématiques, formalisent des solutions, persuadent de la pertinence d'une action collective, bref produisent des significations dans et pour l'action. Dans ce modèle l'idéologie — dont on voit alors mal la différence avec la culture — fonctionne comme une carrière de matériaux, où les processus de cadrage puisent valeurs, symboles, légitimations.

Les apports de ces recherches sont très appréciables. Elles réintroduisent dans l'analyse ce que l'objectivisme de la mobilisation des ressources avait laissé dans l'ombre : les croyances, le fait que les personnes investies dans une mobilisation ne cessent de produire justifications et interprétations. Elles éclairent les

processus de recrutement et d'influence. Snow, Rochford, Worden et Benson [1986] ont développé une problématique de l'alignement des cadres comme mécanisme volontariste de constitution de soutien par mise en résonance entre des schèmes interprétatifs produits par un mouvement et ceux présents ou latents dans des publics cibles. La connexion (*bridging*) est l'opération la plus simple. Elle s'appuie sur des perceptions préexistantes, comme la capture de sentiments religieux à des fins politiques par la nouvelle droite chrétienne nord-américaine. L'amplification clarifie ou magnifie un cadre pour lever les préventions qu'il peut susciter. L'exaltation de la chaleur conviviale d'une communauté de voisinage pourra ainsi être mise en avant pour refuser l'arrivée d'un refuge de l'Armée du salut et de sa population de clochards dans un quartier résidentiel. L'extension de cadre joue de dynamiques de fusion, suggérant combien un cadre présent dans une population est en fait cousin ou complémentaire d'un autre cadre préexistant : le pacifisme sera décrit comme indissociable de l'écologisme et réciproquement. Plus audacieuse, la transformation de cadre vise à altérer ou retourner des cadres interprétatifs existants ; elle s'observe par exemple dans l'invention d'une catégorie des « travailleurs du sexe » dont les droits seraient à défendre, en lieu et place du groupe stigmatisé des prostitué(e)s.

La place des médias dans les mobilisations

L'analyse des représentations et des croyances dans les mobilisations passe aussi par celle du principal forum où elles sont mises en scène : les médias. Ces derniers ne sont pas un simple support sur lequel se projettent les discours des groupes mobilisés, ils sont partie prenante des interactions du mouvement social.

Mises en scène et mobilisations de papier

L'un des apports de la *frame analysis* tient à sa capacité à mettre en relation les représentations des groupes mobilisés et celles des médias,

Plus attentifs aux résultats institutionnalisés des processus de cadrage, d'autres travaux recensent les cadres servant à faire sens d'un enjeu, leur évolution dans le temps. Gamson et Modigliani [1989] travaillent, à partir d'un gros corpus de presse, sur les manières de problématiser l'énergie nucléaire dans la presse des États-Unis depuis 1950. Ils dégagent une série de « panoplies », faites d'un cadre interprétatif central (exemple : atome = progrès), de métaphores, d'événements, d'images comme celles d'hommes en blouse blanche dans une salle de contrôle ultramoderne. Cette étude montre combien un cadre « Progrès », technophile et optimiste domine jusqu'aux années 1960, fonctionnant comme un filtre qui refoule la critique du nucléaire. Elle montre aussi l'apparition graduelle de nouveaux cadres (« Contrôle public », « Fuite en avant ») nés de changements sociaux et d'événements comme l'accident de *Three Miles Island*. Issus pour partie des mobilisations écologistes, ils ouvrent des possibilités plus favorables de couverture de ces actions.

Comme tout concept qui réussit, la problématique des cadres menace de devenir l'équivalent d'un « trou noir » absorbant la matière environnante. Tant dans le monde anglophone [*Mobilization*, 2000 ; Benford et Snow, 2000] qu'en France [Cefaï et Trom, 2001 ; Mathieu, 2002], un débat scientifique vif questionne les usages de cette notion. Un

premier registre critique constate une liquéfaction du concept par ses usages relâchés. Le cadre digère, recompose ou réhabilite les notions, déjà souvent molles, de culture, d'idéologie, d'identité, de mise en récit.

Lilian Matthieu condense un autre volet du questionnement critique. Il montre d'une part une fâcheuse polysémie de la notion dont on ne sait pas toujours si elle réfère à une activité tactique de dirigeants d'organisations, à un jeu de processus cognitifs et interprétatifs chez les participants à un mouvement, ou à un genre d'idéal-type (exemple : le *master frame* de la mondialisation libérale) forgé par le sociologue pour expliquer un mouvement. Il souligne par ailleurs les risques intellectualistes de certains usages, associant la force de mobilisation d'un mouvement à la pertinence de son offre de cadres, sans tenir assez compte des contraintes sociales, des compétences hétérogènes des personnes mobilisées, plus encore du fait que leur adhésion ne relève pas forcément que d'une délibération cornélienne sur une offre de sens.

Comme le notent enfin Oliver et Johnson, un usage paresseux et réifié de la problématique a fini par faire oublier le cadrage, comme activité pratique et située de production de sens, au profit de ses seuls produits objectivés, plus faciles à commenter sous la forme de cadres-récits, cadres-justifications.

avec plus de rigueur que les références, souvent floues et dénonciatrices, aux idéologies et discours dominants. Gamson [1992] développe ainsi une comparaison systématique et quantifiée des contenus des médias et des représentations observables dans divers milieux sur un ensemble de thèmes fortement mobilisateurs. Si les médias apparaissent comme une ressource cognitive de première importance, Gamson montre que les divers publics en sont rarement les récepteurs acritiques. De façon plus originale, il met en évidence deux caractéristiques du discours de presse défavorables aux mouvements sociaux : les enjeux y sont rarement problématisés dans un « cadre d'injustice » qui désigne des victimes et des responsables. L'idée d'un pouvoir d'influence sur ces enjeux par une action collective est largement étrangère au discours journalistique.

L'importance des médias ressort aussi de l'intériorisation par les groupes mobilisés des impératifs d'une action qui obtienne leur relais. Lors d'une prise d'otages au siège d'une compagnie turque à Paris, un négociateur officiel a su arracher la reddition du commando en soulignant que tarder davantage priverait le groupe d'images et d'accès au journal télévisé de vingt heures. L'observation des informations télévisées permet de repérer de nombreuses situations où, dans des pays nullement anglophones, les manifestants brandissent des panneaux en anglais à l'attention de CNN et des médias internationaux. Champagne [1990] a mis en évidence la façon dont, aux manifestations traditionnelles, construites avant tout pour créer un rapport de forces, permettre l'expression du groupe, se sont ajoutées des manifestations « de second degré ». Parfois organisées avec le soutien de conseils en communication, recourant volontiers à des mises en scènes élaborées, elles visent à produire une image valorisante du groupe et de ses revendications à l'intention des médias. Leur enjeu est alors de produire dans la presse du lendemain une « manifestation de papier » qui fasse voir et bien voir le groupe, suscite de la sympathie et d'épaisses revues de presse que liront ministres et hauts fonctionnaires.

L'analyse du rôle des médias sur et dans les mouvements sociaux est toujours grosse du risque de glisser du constat à la dénonciation du « pouvoir des médias » ou à la célébration de leurs vertus démocratiques. Sur ce terrain faits et croyances se séparent malaisément. Le « pouvoir » réel des médias sur de nombreuses mobilisations est souvent difficile à mesurer objectivement. Mais dès lors que les protagonistes d'un mouvement social sont persuadés que ce « pouvoir » existe, ils agiront en conséquence, imputeront à la presse leurs échecs, plus rarement leurs succès.

On soulignera aussi que la « couverture » des mobilisations, et donc le rôle possible de la presse sont très disparates. De nombreuses micro-mobilisations locales reçoivent une couverture modeste. En d'autres cas, quelques articles peu visibles dans un segment de presse spécialisé peuvent jouer un rôle important pour telle corporation. Plus encore, toutes les formes d'action concertée en faveur d'une cause ne cherchent pas les mêmes relais médiatiques. Parce que connectés institutionnellement aux centres de décision, de nombreux groupes (industriels, grands corps de l'État) font ordinairement un usage modéré des médias puisque des interventions plus feutrées leur permettent de défendre leurs revendications. Enfin et surtout, il faut interroger les ambiguïtés du mot « pouvoir ». Ce qui, dans la façon de couvrir l'événement, est décrit en termes de puissance de la presse pourrait s'analyser aussi en termes d'impuissance ou de limites de la difficile activité journalistique. Difficulté à se libérer des sources institutionnelles, à développer un journalisme d'investigation et d'explication de dossiers complexes. Difficulté à surmonter l'ethnocentrisme professionnel et à rendre compte,

non avec complaisance, mais avec compréhension, de mobilisations de milieux sociaux très éloignés de celui des élites journalistiques. Il faut en fait penser le pouvoir des médias — et il existe — en termes d'interdépendances au sein d'un réseau de protagonistes (groupes mobilisés, composantes diverses du monde des médias, conseillers en communication, autorités publiques...) dont aucun ne dispose jamais d'une maîtrise totale de la « couverture » du mouvement social [Neveu, 2004].

Les médias, acteurs des mouvements sociaux

Journalistes et professionnels des médias peuvent devenir acteurs à part entière des mouvements sociaux [Réseaux, 1999]. Les situations dans lesquelles activistes et journalistes se trouvent dans une relation ambiguë d'associés-rivaux sont nombreuses. Le zèle avec lequel les médias français reproduisent ces « photos de groupe avec kalachnikov » qu'affectionnent les clandestins corses, ou couvrent à chaud des heures durant un attentat sur lequel ils ne disposent d'aucune information pertinente vaut un bon service de communication pour ceux qui recourent à la violence. Oberschall [1993] a pu montrer combien le *movement* contestataire des années 1960 aux États-Unis avait instrumentalisé les médias — parfois de façon théorisée [voir Rubin, *Do It!* Seuil, Paris, 1971]. Ne disposant pas d'une organisation très structurée, ni même d'une grande cohérence idéologique, les contestataires ont utilisé les médias comme substitut d'une structure de coordination, jouant sur des mobilisations dramatisées, comme lors de la convention démocrate de Chicago en 1968, que les médias ont alimenté en les couvrant. Mais en évitant ainsi les coûts de maintenance d'une forte organisation, les activistes ont fragilisé la mobilisation. L'essoufflement du *movement*, le déplacement de l'intérêt des médias vers d'autres dossiers vont provoquer une chute rapide de l'impact de l'agitation, qui en accélère la dislocation faute du relais mobilisateur des comptes rendus réguliers dans les journaux télévisés. Le livre de Tod Gitlin [1980] sur le traitement du groupe étudiant radical SDS par les médias américains offre une superbe étude de cas. Elle démontre la diversité des impacts directs et indirects de la couverture médiatique. Celle-ci peut stimuler les adhésions, en infléchir le profil, vedettariser les leaders et peser sur leur définition, déplacer les énergies militantes d'un travail de terrain prolongé à une fuite en avant dans des *happenings* successifs à fort potentiel médiatique.

La construction médiatique des mouvements et malaises sociaux ne résulte pas, pour l'essentiel, d'un dessein politique explicite des journalistes ou patrons de presse. Elle découle, de façon plus compliquée et moins intentionnelle, du réseau des interactions qui structurent le travail médiatique. S'y mêlent les impératifs de la vitesse et de l'information en temps réel, l'impossibilité fréquente d'une enquête sérieuse dans ces conditions, le peu de travail sur les dossiers d'une partie des journalistes,

la pression à produire des images dotées d'une forte charge émotionnelle, elle-même liée à la quête des audiences et financements publicitaires. Le résultat de ces processus est caractéristique sur le dossier des banlieues [Champagne, 1991]. Abusivement sollicitée, la mythologie du ghetto aboutit à des raccourcis d'analyse qui stigmatisent les habitants. On verra, à Vaulx-en-Velin, une chaîne de télévision commander à une agence d'images un reportage dont les vedettes devaient être un dealer et un casseur masqué et refuser simultanément la diffusion d'un reportage centré sur la parole de responsables associatifs du quartier réellement mobilisés pour répondre au malaise des résidents. Sans céder à l'illusion d'une restitution pure ou fidèle des mobilisations, on ne peut que souligner l'importance des biais factuels, des partis pris interprétatifs que recèle cette façon de travailler. Elle aboutit, à l'égard des récepteurs peu familiers du dossier traité, à susciter une perception privée d'épaisseur historique, d'explication des causalités complexes des mobilisations. Elle pousse les pouvoirs publics à traiter de façon souvent cosmétique les malaises sociaux pour en prévenir les manifestations plus que pour en combattre les causes. Le traitement politique de nombre de problèmes sociaux se trouve ainsi compliqué par le souci journalistique d'en donner une vision simple ou frappante.

Le registre thérapeutique

Le rôle des médias vis-à-vis des mouvements sociaux ne se limite pas aux séquences de mobilisation. La façon dont les enjeux sociaux sont pris en charge par les moyens d'information et un ensemble de professions orientées autour d'un travail symbolique contribue aussi à dissoudre la possibilité de penser des souffrances individuelles comme relevant d'un problème social. C'est pourquoi il faudrait intégrer dans une réflexion sur les mouvements sociaux la place prise par des émissions de type *reality-show*, ou les forums télévisuels. L'un des éléments fédérateurs de ces programmes est de mettre en scène souffrances et malaises vécus en proposant un traitement qui les renvoie à des difficultés relationnelles, des carences à communiquer, à nouer avec autrui des relations adéquates [Mehl, 1995]. Un des effets de cette mise en scène des malaises vécus est de les sérialiser, de les individualiser, de renvoyer vers les « victimes » la charge d'y remédier par un travail de nature thérapeutique sur elles-mêmes. Les médias ne sont pas le seul site de cette gestion individualisée des tensions et conflits, comme le manifeste l'essor des activités de conseil et de thérapie psychique, conjugale, communicationnelle, de « gestion des ressources humaines ». Ces évolutions suggèrent d'ajouter au triptyque d'Hirschman une quatrième branche : *thérapie*. L'un des effets de ce que Robert Bellah nomme le « schème psychosauvage » est de réduire la potentialité de la prise de parole, puisque les sources de mécontentement sont renvoyées à un déficit de communication ou de travail

sur soi-même. Régulièrement invoquée pour expliquer le déclenchement de conflits du travail, la catégorie du « problème de communication » [Neveu, 1994] fonctionne dans une logique de dépolitisation. Elle gomme l'existence objective de situations de mécontentement ou d'inégalités. Elle ramène la conflictualité à une pathologie née des carences pédagogiques des puissants à expliquer des décisions qui s'imposent et des crispations des exécutants devant la remise en cause de leurs désuets « droits acquis » par les impératifs de la modernité.

Élargir la focale sans refouler les acquis

L'attention à la dimension subjective et vécue des mobilisations, à un nombre accru d'institutions qui en construisent le sens ouvre la question d'un changement de paradigme. Faut-il jeter par-dessus bord les analyses en termes de structures sociales, leur substituer l'attention aux dispositions et potentiel créateur (ce que la sociologie anglophone nomme *agency*) des individus ?

Un ensemble de travaux propose aujourd'hui tant des outils théoriques que de riches études de terrain qui devraient permettre de progresser en conjuguant des apports plus qu'en choisissant entre eux. Le livre de James Jasper, *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements* (1997) constitue une des contributions les plus stimulantes de la décennie passée. Son parti pris rappelle « qu'il se passe des choses intéressantes dans la tête des gens » qui protestent. Il souligne aussi que participer à une action collective ne se réduit ni à la revendication intéressée, ni à faire valoir une vision d'une société juste. C'est aussi s'interroger sur sa propre vie, mettre en scène un style de vie, faire jouer l'engagement comme travail sur soi-même, se confronter à des enjeux moraux, exprimer une créativité inexploitée.

La démarche de Jasper n'est pas isolée. Elle s'inscrit dans un chantier d'exploration des dimensions émotionnelles des mobilisations [Goodwin, Jasper et Polletta, 2001]. Elle converge avec une série de thèmes mis en débat dans *Mobilization* ou la revue *Social Problems*. En France, même une tradition plus ancienne d'approche par les récits de vie trouve aujourd'hui à se développer sur les acteurs des mouvements sociaux [*Revue française de science politique*, 2001]. Des chercheurs proches d'une sociologie interprétative ou interactionniste accordent une attention soutenue à rendre compte de ce que font et vivent les militants, qu'il s'agisse des cadrages de leur action, de justification dans des arènes publiques [Cefaï et Trom, 2001]. Janine Barbot [2002] suit les modalités d'intervention des malades du sida et de leurs soutiens, la manière dont elles modifient les conditions de mise sur le marché des traitements.

« Pragmatique », « équilibrée » : les deux adjectifs ont été revendiqués pour décrire une approche fédératrice. Pour Mathieu [2002],

L'apport de James Jasper

Cinq entrées (art, biographie, émotions, culture, rhétorique) du travail de Jasper peuvent illustrer une démarche attentive au rapport vécu à l'engagement, soucieuse d'en saisir la diversité des composantes sans télescoper les niveaux d'analyse.

— Jasper donne un rôle central à la culture. Il la distingue des cadres, limités aux « efforts conscients de groupes ou de recruteurs pour adapter leur rhétorique et leurs dossiers de telle sorte qu'ils soient attractifs pour des recrues potentielles ». Dans la veine de Geertz, il situe la culture comme une « toile de significations », un cocon de sens enveloppant individus et groupes. Idées, traditions, principes moraux, métaphores, croyances confuses constituent les fils de ces tissages. Ces toiles de signification modèlent l'action collective en définissant des visions de la rationalité, des anticipations, des manières de s'investir. Elles contribuent à fixer des identités, s'inscrivent dans les corps en suscitant des comportements, des réactions émotionnelles. Mais les mobilisations doivent aussi se penser comme productrices de culture : elles suscitent des styles de relations interpersonnelles, des styles vestimentaires, entretiennent la curiosité intellectuelle — ou l'anesthésient.

— L'accent mis sur les rhétoriques n'est pas cotisation à la vulgate postmoderne d'un « Tout est discours ». Jasper souligne plutôt la centralité du discours comme instrument de formalisation du sens, de sollicitation d'adhésions et de ressources. Les mouvements sociaux sont soumis à des impératifs de justification dans un espace public où le discours doit monter en généralité, associer la revendication à une idée

de bien commun qui dépasse l'intérêt immédiat des protestataires.

— Reconstituer des biographies permet de penser des trajectoires d'engagement avec leurs ruptures et leurs continuités. La démarche peut, sans tomber dans l'illusion héroïque des dirigeants démiurges, être un moyen de comprendre les conditions de socialisation qui font les dispositions des leaders. Elle permet toujours de mieux saisir la singularité des nuances culturelles propres à un mouvement.

— Dans une veine durkheimienne, la notion d'art rappelle combien, sans théorie de leur pratique, beaucoup de militants ont un sens pratique parfois prodigieux de la gestion des situations, des gestes et de paroles opportunes. Elle insiste aussi sur la créativité propre à l'engagement. Les activistes, « comme les poètes », peuvent saisir des attentes, des structures de sentiments émergentes. Ils peuvent, comme Martin Luther King, faire communier autant à la musique de leur verbe qu'à ses contenus. En jouant avec des règles culturelles, en se contraignant à des exercices rhétoriques périlleux, dont la contrainte de parler à des publics hétérogènes, la protestation nécessite et engendre ses artistes.

— Jasper invite enfin à prendre au sérieux une économie libidinale de la protestation. Décrivant un rassemblement écologiste sur le site de *Diablo Canyon* en Californie, il y montre comment la combinaison d'un site impressionnant, des phénomènes d'interconnaissance, d'un rituel et de la proximité des corps fait aussi entrer dans le vécu des protestataires une palette d'émotions, une composante sensuelle. Le renforcement des sentiments de solidarité, les émotions partagées sont d'ailleurs mentionnées par les manifestants comme l'effet le plus palpable de leur action après l'écho dans les médias.

cette pragmatique doit être attentive aux compétences des militants, à leur réflexivité. Elle renoue avec l'impératif sociologique que soulignait Bourdieu : réintroduire dans son objet les dimensions subjectives qui avaient dû en être écartées dans le moment de l'objectivation. Malgré la vigueur de certains de ses textes contre les routines intellectuelles de la mobilisation des ressources, Jaspers se situe sur le même terrain lorsqu'il

invite à « équilibrer » l'analyse des faits de morphologie et de structuration sociale, en sachant que cette définition de potentiels d'action laisse ouverte la question des objectifs et formes des mouvements, de ce qu'y investissent et vivent les participants.

Désenclaver l'analyse des mouvements sociaux

Le cours des recherches sur les mouvements sociaux porte la promesse et la nécessité du désenclavement. Celui-ci concerne les méthodes et savoirs mobilisables. Loin de l'autarcie radoteuse du spécialiste de sa spécialité, l'analyste des mouvements sociaux doit trouver des connexions à d'autres champs de savoir. La sociologie du journalisme, l'analyse de discours, la psychologie et la sociologie des émotions viennent d'apparaître dans cette distribution. Mais les processus de transnationalisation suggéraient déjà des connexions avec le domaine des relations internationales.

Au-delà de ponts entre disciplines, l'analyse des mouvements sociaux gagnerait aussi à ne plus les cantonner à des parenthèses protestataires, mais à réinsérer leur action dans une problématique plus vaste de construction des problèmes sociaux. Qu'est-ce qui fait que parmi les situations possibles de conflit, de demandes d'intervention du politique, certaines parviennent à accéder à la visibilité, au statut de « problèmes » dans les colonnes des hebdomadaires et les agendas gouvernementaux, et d'autres pas ?

Les « problèmes sociaux » ne sont pas des objets trouvés. Ils naissent d'un travail de transformation de mécontentements en revendications argumentées, de construction de rapports de forces. Mais les mouvements sociaux ne sont qu'une des sources d'entrée des problèmes sur l'agenda des médias et des autorités [Garraud, 1990]. Le processus peut aussi venir d'une offre politique, lorsqu'un parti fait d'un dossier sans grands porte-parole son cheval de bataille. Les médias peuvent également jouer un rôle autonome, comme l'illustre la réglementation du financement des partis, largement née du traitement journalistique de divers scandales. Plus souvent encore, le simple suivi des dossiers routiniers par les administrations centrales, une action corporatiste de groupes de pression peuvent aboutir au traitement d'un problème sans faire grand bruit dans l'espace public. Il est utile de pouvoir articuler l'action des mouvements sociaux à ces modes plus routinisés de construction des problèmes publics.

La pluralité de ces portes d'entrée signifie que, pour ne pas voir la résolution de leur « problème » exclusivement tributaire d'une mobilisation coûteuse et difficile à maintenir, les responsables des mouvements sociaux ont intérêt à rechercher des connexions durables avec les autres circuits de traitement des problèmes sociaux. Certaines modalités

de cette démarche sont familières, comme l'action vers les médias. La quête de relais partisans peut être une autre tactique. Mais le complément le plus efficace au processus de mobilisation reste de s'introduire durablement dans les négociations avec les autorités, de pénétrer dans le cercle des agents habilités à gérer un type de dossier, que Gusfield [1981] nomme les « propriétaires des problèmes publics ». Si ces stratégies peuvent apparaître comme autant de choix, elles sont en fait fortement liées. Accéder au statut de « propriétaire » revient à être reconnu dans un système d'arènes interconnectées. Il insère dans un « réseau d'opérateurs » [Hilgartner et Bosk, 1988] où se côtoient des protagonistes associés par leur investissement sur un problème : mutualité française ou mouvements de malades du sida, journalistes médicaux, industries pharmaceutiques, chercheurs, syndicats de médecins, administrations sanitaires et sociales dans le cas de la santé publique.

Déjà évoquée pour les « nouveaux mouvements sociaux », la logique d'institutionnalisation dans le cercle des « propriétaires » permet des économies de mobilisation. Elle peut aussi être contradictoire avec le recours aux répertoires les plus énergiques de l'action collective. Elle implique aujourd'hui un fort investissement sur le registre de l'expertise. Gusfield [1981] le montre avec ironie sur le cas des mobilisations contre l'alcool au volant : une gestion technocratique des problèmes implique d'avoir les chiffres et la science avec soi, de consacrer une énergie importante à monter des dossiers. La participation aux instances bureaucratiques est aussi dévoreuse de temps militant. Une des causes de la crise du syndicalisme français est à chercher dans l'absorption de ses cadres dans une myriade de commissions bureaucratiques paritaires qui accentuent la coupure entre les représentants et une base ténue. On retrouve ici la tension, suggérée par Kriesi ou Piven et Cloward, devant laquelle se trouve tout mouvement social. Soit il ne joue que le registre de la mobilisation, stratégie risquée qui peut le cantonner dans un statut de trublion traité de façon répressive. Soit il tente de cumuler le registre mobilisé à d'autres modes de maintien de « son » problème à l'agenda et prend alors le risque de rentrer dans un scénario de domestication. Ce dilemme n'existe à vrai dire que là où un problème a déjà reçu un minimum d'institutionnalisation et où existe le « réseau d'opérateurs » de guichets vers lequel peut se tourner le mouvement. Ceci peut expliquer *a contrario* le choix forcé du registre mobilisé par le mouvement écologiste pendant une longue période où n'existaient ni administrations en charge du dossier, ni journalistes spécialisés, ni même un dense tissu d'associations axées sur cette cause [Anderson, 1991].

Conclusion

Parce qu'ils traduisent malaises sociaux et modifications culturelles, révèlent la naissance de solidarités collectives ou la dislocation de groupes dont la cohérence avait fini par paraître évidente, les mouvements sociaux sont à la fois une constante de la vie sociale et un phénomène sans cesse changeant. Une sociologie des mouvements sociaux ne saurait donc être un édifice achevé.

Cet ouvrage aurait atteint son but s'il montrait à la fois la complexité de ces processus, bien peu compatibles avec les diagnostics simples et péremptores dont s'accompagne trop souvent leur commentaire à chaud et suggérer simultanément que cette complexité n'est pas imperméable à toute analyse, pour qui consent à l'effort de l'enquête et d'une boîte à outils conceptuelle.

La première édition de ce livre est parue en 1996. Les cadres théoriques de la « mobilisation des ressources » constituaient alors le point d'appui d'une majorité des travaux. La sociologie des mouvements sociaux n'a pas connu depuis de révolution paradigmatique. Elle s'est cependant sensiblement enrichie en réintroduisant graduellement dans ses questionnements ce que ce modèle laissait en jachère. Nous avons cherché à montrer comment, dans un processus d'expansion et de bricolage, épistémologiquement gérable à défaut d'être très ordonné, des questions nouvelles ont pris de l'importance. Figurent dans cette liste la dimension politique, la palette des rapports vécus aux formes diverses de l'engagement, la prise en compte de la part de « mise en récit » de l'activité protestataire (discours, justifications, cadrages, couverture médiatique). Cet élargissement n'aurait été ni possible, ni productif sans des évolutions dans les procédures et démarches d'enquête : l'approche ethnographique, la reconstitution de trajectoires et de récits de vie, l'analyse de discours, l'ouverture de la boîte noire des émotions rendent possible des observations, une compréhension inédite. Il serait abusif d'en conclure que cent fleurs s'épanouissent chaque année. Le surinvestissement récent de ce champ de recherche, l'inflation éditoriale que suscitent les logiques des carrières académiques et la multiplication des

livres et revues engendrent beaucoup de textes répétitifs, tiédasses ou théoriciens. Il demeure que la récolte apporte aussi chaque année quelques beaux livres ou numéros de revues (la bibliographie les marque d'un astérisque*) qui associent enquêtes rigoureuses et interprétations bien théorisées, compréhension et explication, attention au grain des interdépendances vécues et aux macro-déterminants sociaux, ce qui est loin de constituer un bilan honteux dans une production de sciences sociales plus souvent incontinentes que fulgurantes.

Trois remarques finales viendront suggérer des pistes de réflexion. La première sera de se réjouir de la remise en cause récente du Yalta disciplinaire par lequel les sociologues s'occupaient presque exclusivement des pays développés, laissant aux spécialistes des « aires culturelles » le soin de penser le Tiers-monde. Tant en France [Bayard *et al.*, 1992 ; Roy, 1992 ; Martin, 2002 ; Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003 ; Baran, 2004] que dans le monde anglophone [Scott, 1985 ; Gutmann, 1993 ; Bayat, 1998], ces spécialistes se parlent davantage, se rencontrent, s'empruntent concepts et lectures. Une science sociale moins étroitement spécialisée se confronte ainsi à des objets neufs et importants. Ces connexions créent la possibilité d'opposer de la connaissance aux balivernes qui ont encore cours dans certains médias sur des sujets comme l'« islamisme » ou le rapport des peuples du Sud à la politique.

La seconde serait de souligner que « comprendre » les mouvements sociaux ne débouche en rien sur une posture de relativisme mou, consistant à les percevoir comme de purs objets d'intellection, dans l'indifférence à leurs contenus. Pour le citoyen soucieux d'agir ou réagir face à des mobilisations qui mettent en cause des principes de justice sociale, menacent des valeurs universalistes issues des grandes révolutions du XVIII^e siècle, comprendre des mouvements sociaux qui semblent parfois mobiliser les plus démunis contre leurs intérêts, éviter les contresens sur les causes et objectifs de leurs luttes, peut être le préalable à une action efficace.

Enfin, si la sociologie ne distribue pas de bons points, elle peut, sans quitter le terrain des faits, souligner certaines significations politiques des mobilisations contemporaines. Dans une majorité des États des tiers-mondes où n'existent ni les procédures et traditions des démocraties occidentales, ni les conditions socio-économiques objectives susceptibles de leur donner efficacité, le recours aux mobilisations demeure l'élément stratégique des entreprises de changement politique. Avec des résultats contrastés, souvent générateurs d'un travail de deuil chez ceux qui, en Occident, ont pu s'enthousiasmer pour ces mouvements, les évolutions de pays aussi divers que l'Iran, le Brésil, la Palestine, la Corée du Sud peuvent illustrer ces dynamiques des mouvements sociaux du Sud. Dans les pays du « Nord », associés aux variantes du modèle démocratique, s'observe une tendance à l'institutionnalisation des mouvements

sociaux. La fréquence des mouvements sociaux va *crescendo*. Ils concernent des groupes de plus en plus divers. Aussi longtemps qu'ils demeurent pacifiques, ils font l'objet d'une tolérance souvent bienveillante de l'opinion et d'une reconnaissance accrue comme une forme légitime d'expression par les pouvoirs publics. Sans y trouver toute son explication, ce processus manifeste, dans de larges segments de la population, un rapport de défiance au modèle représentatif classique fondé sur une délégation durable d'autorité aux gouvernants. Cette permanence des mouvements sociaux suggère aussi les limites de ce que certains analystes ont désigné comme la « *démocratie d'opinion* » où le jeu des sondages, la contribution des *mass médias* et l'écoute de l'opinion publique permettraient une intervention « continue » de la *vox populi*, une prise en compte en temps réel des attentes sociales entre deux élections. Si elles tentent de prendre acte des évolutions du modèle démocratique et peuvent susciter une réflexion féconde, ces représentations sont aussi des formes d'idéologies professionnelles de ceux (journalistes, sondeurs) dont la raison sociale est de se faire les ventriloques de l'opinion publique. Le débat sur la « *démocratie d'opinion* » exige une réflexion digne de ce nom sur ce que sont l'« *opinion publique* » et ses significations [Gaxie, 1990]. Il suppose aussi que soient pensés comme les résultats de luttes et d'interdépendances entre forces sociales — et non comme des données qui s'imposeraient objectivement — la nature des problèmes sociaux qui occupent le devant de la scène, la façon de les problématiser, d'y répondre par des politiques publiques ou de gestes symboliques. Nombre de mouvements sociaux peuvent se lire comme une critique en actes de cette « *démocratie d'opinion* » lorsqu'ils mettent en cause l'autorité avec laquelle les experts de toutes natures, à commencer par les experts en traduction de ce que veut l'opinion, entendent légiférer sur des questions qui affectent le quotidien sans une écoute attentive des groupes et personnes concernées, sans prise en considération de la diversité des intérêts et croyances. Le sentiment de ne pas être entendu, écouté, respecté, que restituent nombre de mobilisations récentes, invite à méditer sur la paradoxale conjugaison entre le règne proclamé de l'« *opinion publique* » et le sentiment d'abandon vécu par de nombreux titulaires de cette souveraineté statistique.

La vitalité de ces logiques de mobilisation vaut donc, de façon confuse, comme une critique en actes d'un monde politique professionnalisé, souvent autiste par polarisation sur ses enjeux ésotériques. Elle suggère aussi la persistance de mécanismes d'exclusion politique, de situations où ni la représentation politique, ni les marchandages néo-corporatistes, ni les forums médiatiques ne permettent à des groupes de se faire entendre et écouter, à des problèmes d'être pris en charge. C'est dire que l'analyse des mouvements sociaux constitue un terrain de choix pour appréhender tant les attentes nouvelles que les désillusions que suscite le modèle démocratique tel qu'il s'incarne.

Index

- ABEL, Richard, 99
AGRIKOLIANSKY, Éric, 69
AGULHON, Maurice, 20
ANDERSON, Alison, 110
ARENDT, Hannah, 54
- BALDASSARE, Mark, 17
BARAN, David, 112
BARBOT, Janine, 107
BARROWS, Suzanna, 34
BAYARD, Jean-François, 30, 112
BAYAT, Asef, 3, 32, 112
BECKER, Gary, 47
BELL, Daniel, 64
BELLAH, Robert, 106
BENFORD, Robert, 78, 102, 103
BENNANI-CHRAÏBI, Mounia, 30, 112
BERGER, Suzanne, 11
BERNSTEIN, Mary, 81, 82
BLUMER, Herbert, 9, 38
BOSK, Charles, 16, 110
BOUDON, Raymond, 6, 47
BOURDIEU, Pierre, 83, 84, 87, 101, 108
BRAUD, Philippe, 82
BRUBAKER, Roger, 77
BRUNETEAUX, Patrick, 88
BUCHANAN, James, 47
- CEFAÏ, Daniel, 103, 107
CHAFFEE, Lyman, 42
CHAMPAGNE, Patrick, 78, 104, 106
CLOWARD, Richard, 23, 110
COHEN, Jean, 70
COLLOVALD, Annie, 76
CRETIEZ, Xavier, 86
- DARNTON, Robert, 5, 21
DAUVIN, Pascal, 83
DELLA PORTA, Donatella, 43, 88, 89, 96
DOBRY, Michel, 43, 91
DUBAR, Claude, 77
- DUBET, François, 63, 68
DUCLOS, Nathalie, 43
- EISINGER, Peter, 85
ELEGOËT, Fanch, 46
ENGELS, Friedrich, 34, 35
ESPING-ANDERSEN, Gosta, 94
- FAVRE, Pierre, 47
FELSTINER, William, 99
FERNÁNDEZ-BUEY, Francisco, 61
FILLIEULE, Olivier, 6, 30, 67, 89, 112
FLEMING, Peter, 30
FRIEDBERG, Ehrart, 8, 9, 18
- GAMSON, Joshua, 81
GAMSON, Williams, 22, 45, 49, 88, 102, 103
GARRAUD, Philippe, 109
GARRIGOU, Alain, 13
GAXIE, Daniel, 72, 73, 74, 80, 113
GEAY, Bertrand, 58
GERN, Christine, 72
GIDDENS, Anthony, 67
GITLIN, Tod, 90, 105
GIUGNI, Marco, 96
GOFFMAN, Erving, 75, 102
GOODWIN, Jeff, 107
GRAMSCI, Antonio, 35, 101
GURR, Ted, 38, 39, 40, 41, 43
GUSFIELD, Joseph, 48, 68, 80, 110
GUTMANN, Mathew, 112
- HASCOËT, Didier, 11
HILGARTNER, Stephen, 16, 110
HIRSCH, Éric, 74
HIRSCHMAN, Albert, 28, 29, 30, 32, 40, 73, 106
HUNT, Robert, 78, 102
- IBARRA, Pedro, 13
INGLEHART, Ronald, 64
LON, Jacques, 75, 76

- JAFFRELOT, Christophe, 22
 JASPER, James, 107, 108
 JOHNSTON, Hank, 68, 101
 JUHEM, Philippe, 13

 KECK, Margaret, 97
 KERGOAT, Danièle, 24, 79
 KILLIAN, 39
 KITSCHOLT, Herbert, 90, 91, 92, 93
 KLANDERMANS, Bert, 61, 66, 100, 101
 KNOKKE, David, 45, 47
 KOOPMANS, Ruud, 61
 KRIESI, Hanspeter, 24, 25, 26, 27, 61, 94,
 96, 110

 LACROIX, Bernard, 10
 LAGNEAU, Éric, 97
 LE BON, Gustave, 33, 34, 36, 37, 38, 54
 LEFÉBURE, Pierre, 97
 LEFÈVRE, Sylvain, 52
 LE GOFF, Jean-Pierre, 8
 LEHMBRUCH, Gehrart, 94
 LÉNINE, Vladimir, 35, 36
 LE ROY LADURIE, Emmanuel, 5, 21

 MANN, Patrice, 6
 MARTIN, Denis-Constant, 22, 112
 MARX, Karl, 18, 34, 35, 36, 37, 41, 78, 101
 MATHIEU, Lilian, 103, 107
 MAURER, Sophie, 78
 MBEMBE, Achille, 30
 MCADAM, Doug, 14, 52, 53, 68, 70, 71, 72,
 73, 79, 86, 87, 88, 89
 MCCARTHY, John, 49, 50, 51, 53, 57, 88, 89
 MELUCCI, Alberto, 61, 62, 65, 67, 68
 MEHL, Dominique, 106
 MEYER, David, 88, 89
 MICHELS, Robert, 24
 MICHNIK, Adam, 99
 MODIGLIANI, André, 103
 MOSCOVICI, Serge, 82
 MULLER, Pierre, 15

 NEVEU, Erik, 105, 107

 OBERSCHALL, Anthony, 14, 36, 49, 50, 53,
 54, 55, 56, 57, 59, 71, 85, 105
 OEGEMA, Dirk, 100
 OFFE, Klaus, 61
 OFFERLÉ, Michel, 18, 19
 OLLITRAULT, Sylvie, 67, 95
 OLSON, Mancur, 8, 43, 44, 45, 46, 47, 48,
 49, 50, 51, 52, 53, 60, 68, 71, 72

 OPP, Karl-Dieter, 72
 OZOUF, Jacques, 58

 PASSERINI, Luísa, 73
 PAULSEN, Ronelle, 72
 PÉCHU, Cécile, 6
 PIERRU, Emmanuel, 78
 PIVEN, Frances, 23, 110
 POLETTA, Francesca, 107
 POULIGNY, Béatrice, 96
 PUDAL, Bernard, 36

 RIECHMANN, Jorge, 61
 REITER, Herbert, 88, 89
 RIHOUX, Benoît, 13
 ROSANVALLON, Pierre, 19
 ROY, Olivier, 112
 RUBIN, Jerry, 105

 SARAT, Justin, 99
 SCHMITTER, Philip, 94
 SCOTT, James, 31, 32, 112
 SEMELIN, Jacques, 32
 SEWELL, Graham, 30
 SIKKINK, Kathryn, 97
 SIMÉANT, Johanna, 53, 83
 SKOCPOL, Theda, 79, 91, 92
 SMELSER, Neil, 38, 39, 40, 43
 SNOW, David, 72, 102, 103
 SOMMIER, Isabelle, 43, 69
 SPANO, Caliope, 95
 STAGGENBORG, Suzanne, 89

 TARDE, Gabriel, 33, 39
 TARROW, Sidney, 66, 86, 87, 88, 96
 TAYLOR, Verta, 81
 THOMPSON, Edward, 20, 59
 TILLY, Charles, 12, 19, 20, 21, 22, 36, 48,
 49, 56, 57, 58, 59, 60, 62, 64, 85, 88
 TOCQUEVILLE, Alexis de, 37, 41
 TOULABOR, Comi, 30
 TOURAINE, Alain, 10, 61, 62, 63, 65
 TRAIÑI, Christophe, 101
 TROM, Dany, 103, 107
 TURNER, 39

 WALGRAVE, Stefaan, 13
 WEBER, Eugen, 12
 WEBER, Max, 18
 WHITTER, Nancy, 81
 WISLER, Dominique, 94

 ZALD, Mayer, 49, 50, 51, 53, 57, 88, 89

Repères bibliographiques

Figurent accompagnés du signe * les ouvrages qui peuvent être considérés comme des classiques, des lectures fondamentales sur l'analyse des mouvements sociaux.

Figurent accompagnés du signe # les ouvrages qui offrent des études de cas particulièrement riches.

- AGRIKOLIANSKY E. et SOMMIER I., *Radiographie du mouvement altermondialiste*, La Dispute, Paris, 2005.
- AGULHON M., *La République au village*, Plon, Paris, 1970 #.
- ANDERSON A., « Source Strategies and the Communication of Environmental Affairs », *Media Culture and Society*, 1991, 4, p. 459-476.
- BALDASSARE M. (éd.), *The Los Angeles Riots, Lessons for the Urban Future*, Westview Press, Boulder, 1994.
- BARAN D., *Vivre la tyrannie et lui survivre. L'Irak en transition*, Mille et une Nuits, Paris, 2004.
- BARBOT J., *Les Malades en mouvement. La médecine et la science à l'épreuve du sida*, Balland, Paris, 2002 #.
- BARROWS S., *Miroirs déformants*, Aubier, Paris, 1990 (1^{re} éd., Yale University Press 1981).
- BAYARD J.-F., MBEMBE A. et TOULABOR C., *Le Politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992 *#.
- BAYAT A., *Street Politics. Poor people's Movement in Iran*, Columbia University Press, New York, 1998.
- BENFORD R. et SNOW D., « Framing processes and Social Movements. An overview and assesment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, p. 611-639.
- BENNANI-CHRAÏBI M. et FILLIEULE O. (dir.), *Résistance et protestation dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences-Po, Paris, 2003.
- BERGER S., *Les Paysans contre la politique*, Le Seuil, Paris, 1975 (1^{re} éd., Harvard University Press, 1972).
- BERNSTEIN Mary, « Celebration and suppression : The strategic uses of identity by the lesbian and gay movement », *American Journal of Sociology*, vol. 103, 3, 1997, p. 531-565 #.
- BLUMER H., « Collective Behaviour », in LEE (éd.), *New Outline of the Principles of Sociology*, Barnes and Noble, New York, 1946.
- BOURDIEU P., *Le Sens pratique*, Minuit, Paris, 1980.
- BOURDIEU P., *Homo academicus*, Minuit, Paris, 1984 #.

- BOURDIEU P., « Un acte désintéressé est-il possible ? », in *Raisons pratiques*, Seuil, Paris, 1994 *.
- BRAUD P., « L'émotion en politique », Presses de Sciences-Po, Paris, 1996.
- BRUNETEAUX P., *Maintenir l'ordre*, Presses de Science-Po, Paris, 1995.
- BRUBAKER R., « Au-delà de l'«identité» », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 134, 2001, p. 66-85 *.
- CEFAÏ D. et TROM D. (dir.), *Les Formes de l'action collective*, EHESS Éditions, Paris, 2001.
- CHAFFEE L., « Dramaturgical Politics : the Culture and Ritual of Demonstrations in Argentina », *Media Culture and Society*, 1993, 1, p. 113-135.
- CHAMPAGNE P., *Faire l'opinion*, Minuit, Paris, 1990.
- CHAMPAGNE P., « La construction médiatique des malaises sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1991, n° 90, p. 64-75.
- COHEN J., « Strategy or Identity : New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements », *Social Research*, vol. 52, 4, 1985, p. 663-716.
- COLLOVALD A., LECHIEN M.-H., ROZIER S. et WILLEMEZ L., *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, PUR, Rennes, 2002 *#.
- CRETTEZ X., *La Question corse*, Complexe, Bruxelles, 1999.
- DALTON R. et KUECHLER M., *Challenging the Political Order : New Social Movements in Western Democracies*, Polity Press, Londres, 1990.
- DARNTON R., *Le Grand Massacre des chats*, Laffont, Paris, 1985 (1^{re} éd., Basic Books, 1984).
- DAUVIN P. et SIMÉANT J., *Le Travail humanitaire*, Presses de Sciences-Po, Paris, 2002 #.
- DELLA PORTA D., « Il terrorismo di sinistra », *Il Mulino*, Bologne, 1990.
- DELLA PORTA D. et KRIESI H., « Movimenti sociali e globalizzazione », *Rivista Italiana di scienza Politica*, 1998 (3), p. 451-482.
- DELLA PORTA D. et REITER H., « Da "polizia del governo" à "polizia dei cittadini" ? La politiche dell'ordine pubblico in Italia », *Stato e Mercato*, n° 48, 1996, p. 433-465.
- DOBRY M., *Sociologie des crises politiques*, Presses de Sciences-Po, Paris, 1986 *.
- DUBAR C., *La Socialisation*, Armand Colin, Paris, 1991.
- DUBET F., *La Galère. Jeunes en détresse*, Fayard, Paris, 1987 #.
- DUCLOS N., *Les Violences paysannes en Bretagne sous la V^e République*, Economica, Paris, 1998.
- EISINGER P., « The Conditions of Protest Behaviour in American Cities », *American Political Science Review*, vol. 67, 1973, p. 11-28.
- ELEGOËT F., *Révoltes paysannes en Bretagne*, Éditions du Léon, Plabennec, 1984 #.
- ENGELS F., *La Guerre des paysans en Allemagne*, Éditions sociales, Paris, 1974 (1^{re} éd., 1850).
- FAVRE P., « Nécessaire mais non suffisante, la sociologie des effets pervers », *Revue française de science politique*, 1977, p. 1229-1271.
- FAVRE P., *La Manifestation*, Presses de Sciences-Po, Paris, 1990.
- FELSTINER W., ABEL R., SARAT A., *L'Émergence et la transformation des litiges : réaliser, reprocher, réclamer*, Politix, n° 16, 1991, p. 41-54.
- FILLIEULE O., *Stratégies de la rue*, Presses de Sciences-Po, Paris, 1996 #.
- FILLIEULE O. et PÉCHU C., *Lutter ensemble, les théories de l'action collective*, L'Harmattan, Paris, 1993.
- FLEMING P. et SEWELL G., « Looking for the good soldier Svejik. Alternative modalities of resistance in the contemporary workplace », *Sociology*, vol. 36 (4), 2002, p. 857-873.
- FRIEDBERG E., « Les quatre dimensions de l'action organisée », *Revue française de sociologie*, vol. 33, 1992, 4, p. 531-557.

- GAMSON J., « Must identity movements self-destruct ? A Queer dilemma », *Social Problems*, vol. 42(3), 1995, p. 390-407.
- GAMSON W., *The Strategy of Social Protest*, Wadsworth Pub., Belmont, Cal, 1990 (1^{re} éd., 1975) *.
- GAMSON W. et MODIGLIANI A., « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : a Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, 1989, p. 1-37 #.
- GAMSON W., *Talking Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, Mass, 1992.
- GARRAUD P., « Politique nationale, élaboration de l'agenda », *L'Année sociologique*, vol. 40, 1990, p. 17-41.
- GARRIGOU A., *Le Vote et la Vertu : comment les Français sont devenus électeurs*, Presses de Sciences-Po, Paris, 1992.
- GAXIE D., « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977, p. 123-154 *.
- GAXIE D., « Au-delà des apparences », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81-82, 1990, p. 97-112.
- GEAY B., « Espace social et "coordinations" ; le mouvement des instituteurs de l'hiver 1987 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 86-87, 1991, p. 2-24 #.
- GITLIN T., *The Whole world is Watching Mass media in the making & unmaking of the new left*, University of California Press, Berkeley, 1980 #.
- GIUGNI M., « Federalismo e movimenti sociali », *Rivista Italiana di Scienza Politica*, 1, 1996, p. 147-170
- GOFFMAN E., *Les Cadres de l'expérience*, Minuit, Paris, 1991 (1^{re} éd., 1974).
- GOODWIN J., JASPER J. et POLLETTA F., *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, University of Chicago Press, Chicago, 1997.
- GURR T., *Why Men Rebel ?*, Princeton University Press, Princeton, 1970 *.
- GUSFIELD J., *Drinking-Driving and the Symbolic Order : the Culture of Public Problems*, University of Chicago Press, Chicago, 1981 (1^{re} éd., 1963) #.
- GUSFIELD J., *Symbolic Crusade : Status Politics and the American Temperance Movement*, University of Illinois Press, Urbana, 1986 (1^{re} éd., 1963) *#.
- GUTMANN M. C., « Rituals of resistance : A critique of the theory of the everyday forms of resistance », *Latin American Perspectives*, 77, vol. 20 (2), 1993, p. 74-92.
- HASCOËT D., *De la JAC à la politique*, Caligrammes, Quimper, 1992.
- HILGARTNER S. et BOSK C., « The Rise and Fall of Social Problems », *American Journal of Sociology*, vol. 94, 1988, p. 53-78 *.
- HIRSCH E., « Sacrifice for the Cause : Group Processes, Recruitment and Commitment in a Student Social Movement », *American Sociological Review*, vol. 55, 1988, p. 243-254 #.
- HIRSCHMAN A., *Défection, prise de parole et loyauté*, Fayard, Paris, 1995 (1^{re} éd., Harvard University Press, 1970) *.
- HIRSCHMAN A., *Bonheur privé, action publique*, Fayard, Paris, 1983 (1^{re} éd., Princeton University Press, 1982).
- HUNT S. et BENFORD D., « Identity Talk », *Journal of Contemporary Ethnography*, vol. 22, 4, 1994, p. 488-516.
- IBARRA P., « Los movimientos por la solidaridad. Un Nuevo modelo de acción colectiva ? », *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, n° 88, 1999, p. 233-258.
- INGLEHART R., *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Democracies*, Princeton University Press, Princeton, 1977.
- ION J., *La Fin des militants ?*, Éditions de l'Atelier, Paris, 1997.

- JOHNSTON H. et KLANDERMANS B. (dir.), *Social Movements and Culture*, UCL Press, Londres, 1995.
- JUHEM P., « La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS Racisme », *Réseaux*, n° 98, 1999, p. 119-152.
- JUHEM P., « La légitimation de la cause humanitaire : un discours sans adversaires », *Mots*, n° 65, 2001, p. 9-27.
- KECK M. et SIKKINK K., *Activists Beyond Borders*, Cornell University Press, Ithaca, 1998.
- KERGOAT D., IMBERT F. et LE DOARÉ H., *Les Infirmières et leur coordination*, Lamarre, Paris, 1992.
- KITSCHOLT H., « Political Opportunity Structure and Political Protest : Anti-nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 1986, p. 57-85 #.
- KLANDERMANS B. et OEGEMA D., « Potentials, Networks, Motivations and Barriers Steps Toward Participation in Social Movements », *American Sociological Review*, vol. 52, 1987, p. 519-531.
- KNOCKE D., « Incentives in Collective Action Organizations », *American Sociological Review*, vol. 53, 1988, p. 311-329.
- KRIESI H., « Sviluppo organizzativo dei nuovi movimenti sociali e contesto politico », *Rivista italiana di scienza politica*, vol. 23, 1, 1993, p. 67-117.
- KRIESI H., KOOPMANS R., DUUVENDACK J.-W. et GIUGNI M., *New Social Movements in Western Europe*, UCL, Londres, 1995.
- KRIESI H. et WISLER D., « Social Movements and Direct Democracy in Switzerland », *European Journal of Political Research*, 1996, p. 19-40.
- LACROIX B., *L'Utopie communautaire*, PUF, Paris, 1981 *.
- LAGNEAU E. et LEFÉBURE P., « La spirale de Vilvorde. Un cas d'Européanisation des mouvements sociaux », *Cahiers du CEVIPOF*, n° 22, 1999.
- LE BON G., *Psychologie des foules*, PUF, Paris, 1991 (1^{re} éd., 1895).
- LEFEVRE S., *Le Programme « Direct Dialogue » à Greenpeace France. Militance et Marketing*, DEA Science politique, Lille, 2003.
- LE GOFF J.-P., *Le Mythe de l'entreprise*, La Découverte, Paris, 1992.
- LÉNINE V., *Que faire ?*, Éditions de Moscou, 1972 (1^{re} éd., 1902).
- LE ROY LADURIE E., *Le Carnaval de Romans*, Gallimard, Paris, 1979 #.
- MANN P., *L'Action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, A. Colin, Paris, 1991.
- MARTIN D.-C. (dir.), *Sur la piste des OPNI*, Karthala, Paris, 2002.
- MARX K., *Les Luttes de classes en France 1848-1850*, Éditions sociales, Paris, 1970 (1^{re} éd., 1850).
- MARX K., *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Éditions sociales, Paris, 1969 (1^{re} éd., 1852) #.
- MATHIEU L., « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52 (1), 2002, p. 75-100 *.
- MAURER S. et PIERRU E., « Le mouvement de chômeurs de l'hiver 1997-1998. Retour sur un "miracle social" », *Revue française de science politique*, vol. 51 (3), 2001, p. 371-403.
- MCADAM D., *Political Process and the Development of Black Insurgency (1930-1970)*, The University of Chicago Press, Chicago, 1982 * #.
- MCADAM D., *Freedom Summer*, Oxford University Press, Oxford, 1988 * #.
- MCADAM D. et PAULSEN R., « Specifying the Relationship Between Social Ties and Activism », *American Journal of Sociology*, vol. 99, 3, 1993, p. 640-667.
- MCADAM D., MCCARTHY J. et ZALD M. (eds), *Comparative Perspectives on*

- Social Movements*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.
- MCCARTHY J. D. et ZALD M., « Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977, p. 1212-1241 *.
- MELLUCI A., *L'invenzione del presente. Movimenti sociali nelle società complesse*, Il Mulino, Bologne, 1982*.
- MEYER D. et STAGGENBORG S., « Movements, Counter-movements and the Structure of Political Opportunities », *American Journal of Sociology*, vol. 101, 1996, p. 1628-1660.
- MICHELIS R., *Les Partis politiques*, Flammarion, Paris, 1971 (1^{re} éd., 1914).
- MORRIS A. et MCCLURG-MUELLER C., *Frontiers in Social Movements Theory*, Yale University Press, New Haven, 1992 *.
- MOSCOVICI S., *Psychologie des minorités actives*, PUF, Paris, 1979.
- MULLER P., *Les Politiques publiques*, PUF, Paris, 1990.
- NEVEU E., *Une société de communication ?*, Montchrestien, Paris, 1994.
- NEVEU E., *Sociologie du journalisme*, La Découverte, « Repères », Paris, 2004.
- OBERSCHALL A., *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973 *.
- OBERSCHALL A., *Social Movements : Ideologies, Interests and Identities*, Transaction Publishers, New Brunswick, 1993 *#.
- OFFERLÉ M., *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, Paris, 1994 *.
- OLLITRAULT S., « La double circularité de l'écologisme : entre science et militantisme », *Politix*, n° 36, 1996.
- OLSON M., *Logique de l'action collective*, PUF, Paris, 1978 (1^{re} éd., Harvard University Press, 1966) *.
- OPP K. D. et GERN C., « Dissident Groups, Personal Networks and Spontaneous Cooperation : the East German Revolution of 1989 », *American Sociological Review*, 1993, vol. 58, p. 659-680.
- PASSERINI L., *Autoritratto di gruppo*, Giunti, Florence, 1988 #.
- PIVEN F. F. et CLOWARD R., *Poor People's Movements*, Vintage Books, Random House, New York, 1979 (1^{re} éd., 1977).
- POULIGNY B., « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une "internationale civil" », *Critique internationale*, n° 13, 2001, p. 163-176.
- PUDAL B., *Prendre Parti*, Presses de Science-Po, Paris, 1989.
- REIECHMANN J. et FERNÁNDEZ-BUEY, J., *Redes que dan libertad. Introducción a los nuevos movimientos sociales*, Paidós, Barcelone, 1994.
- RÉSEAUX, *Médias et mouvements sociaux*, vol. 17, n° 98, 1999.
- REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE, « Devenirs militants », vol. 51, n° 1-2, 2001 #.
- RIHOUX B. et WALGRAVE S., « Le "mouvement blanc", 1996-1999. Tentative de caractérisation d'un mouvement social inédit », *UTINAM*, n° 3, 2000, p. 75-104 *.
- ROSANVALLON P., *La Crise de l'État-providence*, Seuil, Paris, 1981.
- ROY O., *L'Échec de l'Islam politique*, Seuil, Paris, 1992.
- SCHMITTER P. et LEHMBRUCH G., *Patterns of corporatist policy-making*, Sage, Londres, 1992.
- SCOTT J., *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, 1985 *#.
- SCOTT J., « Hidden transcripts. Domination and the arts of resistance », Yale University Press, 1990 *.
- SEMELIN J., *Sans armes face à Hitler*, Payot, Paris, 1989.
- SIMEAN J., *La Cause des sans-papiers*, Presses de Science Po, Paris, 1998 #.
- SKOCPOL T., « Formation de l'État et politiques sociales aux États-Unis »,

- Actes de la recherche en sciences sociales*, n^{os} 96-97, 1993, p. 21-37.
- SKOCPOL T., *Protecting Soldiers and Mothers*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 1994.
- SMELSER N., *Theory of Collective Behaviour*, Routledge and Kegan, Londres, 1962 *.
- SNOW D., ZURCHER L. et EKLAND-ELSON S., « Social Networks and Social Movements : a Microstructural Approach to Differential Recruitment », *American Sociological Review*, vol. 45, 1980, p. 787-801.
- SNOW D., ROCHFORD B., WORDEN S. et BENFORD R., « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, 1986, p. 464-481.
- SOMMIER I., *La Violence politique et son deuil. L'après-68 en France et en Italie*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 1998.
- SPANOU C., *Militants et fonctionnaires : l'administration et les nouveaux mouvements sociaux*, L'Harmattan, Paris, 1991.
- TARDE G., *L'Opinion et la Foule*, PUF, Paris, 1989 (1^{re} éd., 1901).
- TARROW S., *Democracy and Disorder : Protest and Politics in Italy 1965-1975*, Clarendon Press, Oxford, 1989.
- TARROW S., *Power in Movement*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998.
- THOMPSON E. P., *Customs in Common*, Penguin, Harmondsworth, 1993.
- TILLY C., *From Mobilization to Revolution*, Addison-Wesley, Reading, Mass, 1976 *.
- TILLY C., *La France contestée de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris, 1986 (Harvard University Press, 1986) #.
- TOURAINÉ A., *La Voix et le Regard*, Seuil, Paris, 1978 *.
- TOURAINÉ A., HEGEDUS S. et WIEVIORKA M., *La Prophétie antinucléaire*, Seuil, Paris, 1980.
- TRAINI C., *Les Braconniers de la République*, PUF, Paris, 2003.
- TURNER R. et KILLIAN L., *Collective Behaviour*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1957.
- WEBER E., *La Fin des terroirs*, Fayard, Paris, 1983 (1^{re} éd., Stanford University Press, Stanford, 1976).

Table des matières

Introduction	3
I Qu'est-ce qu'un mouvement social ?	
Dimensions de l'action collective	6
L'agir ensemble comme projet volontaire, 6	
Organisations contre mobilisations : confusion interdite ?, 7	
L'action concertée en faveur d'une cause, 9	
La composante politique des mouvements sociaux	10
Une action « contre », 10	
□ Encadré : <i>Modèle coopératif et politisation</i> , 11	
Les tendances à la politisation des mouvements sociaux, 12	
□ Encadré : <i>Mouvements sans adversaires ?</i> , 13	
Politiques publiques, opacité, politisation, 15	
Une arène non institutionnelle ?	16
L'arène des conflits sociaux, 17	
Un registre d'action dominé ?, 18	
Instituer l'action collective : répertoires et organisations	19
L'empreinte de l'Histoire, 20	
La question de l'organisation, 22	
□ Encadré : <i>Piven et Cloward : une sociologie spontanéiste des mouvements sociaux des « pauvres » ?</i> , 23	
L'espace des mouvements sociaux	24
Le modèle de Kriesi, 24	
Trajectoires, 25	
□ Encadré : <i>Une typologie des organisations liées au mouvement social</i> , 26	
II Les obstacles à l'analyse	
Penser relationnellement les mouvements sociaux	27
« <i>Exit, voice and loyalty</i> », 28	
□ Encadré : « <i>Bonheur privé, action publique</i> » [1983], 29	

Les « entre-deux » de la protestation, 30	
□ Encadré : <i>Entre Voice et Loyalty : les armes des faibles</i> , 31	
Problèmes sociologiques et enjeux politiques	33
La psychologie des foules, 33	
Le refoulement de l'héritage marxiste, 34	
□ Encadré : <i>Morphologie sociale et capacités de mobilisation chez Marx</i> , 36	

III Les frustrations et les calculs

Les théories du « comportement collectif »	38
Un label accueillant, 38	
Pourquoi les hommes se révoltent-ils ?, 39	
□ Encadré : <i>Trois scénarios de production de la frustration</i> , 41	
□ Encadré : <i>Une culture protestataire nationale</i> , 42	
Quand Homo œconomicus entre en action	43
Le paradoxe d'Olson, 44	
□ Encadré : <i>Les rendements de la mobilisation et de l'abstention</i> , 45	
La « RAT » et le durcissement du modèle, 45	
□ Encadré : <i>Comment se débarrasser des passagers clandestins ?</i> , 46	
Du bon usage du calcul rationnel, 48	

IV La mobilisation des ressources

Les dénominateurs communs, 49	
La filiation olsonienne	51
Les mouvements sociaux comme économie et « industrie », 51	
Entrepreneurs et « militants moraux », 52	
Sociologiser le cadre théorique	53
Partir de la structuration sociale, 54	
Structure sociale et mouvements sociaux, 55	
L'apport d'une sociologie historique	56
La variable organisation : de la logistique à la sociabilité, 57	
Stratégies, 57	
□ Encadré : <i>Le déclin d'un système de catnet</i> , 58	
La dimension du temps long, 59	

V De « nouveaux » mouvements sociaux ?

La texture du « nouveau »	61
□ Encadré : <i>L'analyse d'Alain Touraine</i> , 63	
Les luttes de l'après-société industrielle	63
La « révolution silencieuse » du postmatérialisme, 64	
Vers un nouvel ordre social, 64	

Un bilan contrasté	66
Un effet « trente glorieuses » ?, 66	
□ Encadré : <i>La double dynamique de mobilisations modernisatrices</i> , 67	
Les dividendes de l'innovation, 68	
Du nouveau dans le nouveau ?	69
VI Militantisme et construction identitaire	
<hr/>	
Une approche sociologique du militantisme	71
Déterminants et rétributions du militantisme, 71	
□ Encadré : <i>Freedom Summer, les déterminants d'un engagement militant exigeant</i> , 72	
L'effet « surrégénérateur », 73	
□ Encadré : <i>Les technologies de la militance</i> , 74	
Mutations du militantisme ?	75
Identités militantes	77
Nous/Je, 77	
□ Encadré : <i>Le sexe des mouvements sociaux</i> , 79	
Mobilisations identitaires, 80	
Vers une économie des pratiques	83
VII Mobilisations et systèmes politiques	
<hr/>	
La structure des opportunités politiques	85
Une notion utile mais spongieuse, 85	
Les dynamiques du conflit, 88	
Mouvements sociaux, politiques publiques	90
Systèmes ouverts et fermés, 90	
Modes de gestion et de digestion des mobilisations, 92	
Le chaînon manquant, 93	
□ Encadré : <i>L'institutionnalisation des « nouveaux mouvements sociaux »</i> , 95	
Quel espace politique de référence ?	96
□ Encadré : <i>Ce que n'est pas la mondialisation des mobilisations</i> , 97	
VIII La construction symbolique des mouvements sociaux	
<hr/>	
La redécouverte du « travail politique »	99
Mobiliser le consensus, 99	
Idéologie, cadres, culture, 100	
□ Encadré : <i>L'analyse de cadres : concept dynamique ou mot-valise ?</i> , 102	
La place des médias dans les mobilisations	102
Mises en scène et mobilisations de papier, 102	
Les médias, acteurs des mouvements sociaux, 105	

Le registre thérapeutique, 106	
Élargir la focale sans refouler les acquis	107
□ Encadré : <i>L'apport de James Jasper, 108</i>	
Désenclaver l'analyse des mouvements sociaux	109
Conclusion	111
Index	114
Repères bibliographiques	116